

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1984 B 00601

Numéro SIREN : 306 138 900

Nom ou dénomination : DECATHLON

Ce dépôt a été enregistré le 27/11/2023 sous le numéro de dépôt 25843

Certifié conforme
Le président

Fabien DERMILLE

BILAN CONSOLIDE

En K€	Note	31/12/2022	31/12/2021	01/01/2021
Goodwill	Note 6.3	29 018	29 018	30 750
Immobilisations incorporelles	Note 10.1	256 237	290 714	333 270
Immobilisations corporelles	Note 10.2	3 224 086	3 206 436	3 276 041
Droits d'utilisation	Note 10.3	2 678 487	2 806 890	2 714 617
Entités mises en équivalence	Note 6.5	19 881	22 470	12 824
Instruments dérivés actifs non courants	Note 19.2	27 727	19 085	11 093
Actifs financiers non courants	Note 11	99 373	105 670	96 567
Actifs d'impôt différé	Note 9	170 920	200 894	124 141
Total actifs non courants		6 505 729	6 681 176	6 599 304
Stocks	Note 12	3 778 336	3 015 232	2 453 206
Créances clients	Note 13	284 157	290 295	175 612
Créance d'impôt courant	Note 9	69 996	48 372	45 689
Instruments dérivés actifs courants	Note 19.2	275 156	320 807	162 251
Autres créances courantes	Note 13	524 388	557 886	450 358
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 14	1 447 979	1 573 121	1 475 907
Total actifs courants		6 380 011	5 805 714	4 763 022
Total des actifs		12 885 740	12 486 890	11 362 326
Capital social		10 600	10 500	10 450
Primes d'émission		273 231	213 682	190 733
Réserves		4 263 028	4 004 374	3 546 575
Résultat net de l'exercice		898 127	868 580	545 890
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	Note 15	5 444 986	5 097 137	4 293 648
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 6.4	14 077	10 653	10 007
Total des capitaux propres		5 459 063	5 107 790	4 303 655
Emprunts et dettes financières non courants	Note 17	226 221	305 184	390 311
Dettes de loyers non courantes		2 340 657	2 405 827	2 699 393
Passifs non courants liés aux avantages du personnel		98 352	76 324	79 039
Provisions pour retraites	Note 7	34 000	58 633	65 821
Provisions	Note 16	154 156	132 057	84 420
Instruments dérivés passifs non courants	Note 19.2	6 949	1 389	24 389
Autres passifs financiers non courants		45 136	75 223	50 076
Autres passifs non courants		-	-	-
Passifs d'impôt différé	Note 9	36 178	62 869	19 974
Passifs non courants		2 941 651	3 117 507	3 413 423
Emprunts et dettes financières courants	Note 17	729 287	504 900	972 251
Instruments dérivés passifs courants	Note 19.2	235 098	22 666	215 058
Dettes de loyers courantes		441 894	469 950	32 652
Passifs courants liés aux avantages du personnel		472 947	459 095	335 298
Dettes fournisseurs	Note 18	1 822 795	2 140 436	1 538 338
Passifs d'impôt courant	Note 9	71 424	50 823	37 145
Autres passifs courants	Note 18	711 581	613 723	514 506
Passifs courants		4 485 026	4 261 593	3 645 247
Total des passifs		7 426 677	7 379 101	7 058 670
Total des capitaux propres et passifs		12 885 740	12 486 890	11 362 326

Certifié conforme
Le Président

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Fabien DERMILLE

En K€	Note	2022	2021
Chiffre d'affaires	Note 7.1	15 428 140	13 820 198
Autres produits		-	-
Achats consommés	Note 7.2	- 8 329 564	- 7 541 416
Autres achats et charges externes	Note 7.2	- 1 669 098	- 1 436 481
Charges de personnel	Note 7.3	- 3 088 961	- 2 719 076
Amortissements des immobilisations corporelles & incorporelles et droits d'utilisation	Note 7.2 & 10	- 898 745	- 844 983
Taxes	Note 7.2	- 96 748	- 84 764
Autres charges	Note 7.2	- 61 166	- 52 647
Résultat opérationnel courant		1 283 858	1 140 832
Produits opérationnels non courants	Note 7.3.6	136 722	195 060
Charges opérationnelles non courantes	Note 7.3.6	- 143 269	- 184 335
Résultat opérationnel		1 277 311	1 151 557
Produits financiers		507 716	271 145
Charges financières		- 539 475	- 300 136
Résultat financier	Note 8	- 31 759	- 28 991
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)	Note 6.5	- 2 480	- 404
Résultat avant impôt		1 243 073	1 122 162
Charge d'impôt sur le résultat	Note 9.1	- 347 068	- 249 994
Résultat net de la période		896 005	872 168
Résultat de la période attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		898 127	868 580
Participations ne donnant pas le contrôle		- 2 122	3 588

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En K€	2022	2021
Résultat net	886 005	872 168
Réévaluations du passif net au titre des régimes à prestations définies (écarts actuariels)	30 237	14 037
Impôt lié	-7 407	-3 688
Total éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	22 831	10 348
Activités à l'étranger – écarts de conversion	41 740	81 211
Couvertures de flux de trésorerie – partie efficace de la variation de juste valeur	-58 364	204 133
Couvertures de flux de trésorerie – reclassées en résultat	-204 133	89 769
Impôt lié	31 353	-46 658
Total éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	-189 404	328 455
Autres éléments du résultat global de la période, nets d'impôt	-166 574	338 803
Résultat global de la période	729 431	1 210 971
Résultat global de la période attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	728 471	1 209 954
Participations ne donnant pas le contrôle	960	1 017

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Description du Groupe et de l'activité

Decathlon SE (« la Société ») est une société domiciliée en France. Le siège social de la Société est situé à Villeneuve d'Ascq. Les états financiers consolidés de la Société comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») ainsi que ses participations dans des entreprises associées.

Le Groupe Decathlon a pour activité le commerce de détail d'articles de sport et de loisirs. Au 31 décembre 2022, Decathlon était présent dans 63 pays.

Les états financiers IFRS du Groupe Decathlon pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été approuvés par le conseil d'administration du 7 mars 2023, et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 23 juin 2023.

2. Base de préparation

2.1. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2022 sont les premiers états financiers présentés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne. Il s'agit en effet des premiers états financiers consolidés du Groupe établis conformément aux IFRS, la norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » ayant été appliquée. S'agissant de normes appliquées mais non obligatoires au 31 décembre 2022, le groupe applique seulement celles d'application obligatoire à cette date.

La note 5 explique les options retenues pour cette première application et fournit une réconciliation entre les comptes consolidés de Decathlon SE établis selon les règles et méthodes françaises et les présents états financiers IFRS au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021 ainsi qu'à la date de transition aux IFRS au 1er janvier 2021.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en#endorsement

2.2. Evolution du référentiel comptable

Les états financiers du Groupe sont réalisés en appliquant les IFRS telles qu'adoptées au 31 décembre 2022. Les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants n'ont pas été appliqués 31 décembre 2022:

Normes non appliquées par anticipation :

- Modifications d'IAS 8 – Définition des estimations (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023) ;
- Amendements IFRS10 et IAS 28 ;

- Modifications d'IAS 1 et du Practice Statement 2 – Informations sur les politiques comptables (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023).

Normes non encore adoptées par l'UE :

- IAS 1 Classification des dettes non courantes avec covenants
- Modifications d'IAS 1 – Présentation des états financiers : classement des passifs en courant / non-courant (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023) ;
- Modifications d'IAS 12 – Impôts sur le résultat : impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023) ;
- IFRS 17 - Contrats d'assurance (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023) ;
- IAS 1 Classification des passifs en courant et non courant ;
- Amendement IFRS 16.

2.3. Recours à des estimations et aux jugements

En préparant ces états financiers consolidés, la Direction a exercé des jugements et émis des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables du Groupe et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de manière prospective.

Sont notamment concernés :

- la valorisation des actifs incorporels ;
- la valorisation des contrats de location ;
- les provisions et passifs éventuels ;
- les dérivés : évaluation de leur juste valeur ;
- les rémunérations à base d'actions ;
- la valorisation des régimes à prestations définies ;
- la valorisation des engagements d'achat de titres de minoritaires ;
- les actifs d'impôts différés.

L'intégration de la lutte contre le réchauffement climatique dans les hypothèses d'arrêté des comptes n'a pas eu d'impact significatifs.

Ces jugements et hypothèses sont détaillés dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique.

2.4. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Les montants sont arrondis au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

2.5. Monnaies étrangères

2.5.1. Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans les monnaies fonctionnelles respectives des sociétés du Groupe en appliquant le cours de change en vigueur à la date des transactions. La devise fonctionnelle des entités correspond en principe à leur devise locale.

Cependant, Desipro, filiale basée à Singapour a pour devise fonctionnelle l'USD. En effet, cette entreprise a un rôle de centrale d'achat pour le groupe et l'USD reste la devise la plus utilisée pour le commerce international.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les éléments non monétaires évalués sur la base du coût historique, libellés en monnaie étrangère, sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction.

Les gains et pertes de change en résultant sont comptabilisés en résultat financier.

2.5.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers dont la monnaie fonctionnelle est autre que l'euro sont convertis selon les modalités suivantes :

- les actifs et passifs sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture ;
- les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant un cours moyen basé sur la moyenne des cours du jour.

Les écarts de change sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés en réserve de conversion, sauf dans la mesure où l'écart de change est affecté aux participations ne donnant pas le contrôle.

2.5.3. Information financière dans les économies hyperinflationnistes

Ayant un taux d'inflation cumulé sur 3 ans supérieur à 100%, la Turquie est considérée comme pays hyperinflationniste depuis mars 2022. Les états financiers des groupes dont une entité a pour monnaie fonctionnelle la livre turque doivent appliquer la norme IAS 29 "Information financière dans les économies inflationnistes" à compter du 1^{er} janvier 2022 sans retraitement des comparatifs. Les actifs et passifs de ces entités sont retraités par l'application d'un indice général des prix et le compte de résultat est converti au taux de clôture.

Le Groupe a réalisé une estimation des impacts liés à l'application de la norme IAS 29 pour la Turquie en utilisant l'indice de TUIK (l'Institut de la Statistique de la Turquie). L'impact est non matériel pour le Groupe et la réévaluation de la contribution de la Turquie n'a en conséquence pas été effectuée.

2.6. Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments dérivés, des actifs de régime, des titres de participation non consolidés et des équivalents de trésorerie évalués à la juste valeur.

3. Faits significatifs de l'exercice

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- Compte tenu de la situation géopolitique entre la Russie et l'Ukraine, depuis juin 2022, l'activité de Decathlon en Russie a été suspendue et les magasins fermés. Le Groupe a procédé à l'ensemble des dépréciations nécessaires.
- En juin 2022, Decathlon Suisse a acquis les intérêts minoritaires (49,99%) détenus par Maus Frères. Le groupe Decathlon détient désormais 100% de Decathlon Suisse.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- En raison de l'épidémie de Covid 19, le Groupe a fermé plusieurs de ses magasins à travers le monde durant plusieurs semaines ;
- L'évolution de la stratégie du Groupe a conduit à comptabiliser des provisions pour restructuration sur les périmètres États-Unis, Chine et Japon pour environ 55 M€ ;
- Le Groupe a acquis des participations dans 1 société consolidée par mise en équivalence (Jagger & Lewis) et 4 sociétés non consolidées et considérées comme des titres externes (Unmade, Magene, Valiuz et Treddy's).

4. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la période de clôture n'a été enregistré pour l'année 2022.

5. Modalités de première application

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2022 sont les premiers états financiers présentés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne, et notamment en application d'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ». Jusqu'au 31 décembre 2021, le Groupe préparait les états financiers consolidés conformément au Règlement ANC n°2020-01. Le Groupe a préparé les états financiers IFRS au titre des exercices clos au 31 décembre 2022 et 2021 ainsi qu'à la date de transition aux IFRS au 1^{er} janvier 2021.

Les principes et méthodes comptables IFRS exposés ci-après ont été appliqués aux fins de l'établissement des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2022, des informations comparatives figurant aux présents états financiers au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et du bilan d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2021, soit la date de transition aux IFRS. Cette note explique les ajustements principaux entre les états financiers présentés conformément au règlement ANC n°2020-01 et les normes IFRS qui incluent les bilans au 1^{er} janvier 2021 et au 31 décembre 2021.

Estimations

Les estimations au 1^{er} janvier 2021, 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2022 sont cohérentes avec les estimations établies à la même date conformément au règlement ANC n°2020-01, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables.

Le Groupe, à la date de transition aux IFRS, a dû effectuer des estimations selon les IFRS, qui n'étaient pas imposées à cette même date par le référentiel comptable antérieur, tenant en compte des conditions qui existaient à la date de transition aux IFRS, le 1^{er} janvier 2021.

Exemptions

Pour l'établissement de son bilan d'ouverture, la Société s'est conformée aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ».

Cette norme repose sur le principe général d'une application rétrospective de l'ensemble des normes, mais prévoit toutefois certaines exceptions obligatoires et exemptions optionnelles.

Dans le cadre de la comptabilisation de ses contrats de location selon IFRS 16, le Groupe a choisi d'appliquer les exemptions suivantes prévues par IFRS 1 :

- Application de la définition des contrats de location selon IFRS 16 aux contrats existants à la date de transition ;
- Evaluation de i) la dette de loyers en date de transition à hauteur de la valeur actualisée des paiements restant sur la base du taux marginal d'endettement du preneur à la date de transition et ii) le droit d'utilisation à hauteur de la dette de loyers (ajusté des montants de loyers prépayés ou avantages reçus) ;
- Application d'un taux d'actualisation par pays, à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires ;
- Non retraitement des contrats d'une durée résiduelle inférieure à 12 mois à la date de transition ;
- Non retraitement des locations de biens de faible valeur, inférieure à 5 000 USD, et des contrats dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois ;
- Utilisation des connaissances acquises a posteriori (« hindsight »), pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

Le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption d'IFRS 1 permettant l'application prospective des dispositions d'IAS 23 relatives aux coûts d'emprunts:

- Non capitalisation du retraitement de la composante coûts d'emprunt incorporée dans le coût d'un actif selon le référentiel comptable français et comprise dans la valeur comptable de l'actif en date de transition ;
- Comptabilisation selon IAS 23 des coûts d'emprunt engagés à compter de la date de transition, y compris ceux qui sont engagés à compter de cette date pour des actifs qualifiés en cours de construction.

5.1. Rapprochement du bilan au 1^{er} janvier 2021 (date de transition aux normes IFRS) et 31 décembre 2021

En K€	Note	31-déc.-21			1-janv.-21		
		Normes comptables françaises	Effets de la transition aux normes IFRS	IFRS	Normes comptables françaises	Effets de la transition aux normes IFRS	IFRS
Goodwill	Note G	48 109	- 19 091	29 018	41 280	- 10 510	30 750
Immeubles de placement		-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles		291 750	1 036	290 714	333 898	- 628	333 270
Immobilisations corporelles		3 206 519	- 83	3 206 436	3 276 049	- 0	3 276 041
Droits d'utilisation	Note A	0	2 806 890	2 806 890	- 0	2 714 817	2 714 817
Entités mises en équivalence	Note G	1 662	20 808	22 470	1 080	11 744	12 824
Instruments dérivés actifs non courants	Note B	-	19 085	19 085	-	11 093	11 093
Actifs financiers non courants		103 620	2 050	105 670	98 572	- 5	98 567
Actifs d'impôt différé	Note A	198 114	2 780	200 894	120 898	3 443	124 341
Total actifs non courants		3 849 775	2 831 481	6 681 176	3 869 558	2 729 748	6 598 304
Stocks		3 015 232	-	3 015 232	2 453 206	-	2 453 206
Créances clients		290 298	- 0	290 298	175 612	-	175 612
Créance d'impôt courant		48 372	-	48 372	45 689	-	45 689
Instruments dérivés actifs courants	Note B	117 507	203 300	320 807	83 427	78 824	162 251
Autres créances courantes	Note A	569 086	- 11 200	557 886	457 412	- 7 054	450 358
Tresorerie et équivalents de trésorerie	Note C	1 636 289	- 63 178	1 573 121	1 518 438	- 42 532	1 475 907
Total actifs courants		5 678 792	128 922	5 805 714	4 733 784	29 238	4 763 022
Total des actifs		9 526 567	2 960 323	12 486 880	8 603 342	2 758 984	11 362 326
Capital social		10 500	-	10 500	10 450	-	10 450
Primes d'émission		213 682	-	213 682	190 733	-	190 733
Réserves	Notes A, B, C, D, F & H	4 017 220	- 12 845	4 004 374	3 792 661	248 086	3 546 575
Résultat net de l'exercice	Notes A, B, C & F	880 461	- 11 881	868 580	545 722	168	545 890
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		5 121 863	- 24 726	5 097 137	4 539 566	- 245 918	4 293 648
Participations ne donnant pas le contrôle		11 688	- 1 035	10 653	10 480	- 473	10 007
Total des capitaux propres		5 133 551	- 25 761	5 107 780	4 550 046	- 246 391	4 303 656
Emprunts et dettes financières non courants		305 806	- 622	305 184	391 221	- 910	390 311
Dettes de loyers non courantes	Note A	0	2 405 827	2 405 827	0	2 699 393	2 699 393
Passifs non courants liés aux avantages du personnel	Note C	48 745	27 578	76 324	30 690	48 349	79 039
Provisions pour retraites	Note E	58 633	-	58 633	85 821	-	85 821
Provisions	Note F	134 657	- 2 600	132 057	86 020	- 1 600	84 420
Instruments dérivés passifs non courants	Note B	-	1 389	1 389	-	24 389	24 389
Autres passifs financiers non courants	Note H	213	75 010	75 223	286	49 790	50 076
Autres passifs non courants		-	-	-	-	-	-
Passifs d'impôt différé	Notes B & C	50 044	12 826	62 869	40 572	- 20 587	19 974
Passifs non courants		588 098	2 519 409	3 117 507	614 610	2 798 813	3 413 423
Emprunts et dettes financières courants		504 900	-	504 900	972 251	-	972 251
Instruments dérivés passifs courants	Note B	27 827	- 5 160	22 666	43 360	171 698	215 058
Dettes de loyers courantes	Note A	- 0	469 950	469 950	- 0	32 652	32 652
Passifs courants liés aux avantages du personnel		459 116	- 21	459 095	335 320	- 23	335 288
Dettes fournisseurs		2 141 984	- 1 548	2 140 436	1 539 375	- 1 037	1 538 338
Passifs d'impôt courant	Note F	47 331	3 492	50 823	33 824	3 321	37 145
Autres passifs courants		813 760	- 37	813 723	514 558	- 50	514 506
Passifs courants		3 784 918	466 675	4 251 593	3 438 885	206 562	3 645 247
Total des passifs		4 393 016	2 986 084	7 379 101	4 053 295	3 005 375	7 058 670
Total des capitaux propres et passifs		9 526 567	2 960 323	12 486 880	8 603 342	2 758 984	11 362 326

5.2. Rapprochement du résultat global pour l'exercice clos au 31 décembre 2021

En K€	Note	Normes comptables françaises	Effets de la transition aux normes IFRS	IFRS
Chiffre d'affaires		13 820 233	-35	13 820 198
Autres produits		0	0	0
Achats consommés		-7 541 416	0	-7 541 416
Autres achats et charges externes	Note A	-1 927 406	490 926	-1 436 481
Charges de personnel	Note C	-2 726 274	7 198	-2 719 076
Amortissements des immobilisations corporelles & incorporelles et droits d'utilisation	Note A	-372 902	-472 080	-844 983
Taxes		-84 764	0	-84 764
Autres charges		-52 647	0	-52 647
Résultat opérationnel courant		1 114 824	26 008	1 140 832
Produits opérationnels non courants	Note A	219 495	-24 435	195 060
Charges opérationnelles non courantes	Note A	-184 335	0	-184 335
Résultat opérationnel		1 149 984	1 573	1 151 557
Produits financiers	Notes A & B	2 817 265	-2 546 120	271 145
Charges financières	Notes A, B & C	-2 820 109	2 519 973	-300 136
Résultat financier net		-2 843	-26 147	-28 991
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)		33	-437	-404
Résultat avant impôt		1 147 173	-25 011	1 122 162
Charge d'impôt sur le résultat	Notes A & F	-263 450	13 456	-249 994
Résultat net de la période		883 723	-11 555	872 168
Réévaluations du passif net au titre des régimes à prestations définies (écarts actuariels)		14 037	0	14 037
Impôt lié		-3 688	0	-3 688
Total éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		10 348	0	10 348
Activités à l'étranger – écarts de conversion		0	81 211	81 211
Couvertures de flux de trésorerie – partie efficace de la variation de juste valeur		0	204 133	204 133
Couvertures de flux de trésorerie – reclassées en résultat		0	89 769	89 769
Impôt lié		0	-46 658	-46 658
Total éléments susceptibles d'être reclassés en résultat		0	328 455	328 455
Autres éléments du résultat global de la période, nets d'impôt		10 348	328 455	338 803
Résultat global de la période		894 072	316 899	1 210 971

5.3. Explications des principaux retraitements

Les principaux retraitements opérés à la date de transition au 1^{er} janvier 2021 ainsi que sur les trois exercices présentés comprennent :

- **A. Contrats de locations** : à la date de transition, les contrats de location sont reconnus au bilan, à travers la comptabilisation d'un droit d'utilisation à l'actif et d'une dette de loyers au passif. La méthode de transition retenue est la méthode rétrospective simplifiée, qui détermine donc un droit d'utilisation à l'actif égal à la dette de loyer au passif, à l'exception des pays qui appliquaient déjà IFRS 16 par le passé.

Au 1^{er} Janvier 2021, le droit d'utilisation s'élève à 2 714.6 M€ et une dette de loyers de 2 732.0 M€. En contrepartie de cet impact bilantiel, la charge locative a été annulée au compte de résultat au profit d'une charge d'amortissement et d'une charge financière. Le montant des impôts différés associés comptabilisés à l'actif du bilan s'élève à 3.4 M€.

Au 31 Décembre 2021, le droit d'utilisation s'élève à 2 806.9 M€ et une dette de loyer de 2 875.8 M€. Les charges d'amortissements s'élèvent à 473 056 K€ et les charges d'intérêts de 46 509 K€. Le montant des impôts différés associés comptabilisés à l'actif du bilan s'élève à 16 946 K€, pour un produit d'impôts différés de 13.2 M€.

- **B. La gestion du risque de change** est centralisée et les opérations de couverture sont effectuées par la Trésorerie Groupe. Hors impôts différés, l'impact sur la position bilantielle des instruments dérivés au 31 décembre 2021 est un actif de 340 M€ et un passif de 24 M€. Un impact OCI est comptabilisé pour 204 M€ avec un résultat financier net de 23 M€ : 18 M€ de Cash-flow Hedge et 4 M€ Fair Value Hedge.

La manière dont les impacts sont comptabilisés est la suivante :

Couverture d'un élément monétaire (fair value hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est utilisé pour couvrir économiquement une exposition au risque de change sur un actif ou passif monétaire comptabilisé, la comptabilité de couverture s'applique et les profits ou pertes sur l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Lorsque l'instrument de couverture vise à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel.

Couverture de flux de trésorerie (cash-flow hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est qualifié comme instrument de couverture des variations de flux de trésorerie d'une transaction prévue hautement probable, la comptabilité de couverture est appliquée.

La part efficace du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture est comptabilisée directement en « autres éléments du résultat global », jusqu'à ce que l'élément couvert soit lui-même reconnu en résultat. La part efficace est alors transférée au compte de résultat.

La part inefficace du profit ou de la perte est comptabilisée immédiatement en résultat financier.

Jusqu'à ce que l'élément couvert soit lui-même reconnu en résultat, nous comptabilisons 100% du Mark to Market en OCI.

Lorsque l'instrument de couverture visait à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel.

Lorsque l'instrument visait à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

Couverture de transaction (Trading)

On identifie au sein du Groupe un risque de change financier lié au financement par prêt intragroupe et compte courant.

C'est une décision de l'équipe financement interne que de couvrir cette position ou non.

Les comptes courants sont couverts soit par fx forward soit par fx swap que l'on ajuste mensuellement en fonction des positions des comptes courants.

L'équipe financement interne décide de la couverture du nominal et / ou des intérêts de chaque prêt. Les instruments utilisés sont des fx forward, fx swap et Cross Currency Swap.

Le choix de couvrir ou non peut être lié à différents paramètres : volatilité de la devise, coût de couverture, volume à financer, période à couvrir.

Lorsque l'instrument vise à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

- **C. Paiements fondés sur des actions** : les actions gratuites correspondent à des transactions dont le paiement est fondé sur des actions entrant dans le champ d'application d'IFRS 2. Ces instruments sont des plans réglés en trésorerie à évaluer à la juste valeur à la date d'attribution des droits et à chaque clôture. Ils sont comptabilisés en charge de rémunération en contrepartie d'un passif lié aux avantages du personnel au bilan, de manière étalée sur la période d'acquisition des droits, selon la méthode du « graded vesting ». En normes françaises, une provision sur ces plans d'attribution d'actions gratuites est comptabilisée. Elle correspond à la moins-value qui sera réalisée par Decathlon SE lors de la distribution aux bénéficiaires des actions lors de l'exercice des AGA. La provision est étalée sur la durée du plan, car l'exercice des AGA est soumis à des conditions de présence et de performance des bénéficiaires à l'issue de la période d'indisponibilité. En normes françaises, la dette sur des paiements fondés sur des actions est de 47 336 K€ au 31 décembre 2021. En normes IFRS, la dette IFRS 2 est de 73 685 K€ y compris 56 425 K€ au titre des engagements de rachat des actions qui n'existent pas en normes françaises. En IFRS, une charge de rémunération de 13 710 K€ ainsi qu'une charge financière de 3 597 K€ sont comptabilisées en compte de résultat en 2021. En normes françaises, la charge de rémunération comptabilisée au résultat est de 20 775 K€.
- **D. Actions propres** : en normes françaises, les actions propres sont classées en valeurs mobilières de placement, dans la rubrique « Trésorerie et équivalent de trésorerie ». En IFRS, elles sont présentées en déduction des capitaux propres. L'impact de ce reclassement au 1^{er} janvier 2021 est de - 42 380 K€ en « Trésorerie et équivalents de trésorerie » avec comme contrepartie les « Réserves » il est de - 62 310 K€ au 31 décembre 2021.
- **E. Indemnités de départ à la retraite** : comme en normes françaises, un passif est comptabilisé en IFRS au titre des indemnités de départ à la retraite et le coût des services est comptabilisé en charges de personnel. En revanche, les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global en IFRS. De plus, le coût financier est comptabilisé en résultat financier. L'impact est de 10 348 K€ en autres éléments du résultat global en 2021. L'impact en charges de personnel est de 8 915 K€ et 565 K€ en charges financières en 2021. L'impact du changement de méthode suite à la mise à jour de la recommandation ANC n°2013-02 est de -23 391 K€ sur le passif en 2021 et a déjà été pris en compte en normes françaises.
- **F. Passif d'impôts liés à l'incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat (IFRIC 23)**. L'application d'IFRIC 23 demande la comptabilisation des risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat, non pas en provision pour risque fiscal, mais en dette ou créance d'impôt sur les sociétés. Cela impacte le passif d'impôt courant pour 3 321 K€ au 1^{er} janvier 2021 et 3 492 K€ au 31 décembre 2021.

- **G. Goodwill** : si le coût de la participation est supérieur à la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise, un goodwill lié à l'entreprise associée ou à la joint-venture est inclus dans la valeur comptable de la participation.
 - L'écart d'acquisition des entités mises en équivalence est, en normes françaises, comptabilisé sur une ligne distincte alors qu'en IFRS il est inclus dans la valeur des titres mis en équivalence. L'impact au 31 décembre 2021 est un reclassement bilantiel de 20 410 K€ de « Entités mises en équivalence » à « Goodwill ».
 - Lors de l'acquisition d'Avanis en 2019, les plans de BSPCE 2015 et 2017 de l'entité ont été considérés comme des plans cash settled, c'est-à-dire, comme une dette de put sur other NCI dans le champ d'application d'IFRS 2. Cette dette a été prise en compte dans l'équation de détermination du goodwill. Ce qui n'est pas le cas en normes françaises. Cela entraîne au 1^{er} janvier 2021 un retraitement de 1 230 K€ de "Goodwill" à "Passifs non courants liés aux avantages du personnel".

Le Groupe a appliqué rétrospectivement IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition.

- **H. Engagements de rachat d'intérêts minoritaires** : l'obligation contractuelle pour une entité de racheter ses instruments de capitaux propres (telle que constitue la vente d'un put sur intérêts minoritaires) en contrepartie de trésorerie ou d'un autre actif financier, donne lieu à la comptabilisation d'une dette pour la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option selon la norme IAS 32. Cette obligation n'existe pas en normes Françaises. Les variations ultérieures de ces passifs sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Au 1^{er} janvier 2021, cela impacte de 49 790 K€ les autres passifs financiers non courants avec en contrepartie les réserves et de 75 010 K€ au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 25 220 K€ en 2021.
- **I. Classement des actifs/passifs** : les actifs et passifs ont été classés entre éléments courants et non courants en IFRS contrairement à la présentation en normes françaises.
- **J. Présentation des charges opérationnelles** : le résultat exceptionnel présenté en normes françaises est principalement reclassé en résultat opérationnel en IFRS dans les rubriques « Produits opérationnels non courants » et « Charges opérationnelles non courantes ».

5.4. Tableau de flux de trésorerie

En termes de présentation, le format de tableau de flux de trésorerie défini par la norme IAS 7 est relativement proche de celui déjà utilisé par le Groupe dans le référentiel français. Les différences majeures proviennent de la nécessité de présenter distinctement les flux de trésorerie relatifs à l'impôt, le résultat financier net de la période et les impacts de la norme IFRS 16.

L'application de la norme IFRS 16 a des impacts sur la marge brute d'autofinancement, 538 M€ en 2022, et la trésorerie nette liée aux activités de financement, principalement 478 M€ de paiement de dettes de loyer et 60 M€ d'intérêts sur dettes de loyers.

La plupart des retraitements IFRS sont sans impact sur la variation de la trésorerie nette.

A noter que les comptes d'instruments de trésorerie ne font plus partie du total trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau de flux de trésorerie en IFRS. Cela impacte la trésorerie de clôture de 78 M€ au 1^{er} janvier 2021 et 125 M€ au 31 décembre 2022.

6. Périmètre de consolidation

6.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Principes de consolidation

1/ Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes bilantiels, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés (sauf pour les pertes ou profits liés à des transactions en devises étrangères).

2/ Entreprises associées et co-entreprises

Sont comptabilisées par mise en équivalence les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) et les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint et répondant à la définition d'une co-entreprise. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financière et opérationnelle de l'entité, sans toutefois contrôler ou contrôler conjointement ces politiques. Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans les cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

3/ Autres participations

Lorsque le Groupe n'exerce pas de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable sur les décisions opérationnelles ou financières de sociétés dont il détient les titres, ceux-ci sont comptabilisés conformément aux dispositions applicables soit aux actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global, soit aux actifs financiers à la juste valeur par résultat net et présentés en « Actifs financiers non courants ».

6.2. Périmètre de consolidation

Les sociétés consolidées au sein du périmètre de consolidation sont les suivantes :

Dénomination sociale	Pays	Activité principale	31-déc-22		31-déc-21		31-janv-21	
			Taux d'intérêt	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Méthode de conso.
Decathlon South Africa Sports (PTY) Ltd	Afrique du Sud	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon El Djazair SARL	Algérie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DD Logistik Immobilien GmbH	Allemagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DD Unternehmensentwicklung GmbH	Allemagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DECATHLON Deutschland SE & Co. KG	Allemagne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DECATHLON Verwaltung SE	Allemagne	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Logistik Vertriebs GmbH	Allemagne	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon UK Ltd	Angleterre	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Javen Ltd	Angleterre	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sportstock Ltd	Angleterre	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Australia Pty Ltd	Australie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Austria GmbH	Autriche	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Bangladesh Ltd	Bangladesh	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Operational Booster	Belgique	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Acasmo Sa	Belgique	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Belgium Sa	Belgique	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Woddel Sa	Belgique	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Green Real Estate Empreendimentos imobiliarios Ltda	Brazil	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Igaresport Ltda	Brazil	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Bulgaria EOOD	Bulgarie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sports Immo EOOD	Bulgarie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Cambo Sporting Goods Ltd	Cambridge	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Canada Inc	Canada	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Oki Technologies Inc	Canada	Autre	0.0%	Non consolidé	0.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Chile SpA	Chili	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Cotex	Chine	Autre	13.2%	MEE	14.8%	MEE	0.0%	Non consolidé
Decathlon (Chengdu) Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon (Shenyang) Real Estate Co Ltd	Chine	Immobilier	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon (Wafang) Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Beijing Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Changchun Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Changsha sports consulting	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Changzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Chengdu Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Dalian Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Dongguan chengna warehousing	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Guangzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Haerbin Sports Consulting Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Hangzhou sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Investments China	Chine	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Jiangyin Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Jiangsu Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Kunshan Warehousing Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Luoyang Co	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Nanjing Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ningbo Commercial Dvpt Co Ltd	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ningbo Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Qingdao Sports Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shanghai Sport Internet sales Company Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shanghai sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shenyang Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shenzhen Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Suzhou Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Suzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Tianjin Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Wuxi Commercial consulting	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Wuxi Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Xian Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Xuzhou Co	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Zhongshan Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Zhuzhou consulting co ltd	Chine	Autre	0.0%	Non consolidé	0.0%	IG	100.0%	IG
Decopro Shanghai Mgt Consulting Co Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DiMai (Shanghai) Trading Co. Ltd	Chine	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Doi Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
East Shanghai Consulting Co Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Embraspine Asia	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Guangzhou Xink Technology Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Kaoduo Shanghai Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Nanyang Comport Import & Export Trading Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Semaphore Shanghai Company Consulting Co Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Shanghai Sports Trading Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Shanghai Xinwei Sports Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Tianjin New North Star Sports Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Cosmex SAS	Colombie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Detrom	Colombie	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon RDC Congo Sasu	Congo	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Korea Co Ltd	Corée du Sud	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Zagreb Doc	Croatie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Red estate	Croatie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Egypt	Egypte	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Trading Egypt	Egypte	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Omnia Ltd	Egypte	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Espana Sa	Espagne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Tonclade SI	Espagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Anybody SAS	France	Autre	43.2%	MEE	43.2%	MEE	43.2%	MEE
Anmfi Snc	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Atlantis SCI	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Avance SAS	France	Retail	70.8%	IG	70.8%	IG	70.8%	IG
Barega Sas	France	Immobilier	0.0%	Non consolidé	0.0%	IG	100.0%	IG
Bikeexperience	France	Autre	70.8%	IG	70.8%	IG	70.8%	IG
Bokasmo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Cyclotri	France	Autre	22.6%	MEE	22.6%	MEE	22.6%	MEE
Covex Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Dagast Production Srl	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Deaucosmo 1 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Deaucosmo 3 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Deaucosmo 4 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Experience	France	Autre	66.0%	IG	66.0%	IG	66.0%	IG
Decathlon France Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Srb Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Park Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé
Decathlon Regional Support SARL	Maroc	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon SE	Maroc	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon SSRI	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé
Detrom Sud Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Diogmo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Drancoc Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Easy Mountains (Mines)	France	Autre	81.3%	IG	90.7%	IG	90.7%	IG
Envismo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Eto Semard Sas	France	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Exterec 1 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Exterec Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
E2drives	France	Production	51.0%	MEE	51.0%	MEE	51.0%	MEE

Dénomination sociale	Pays	Activité principale	Taux d'activité	Méthode de covo.	Taux d'activité	Méthode de covo.	Taux d'activité	Méthode de covo.
Halticycle Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Immotition Snc	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Jagger & Lewis Sas	France	Autre	42.0%	MEE	35.0%	MEE	0.0%	Non consolidé Note 2
Jellane Sas	France	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Kinomax	France	Autre	28.0%	MEE	30.0%	MEE	0.0%	Non consolidé Note 2
La Blanc Coulon Sarl	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Les Pins de Cestas Snc	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Logistique France SAS	France	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Mahak Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Newmag Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Nosy La Sec Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Oyee Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Park Norwest Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Pins de BSA Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Pins de Péliss Euri	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Projetclub Sa	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Chlorowik SAS	France	Autre	36.2%	IG	36.1%	IG	36.0%	IG
SCI Pierre de Quigny	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Semaphore Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Simond Factory Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sirehmo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Soldacos Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sorenia SAS	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Traione	France	Autre	67.7%	IG	68.0%	IG	68.0%	IG
Valothion Sarl	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Vilanger Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Web2C Logistique	France	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Weddie Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Wedlog Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Wedoffice Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ghana Ltd	Ghana	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Greece Sporting Goods Lc	Greece	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Hong Kong Co Ltd	Hong Kong	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sportline Hong Kong	Hong Kong	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Budathlon Kft	Hongrie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Delogest Kft	Hongrie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Hatlogwest Kft	Hongrie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Ispiroba Kft	Hongrie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon sports India Private Ltd	Inde	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Indica Sporting Goods Private Ltd	Inde	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Prodit Sporting Pvt Ltd	Inde	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Indonesia	Indonésie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Pars LLC	Iran	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Ireland Ltd	Irlande	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Israel Ltd	Israël	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Andromeda Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Benp Srl	Italie	Production	24.0%	MEE	24.0%	MEE	0.0%	Non consolidé Note 2
Decathlon Italia Branch Malta	Italie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Italia Srl	Italie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Produzione Italia srl	Italie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
SBM2 Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sidi Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Japan Co Ltd	Japon	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon RL Ltd	Kazakhstan	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Kenya Ltd	Kenya	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Lietuva Uba	Lituanie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Belgium Branch	Luxembourg	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Friter	Luxembourg	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Lexi Sa	Luxembourg	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Logistics Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decapros Maroc Snc	Maroc	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Maroc SAS	Maroc	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Immodis sas	Maroc	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Newco Ile Maurice	Maurice	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
STO Sports and Technics Overseas Ltd	Maurice	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Articulos Deportivos Decathlon Sa	Mexique	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon et Cie Snc (Monaco)	Monaco	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon New Zealand Ltd	Nouvelle Zélande	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Netherlands Bv	Pays-Bas	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Orange Estate BV	Pays-Bas	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Philippines Inc	Philippines	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Blue Estate Sp Zoo	Pologne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sp Zoo	Pologne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Hiebaski Dom Sp Zoo	Pologne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Immodis Ltd	Portugal	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Luzernvermo Ltd	Portugal	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Roy Unipessoal Lda	Portugal	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sodid Unipessoal Lda	Portugal	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decasport Sro	Republique Tch	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Neardowassauron Sro	Republique Tch	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Immoder Immobilare Srl	Roumanie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Madrom Prod Srl	Roumanie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Roumasport Srl	Roumanie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Blue House Ic	Russie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Blue Logistics Ltd	Russie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Oxobate Lc	Russie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Senegal Sarl	Sénégal	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Beograd Doo	Serbie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Singapore Pte Ltd	Singapour	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Singapore Branch	Singapour	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decapra Pte Ltd	Singapour	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Ominvest Pte Ltd	Singapour	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon SK Sro	Slovaquie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
White House Sro	Slovaquie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ljubljana trgovina s sportno opremo d o o	Slovenie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Lanka Sports Access	Sri Lanka	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Lanka Sporting Goods	Sri Lanka	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sverige ab	Suède	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Switzerland SA	Suisse	Retail	100.0%	IG	80.0%	IG	80.0%	IG
Decathlon Taiwan Co Ltd	Taïwan	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Thailand Co Ltd	Thaïlande	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Inthanon Sporting Goods Co Ltd	Thaïlande	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sport and Leisure (Thailand) Co Ltd	Thaïlande	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Tunisie Lc	Tunisie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Proxy Tunisie Sarl	Tunisie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Proxylife Sarl	Tunisie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Turkiasport Spor Unitesi Sarayci Vts	Turquie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ukraine Ltd	Ukraine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon America	USA	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé Note 2
Decathlon USA LLC	USA	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Vietnam Co Ltd	Vietnam	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Estonia	Estonie	Retail	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	0.0%	Non consolidé Note 1

Note 1: Au cours de l'exercice 2022 :

- Création d'une succursale de Decathlon Lituanie en Estonie;
- Cession d'Anybuddy SAS et de Decathlon Ghana Ltd ;
- Liquidation de Decathlon Tianjin Sports Co Ltd, Disp Shanghai Consulting Co Ltd et Makiak Sci ;
- Fusion en Russie de Blue Logistik llc avec Blue House llc.

Note 2: Au cours de l'exercice 2021 :

- Acquisition de Kinomap, Coros et Jagger & Lewis ;
- Création de Decathlon SSII, Beep Srl, Decathlon Pass Sas et Decathlon America LlC ;
- Cession de Oki Technology et Shenyang Real estate Co Ltd ;
- Liquidation de Decathlon Zhuhai Consulting Co Ltd ;
- Fusion de Barega avec Le Blanc Coulon.

6.3. Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Ainsi, les actifs et passifs identifiables de la société acquise sont, en général, comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise) augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, moins le montant net comptabilisé (en général à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris. Les participations ne conférant pas le contrôle sont évaluées, sur option à chaque prise de contrôle, soit au prorata des actifs nets identifiables, soit à la juste valeur.

Lorsque l'écart déterminé ainsi est négatif (« badwill »), et après réappréciation des différents éléments de l'équation, il est comptabilisé immédiatement en résultat.

Le goodwill est réévalué par réalisation de tests de perte de valeur annuels ou lorsque des indices de perte de valeur surviennent. Les dépréciations sont comptabilisées immédiatement en résultat et sont irréversibles conformément à la norme IAS 36.

Le Groupe dispose d'un délai d'un an après l'acquisition pour finaliser l'allocation du prix d'achat.

Le Groupe a appliqué rétrospectivement IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition

Les goodwill se décomposent comme suit :

K€	2022	2021
Valeur brute à l'ouverture	29 216	31 061
Valeur nette à l'ouverture	29 018	30 750
Regroupement d'entreprises		- 1 732
Cessions d'entreprises		- 112
Pertes de valeur		112
Effet de la variation des taux de change		
Valeur brute à la clôture	29 216	29 216
Valeur nette à la clôture	29 018	29 018

Le Groupe n'a pris le contrôle d'aucune société lors des exercices 2021 et 2022.

La diminution de la valeur nette du goodwill au cours de l'exercice 2021 correspond à une mise à jour du montant du goodwill d'Easy Mountains (-1 732 K€) sur la base de la répartition finale du prix d'achat et à la sortie de la valeur brute du goodwill d'Oki Technology (112 K€) qui était intégralement déprécié.

6.4. Participations ne donnant pas le contrôle

Les modifications du pourcentage de détention du Groupe dans une filiale n'entraînant pas de changement du contrôle (perte ou gain) sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Au 31 décembre 2022, les participations ne donnant pas le contrôle s'élèvent à 14 077 K€ et comprennent principalement les participations suivantes :

- Avanis SAS (12 354 K€), leader français du e-commerce du sport, détenu à hauteur de 70.9% par le Groupe ;
- Athleticum (1 068 K€), distributeur Suisse d'articles de sport, devenu Decathlon Suisse, détenu à hauteur de 50.0% jusqu'au 3 juin 2022, puis à 100.0% par la suite;
- Decathlon Travel (547 K€), accès sur le voyage sportif, détenu à hauteur de 66.0% par le Groupe.

La variation de 3 424 € par rapport au 31 décembre 2021 s'explique principalement par :

- Athleticum (6 594 K€) : acquisition en juin 2022 de l'intégralité des participations ne donnant pas le contrôle ;
- Avanis (-1 346 K€) et Decathlon Travel (-1 051 K€) : suite aux pertes réalisées au cours de l'exercice 2022.

Les participations ne donnant pas le contrôle, prises individuellement, ne sont pas significatives aux bornes du Groupe.

6.5. Entités mises en équivalence

Les participations dans les entreprises associées sont de 19 881 K€ au 31 décembre 2022, 22 470 K€ au 31 décembre 2021 et de 12 824 K€ au 1^{er} janvier 2021. Elles correspondent aux entreprises ci-dessous :

Année d'entrée dans le périmètre	Nom de la société	Lieu	Activité	% d'intérêt acquis	
2021	Beep Srl	Italie	Production	24.9%	(1)
2021	Coros Ltd	Chine	Production	13.2%	
2021	Jagger & Lewis SAS	France	Production	42.6%	
2021	Kinomap SAS	France	Service	29.6%	(2)
2020	Anybuddy SAS	France	Service	43.2%	
2020	E2Drives	Belgique	Recherche	51.0%	(3)
2020	Cyclofix SAS	France	Service	22.6%	

(1) Bien que la participation du Groupe dans Coros soit inférieure à 20%, le Groupe exerce une influence notable sur Coros du fait de sa représentation au sein du conseil d'administration ou de

l'organe de direction équivalent de Coros et de sa participation au processus d'élaboration des politiques.

(2) La participation dans l'entreprise Anybuddy SAS a été cédée en septembre 2022.

(3) Bien que la participation du Groupe dans E2Drives soit de 51%, le Groupe n'exerce pas un contrôle exclusif sur cette entité car il ne dispose pas seul de la capacité à agir sur les rendements variables de cette entité.

Les intérêts détenus par le Groupe dans ces entreprises associées ne sont pas significatifs pris individuellement.

Le tableau suivant analyse globalement la valeur comptable ainsi que la quote-part dans le résultat net et les autres éléments du résultat global de ces entreprises associées.

K€	31.12.22	31.12.21	01.01.21
Valeur comptable des intérêts dans les entreprises associées	19 881	22 470	12 824
Quote-part :			
- du résultat net	- 2 480	- 404	- 506
- des autres éléments du résultat global	-	-	-
Total	- 2 480	- 404	- 506

La variation de 9 646 K€ entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021 s'explique principalement par l'acquisition de participations dans Coros (8 133 K€), Kinomap (2 160 K€) & Jagger & Lewis (680 K€).

La variation de -2 589 K€ entre le 31 décembre 2021 et 2022 s'explique principalement par la cession de la participation dans Anybuddy en septembre 2022 (-873 K€) et la dépréciation de la participation dans Cyclofix (-1 860 K€) suite à la procédure de redressement judiciaire en cours.

7. Données opérationnelles

7.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que le contrôle des biens a été transféré au client.

Le chiffre d'affaires correspond principalement aux ventes dans les magasins, les sites e-commerce et les redevances de franchises.

Les ventes de l'activité e-commerce sont constituées, d'une part, du chiffre d'affaires relatif aux ventes réalisées sur les sites e-commerce du Groupe (ventes directes) et d'autre part, des commissions perçues au titre des ventes e-commerce que le Groupe réalise pour le compte de tiers (Marketplaces). Le chiffre d'affaires relatif aux ventes directes est comptabilisé lorsque la livraison est intervenue (date de transfert de contrôle des biens vendus). S'agissant des ventes en Marketplaces, les revenus comptabilisés correspondent aux commissions facturées aux fournisseurs sur les ventes réalisées.

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes aux franchisés est comptabilisé lorsque la livraison est intervenue (date de transfert de contrôle des biens vendus).

Les retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires. Ils sont estimés de façon raisonnablement fiable, en se basant notamment sur les données statistiques issues de l'expérience passée et sur les conditions contractuelles.

La vente d'un bien ou service assortie de la remise de points de fidélité constitue un contrat comprenant deux « obligations de performance » séparées :

- un bien ou service livré immédiatement
- un droit à recevoir ultérieurement des biens ou services à prix réduit ou gratuit.

Le montant reçu au titre de la vente est réparti entre les deux « obligations de performance » en proportion de leurs prix de vente spécifiques respectifs.

Le chiffre d'affaires se décompose selon les natures suivantes :

K€	2022	2021
Ventes réalisées par l'enseigne	15 446 910	13 838 631
Programmes de fidélisation	- 56 772	- 46 731
Redevances de franchises et autres revenus	38 002	28 298
Total chiffre d'affaires	15 428 140	13 820 198

Le chiffre d'affaires par pays se décompose comme suit :

K€	2022	2021
France	4 090 779	3 685 053
Espagne	1 761 331	1 698 922
Italie	1 515 044	1 413 620
Chine	1 194 210	1 134 125
Allemagne	893 761	700 707
Belgique	550 855	518 222
Pologne	447 409	417 031
Angleterre	353 459	329 441
Russie	208 250	324 258
Autres	4 413 043	3 598 820
Total chiffre d'affaires	15 428 140	13 820 198

7.2. Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles se décomposent comme suit :

K€	2022	2021
Achats de matières premières	- 108 960	13 356
Achats de marchandises	9 153 119	8 097 509
Variations de stocks	- 764 739	- 580 073
Dépréciation de stocks	50 144	10 625
Total achats consommés	8 329 564	7 541 416
Energie	106 234	88 451
Nettoyage et maintenance	135 385	127 310
Charges de locations	153 411	140 799
Publicité et communication	415 960	373 820
Systèmes d'information	279 383	213 507
Autres charges	578 726	492 594
Total achats et charges externes	1 669 098	1 436 481
Total charges de personnel	3 088 961	2 719 076
Total amortissements des immobilisations et droits d'utilisation	898 745	844 983
Taxes	96 748	84 764
Autres charges	61 166	52 647
Total des charges opérationnelles	14 144 282	12 679 366

7.3. Personnel et effectifs

7.3.1. Effectif

Les effectifs correspondent aux effectifs en équivalent temps plein comprenant les CDD, CDI et équivalents locaux dans les différents pays étrangers.

	2022	2021
Contrats à durée indéterminée	85 701	82 598
Contrats à durée déterminée	15 414	15 127
Effectif moyen sur l'exercice au 31 décembre	101 115	97 725

7.3.2. Charges de personnel

Les charges de personnel sont comptabilisées au fur et à mesure des services rendus.

Les charges de personnel s'analysent de la manière suivante :

K€	2022	2021
Salaires et traitements	2 263 137	2 026 811
Charges au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	5 388	8 915
Autres cotisations sociales	604 583	532 333
Paiements fondés sur des actions	41 945	13 710
Autres charges de personnel	173 909	137 307
Total	3 088 961	2 719 076

7.3.3. Avantages au personnel

Avantages du personnel à court terme

Les avantages à court terme du personnel sont comptabilisés en charges lorsque le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant que le Groupe s'attend à payer s'il a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies du Groupe correspondent aux indemnités de départ à la retraite versées aux salariés en France, en Suisse, en Italie et en Thaïlande.

L'obligation du Groupe au titre de ces régimes est comptabilisée au passif et évaluée selon une méthode actuarielle qui tient compte du taux de rotation des salariés, de leur espérance de vie, du taux de progression des salaires et d'un taux d'actualisation. Le calcul est réalisé selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière.

La juste valeur des actifs de régime est déduite du passif.

Le coût des services est comptabilisé en charges de personnel. Il comprend le coût des services rendus au cours de la période, le coût des services passés résultant de la modification ou de la réduction d'un régime, intégralement comptabilisé en résultat de la période au cours de laquelle il est intervenu, et les pertes et gains résultant des liquidations.

Le Groupe détermine la charge d'intérêts net sur le passif net au titre des prestations définies de la période, en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des prestations définies, au passif net, tous deux déterminés au début de l'exercice.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies, qui comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif net) et, le cas échéant, la variation de l'effet du plafonnement de l'actif (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif net), sont comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les passifs pour régimes à prestations définies sont composés de :

K€	31/12/2022	31/12/2021	01/01/2021
- France	28 822	50 913	59 735
- Suisse	3 608	6 266	3 879
- Espagne			1 000
- Italie	635	661	687
- Thaïlande	661	704	520
- Autres	274	89	
Total des passifs pour régimes à prestations définies	34 000	58 633	65 821

Le tableau suivant réconcilie les soldes d'ouverture et de clôture du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies et de ses composantes :

France	Obligations au titre des prestations définies		Juste valeur des actifs du régime		Solde Net	
K€	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Solde au 1er janvier	67 100	76 326	-16 196	-16 658	50 913	59 669
Comptabilisés en résultat net						
Coût des services rendus au cours de la période	6 836	5 375			6 836	5 375
Coût des services passés					0	0
Coût (produit) financier	725	370	-175	116	550	254
Total	7 561	5 745	-175	-116	7 385	5 629
Compris dans les autres éléments du résultat global						
Perte (gain) liés à la réévaluation					0	0
- Ecart actuariel liés à			-490	76	-490	76
des hypothèses démographiques	606	6 026			606	6 026
des hypothèses financières	-20 702	-3 369			-20 702	-3 369
des ajustements liés à l'expérience	-6 200	6 274			-6 200	6 274
- Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêt					0	0
- Effet de la variation des taux de change					0	0
Total	-26 296	8 930	-490	76	-26 786	9 006
Autres						
Impact du changement de méthode	-2 691	-23 391			-2 691	-23 391
Cotisations versées par l'employeur					0	0
Prestations payées	-1 138	-502	1 138	502	0	0
Total	-3 828	-23 893	1 138	502	-2 691	-23 391
Solde au 31 décembre	44 545	67 108	-15 723	-16 196	28 822	50 913

Suisse	Obligations au titre des prestations définies		Juste valeur des actifs du régime		Solde Net	
K€	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Solde au 1er janvier	21 977	17 883	-15 602	-13 827	6 375	4 056
Comptabilisés en résultat net						
Coût des services rendus au cours de la période	1 834	1 743	-1 428		407	1 743
Coût des services passés	148	1 514			148	1 514
Coût (produit) financier	64	196	113	179	177	375
Total	2 046	3 452	-1 315	179	732	3 631
Compris dans les autres éléments du résultat global						
Perte (gain) liés à la réévaluation					0	0
- Ecart actuariel liés à			2 027	13	2 027	-13
des hypothèses démographiques	-3 727	604			-3 727	604
des hypothèses financières	1 362	-4 299			1 362	-4 299
des ajustements liés à l'expérience	-3 076	5 852			-3 076	5 852
- Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêt		179	-45	745	-45	-924
- Effet de la variation des taux de change					0	0
Total	-5 441	769	1 961	-758	-3 460	12
Autres						
Impact du changement de méthode						
Cotisations versées par l'employeur	1 389	1 389	-1 428	-1 389	-38	0
Prestations payées	-1 060	-1 893	1 060	460	0	-1 433
Total	330	-504	-368	-929	-38	-1 433
Solde au 31 décembre	18 911	21 601	-15 303	-15 335	3 608	6 266

Hypothèses actuarielles et analyses de sensibilité

Les principales hypothèses actuarielles retenues à la date de clôture sont les suivantes :

	31 déc 22		31 déc 21		01 janv 21	
	France	Suisse	France	Suisse	France	Suisse
Taux d'actualisation	3.90%	2.21%	1.10%	0.30%	0.70%	0.10%
Taux d'augmentation des salaires	3.00%	2.21%	3.00%	0.70%	3.00%	0.70%
Turnover	Taux de sorties réel Decathlon 1.3xLPP2020		Taux de sorties réel Decathlon 1.7xLPP2020		Taux de sorties réel Decathlon LPP2016	
Age de départ en retraite	Cadres 65	Homme 64	Cadres 65	Homme 65	Cadres 65	Homme 65
	Non cadres 62	Femme 64	Non cadres 62	Femme 64	Non cadres 62	Femme 64
Table de mortalité	IGH IGF 00 05 LPP2020gen		IGH IGF 00 05 LPP2020gen		IGH IGF 00 05 LPP2016gen	

Le taux d'actualisation est déterminé par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première qualité de maturité équivalente à la durée des engagements évalués.

À la date de clôture, des modifications raisonnablement possibles de l'une des hypothèses actuarielles pertinentes auraient affecté l'obligation au titre des indemnités de départ à la retraite des montants suivants (autres hypothèses constantes) :

Analyse de sensibilité France

France	31-déc-22		31-déc-21	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0.25 %)	-1 406	1 468	-2 525	2 652

Analyse de sensibilité Suisse

Suisse	31-déc-22		31-déc-21	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 1 %)	-278	286	-334	343

7.3.4. Rémunérations à base d'actions

Les plans d'attribution d'actions gratuites destinés aux dirigeants et certains salariés du Groupe sont des plans à base d'actions régisés en trésorerie compte tenu de l'engagement de rachat des actions par le Groupe.

Le passif au titre de ces plans est évalué, initialement et à chaque clôture jusqu'au règlement, à la juste valeur des plans évaluée à la juste valeur des actions ordinaires diminuée de la valeur actualisée des dividendes estimés sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition.

Les charges et les passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions se décomposent en :

Charge au titre des plans de rémunération à base d'actions

	2022	2021
Actions gratuites	41 945	13 710
Total charges au titre des plans de rémunération à base d'actions	41 945	13 710

Passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions

	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Provision AGA	26 966	17 260	7 544
Engagements de rachats AGA	66 026	56 425	70 131
BSPCE (Avanis)	5 361	2 639	1 228
Total passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions	98 352	76 324	79 003

Les principales caractéristiques et conditions relatives aux attributions dans le cadre de ces programmes sont les suivantes :

Récapitulatif des plans

	Nombre d'actions gratuites / options attribuées	Date du Conseil d'Administration autorisant l'attribution	Conditions d'acquisition des droits	Date limite d'exercice
Plan AGA 2018 / 2022	7 021	28/06/2018	TSR 7-10-15%	16/05/2023
Plan AGA 2019 / 2023 + 4	9 471	10/09/2019	TSR 7-10-13%	16/05/2023
Plan AGA 2019 / 2023 + 2	411	10/09/2019	TSR 7-10-13%	16/05/2023
Plan AGA 2019 / 2023 + 2	274	10/09/2019	Sans condition	16/05/2023
Plan AGA 2021 / 2024 + 2	13 646	16/06/2021	100% TSR 7-10-13%	16/05/2024
Plan AGA 2021 / 2025 + 2	13 578	16/06/2021	60% TSR 5-10-15% 25% ESG	16/05/2025
Plan AGA 2021 / 2025 + 4	1 909	16/06/2021	80% TSR 5-10-15% 25% ESG	16/05/2025
Plan AGA 2022/2025 + 2	339	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2025
Plan AGA 2022/2024 + 4	449	15/06/2022	Présence	16/06/2024
Plan AGA 2022/2023 + 4	257	15/06/2022	Présence	17/06/2024
Plan AGA 2022/2026 + 4	767	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2026
Plan AGA 2022/2026 + 2	15 237	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2026
Total	63 381			

*TSR: Total Shareholder Return. Il s'agit d'un critère de performance économique relatif à l'augmentation de la valeur de part.

*ESG: Environnement Social Gouvernance. Il s'agit d'un critère de performance environnemental et social.

La variation du nombre d'actions gratuites est la suivante :

	Total Nombre d'actions
En circulation au 1er janvier 2021	39 692
Déchues pendant la période	- 927
Exercées pendant la période	- 1 794
Attribuées pendant la période	32 369
En circulation au 31 décembre 2021	69 340
Exercables au 31 décembre 2021	8 270
Déchues pendant la période	- 5 191
Exercées pendant la période	- 17 837
Attribuées pendant la période	17 069
En circulation au 31 décembre 2022	63 381
Exercables au 31 décembre 2022	7 021

7.3.5. Rémunération des principaux dirigeants (parties liées)

Compte tenu du caractère confidentiel de cette information, celle-ci n'est pas communiquée.

7.3.6. Résultat opérationnel non courant

Le résultat opérationnel non courant se décompose comme suit :

K€	2022	2021
Produits opérationnels non courants	136 722	195 060
Charges opérationnelles non courantes	- 143 269	- 184 335
Total résultat opérationnel non courant	- 6 546	10 725

Les charges opérationnelles non courantes se composent essentiellement des valeurs nettes comptables d'actifs cédés. Les produits opérationnels courants se composent essentiellement de produits de cession d'immobilisations.

8. Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

L'endettement financier net est un des principaux indicateurs financiers suivis par le Groupe. Il comprend les emprunts et dettes financières diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie. En conséquence, le coût de l'endettement financier net correspond à l'ensemble des charges et produits financiers attachés à ces éléments, y compris l'effet des instruments dérivés utilisés à des fins de couverture de juste valeur des emprunts et dettes financières.

Pertes et gains de change

Les écarts de change sur l'ensemble des transactions en devises étrangères du Groupe sont comptabilisés en résultat financier, à l'exception des écarts de change sur créances et dettes commerciales comptabilisés en résultat opérationnel.

Charges d'intérêts

Les produits et les charges provenant des intérêts sur emprunts, dettes financières et dettes de loyers sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés

Le résultat financier inclut les variations de juste valeur des instruments dérivés tel qu'expliqué en Note 19.2.

Le résultat financier du groupe se présente ainsi :

K€	2022	2021
Coût de l'endettement financier net	- 16 868	- 11 739
Autres produits et charges financières	38 605	29 257
Total résultat financiers hors contrats de location	21 737	17 518
Charges d'intérêts sur contrats de locations	- 53 496	- 46 509
Résultat financier*	- 31 759	28 991

*Dont résultat financier lié à l'application d'IFRS 9 (- 10 M€ au 31 décembre 2022, contre 23 M€ au 31 décembre 2021) sur la ligne « résultat financier ».

Les charges d'intérêts sur contrats de locations correspondent aux charges financières liées à l'application d'IFRS 16 (voir note 10.3, contrats de locations).

9. Impôts sur le résultat

Impôt sur le résultat

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables. Ils sont comptabilisés dans le compte de résultat, sauf s'ils portent sur des éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global, directement en capitaux propres ou dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Decathlon a choisi l'option de comptabiliser la CVAE en résultat opérationnel et non pas en impôts sur les sociétés.

Impôt exigible

L'impôt exigible comprend le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Le montant de l'impôt exigible dû (ou à recevoir) est déterminé sur la base de la meilleure estimation du montant d'impôt que le Groupe s'attend à payer (ou à recevoir) reflétant, le cas échéant, les incertitudes qui s'y rattachent. Il est calculé sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible inclut également tout impôt qui provient de la déclaration de dividendes.

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont compensés à condition qu'ils remplissent certains critères.

Impôts différés

L'impôt différé est comptabilisé sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporelles déductibles et des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés. Les bénéfices futurs imposables sont évalués par rapport au renversement des différences temporelles imposables. Si le montant des différences temporelles ne suffit pas à comptabiliser l'intégralité d'un actif d'impôt différé, les bénéfices futurs imposables, ajustés du renversement des différences temporelles, sont évalués par rapport au plan d'activité de chacune des filiales du Groupe. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est désormais plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Ces réductions sont reprises lorsque la probabilité de bénéfices futurs imposables augmente.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et rend compte, le cas échéant, de l'incertitude relative aux impôts sur le résultat.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés à condition qu'ils remplissent certains critères.

9.1. Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt s'élève à 347 068 K€ et se décompose ainsi :

K€	2022	2021
Charge d'impôt exigible	- 326 080	- 328 490
Charge d'impôt différé	- 20 988	78 496
TOTAL	- 347 068	- 249 994

9.2. Preuve d'impôt sur le résultat

Le rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique se présente comme suit :

K€	2022	2021
Résultat avant impôts	1 243 073	1 122 162
Taux d'imposition normatif	25.83%	28.41%
Charge d'impôt théorique	- 321 086	- 318 806
Eléments de rapprochement avec le taux effectif		
- Différence de taux d'impôt	46 801	49 144
- Incidence des crédits et autres réductions d'impôts	251	6 565
- Incidence des déficits fiscaux reportables	- 38 884	- 15 318
- Correction sur exercices antérieurs	4 019	458
- Autres impôts sans base	- 6 115	9 951
- Différences permanentes fiscales	- 32 054	18 014
Charge/Produit d'impôt effectivement constaté	- 347 068	- 249 994

9.3. Ventilation des actifs (passifs) nets d'impôts différés

Les variations des soldes d'impôts différés se présente comme suit :

	31/12/2021	Variations en compte de résultat	Variations en autres éléments du résultat global	Autres variations	31/12/2022 Net
Actifs d'impôt différé liés aux déficits reportables	27 658	2 091	-	745	30 493
Impôts différés sur prestations définies	14 253	1 385	- 7 407	54	8 286
Impôts différés sur marge interne	60 578	2 152	-	- 14	62 717
Autres retraitements	35 535	- 26 617	31 353	- 7 025	33 246
Total impôts différés	138 025	- 20 988	23 946	- 6 240	134 742

9.4. Impôts différés actifs non reconnus

Au 31 décembre 2022, les reports déficitaires et crédits d'impôt non encore utilisés et n'ayant pas donné lieu à comptabilisation de montants à l'actif du bilan représentent une économie potentielle d'impôt de 162 M€ (139 M€ au 31 décembre 2021).

9.5. Incertitudes fiscales

Les entités du Groupe peuvent faire l'objet de contrôles fiscaux et, le cas échéant, de demandes de rectification de la part des administrations locales concernant l'impôt sur les sociétés. Ces demandes de rectification, ainsi que les positions fiscales incertaines identifiées non encore notifiées, donnent lieu à l'enregistrement d'un passif d'impôts à payer dont le montant est revu régulièrement conformément aux critères de l'interprétation IFRIC 23: "Incertitude relative aux traitements fiscaux".

Au 31 décembre 2022, le Groupe a comptabilisé 3.5 M€ de passif d'impôts, dont 2.6 M€ sur Decathlon Espagne et 0.9 M€ sur Decathlon SE.

Il n'y a pas fin 2022 d'autre position fiscale incertaine rentrant dans le cadre de l'application de l'interprétation d'IFRIC 23.

10. Immobilisations et contrats de location

10.1. Immobilisations incorporelles

Recherche et Développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisations incorporelles si et seulement si les dépenses peuvent être mesurées de façon fiable et le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif. Autrement, elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Après la comptabilisation initiale, les dépenses de développement sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement à des droits d'utilisation de terrains notamment en Chine, des droits au bail non inclus dans les droits d'utilisation IFRS 16 et des logiciels. Elles ont une durée d'utilité déterminée et sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations.

Les durées d'utilité estimées pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

- Frais de développement : 10 ans maximum
- Logiciels de type bureautique ou gros système : 4 ans maximum
- Logiciels nécessitant des frais de développement : 5 ans pour la plupart et sur 10 ans pour les logiciels les plus structurants (type ERP).

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque date de clôture et ajustés si nécessaire.

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

K€	01-Janv-22	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc-22
Frais de développement	238 398	8 751	- 453	1 109				966	248 770
Logiciels	58 419	2 916	- 9 865	1 088				- 299	52 258
Autres immobilisations incorporelles	172 846	13 451	- 10 100	145				- 3 420	172 922
Immobilisations incorporelles en cours	14 480	- 531	- 19	- 238				182	13 874
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	484 143	24 586	- 20 438	2 105				- 2 572	487 824
Amortissement frais de développement	- 118 732			49	- 39 205	449		- 554	- 155 993
Amortissement logiciels	- 41 151			- 37	- 6 330	9 328		181	- 38 009
Amortissement autres immobilisations incorporelles	- 35 546			2	- 3 012	194		777	- 37 584
Amortissement immobilisations incorporelles	- 193 429			14	- 48 547	9 972		404	- 231 587
Total valeur nette	290 714	24 586	- 20 438	2 118	- 48 547	9 972		- 2 168	256 237
K€	01-Janv-21	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc-21
Frais de développement	244 020	2 096	- 12 861	5 047				96	238 398
Logiciels	59 776	5 029	- 6 271	- 498				383	58 419
Autres immobilisations incorporelles	162 524	2 804	- 9 458	4 308				12 667	172 846
Immobilisations incorporelles en cours	13 740	8 956	- 7	- 9 394				1 186	14 480
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	480 060	18 884	- 28 597	- 536				14 332	484 143
Amortissement frais de développement	- 78 579			738	- 46 947	8 121		- 65	- 116 732
Amortissement logiciels	- 40 918			18	- 5 737	5 690		- 204	- 41 151
Amortissement autres immobilisations incorporelles	- 27 293			7	- 7 115	1 256		- 2 402	- 35 546
Amortissement immobilisations incorporelles	- 146 790			764	- 59 799	15 067		- 2 670	- 193 429
Total valeur nette	333 270	18 884	- 28 597	227	- 59 799	15 067		11 662	290 714

10.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le profit ou la perte sur cession d'immobilisations corporelles est comptabilisé en résultat net.

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée.

Les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

- Terrains : non applicable
- Constructions : 15 à 30 ans
- Aménagements des constructions : 2 à 30 ans
- Matériel et outillage : 2 à 10 ans
- Matériel de production : 1 à 10 ans
- Agencements : 2 à 10 ans
- Mobilier de bureau et informatique : 2 à 12 ans
- Matériel RFID : 3 à 5 ans
- Matériel de transport et convoyeur : 5 à 15 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque date de clôture et ajustés si nécessaire.

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

K€	01-Janv-22	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc-22
Terrains	958 513	7 008	- 13 028	209				- 4 056	948 646
Constructions	1 779 317	26 811	- 60 821	16 333			76	- 6 976	1 754 739
Aménagement des constructions	1 903 505	94 194	- 82 657	74 867			238	- 4 819	1 985 327
Matériel et outillage	258 985	27 199	- 23 372	10 591			- 7	- 204	273 191
Matériel de production	121 622	16 186	- 6 023	7 648			226	2 334	141 994
Agencement	319 221	49 456	- 27 551	10 574				- 1 226	350 474
Mobilier de bureau et informatique	250 802	43 005	- 25 848	10 725			- 288	- 1 370	277 027
Matériel RFID	34 379	3 061	- 1 883	907				- 379	36 084
Matériel de transport et convoyeur	108 953	4 727	- 6 098	17 083			- 38	- 496	124 141
Immobilisations corporelles en cours	96 933	261 924	- 14 591	- 151 053			61	396	193 671
Immobilisations corporelles (valeur brute)	5 832 229	533 571	- 261 872	- 2 106			268	- 16 795	6 085 294
Amortissement terrains									
Amortissement des constructions	- 732 447			5 645	- 69 773	29 410	- 7	3 056	- 764 116
Amortissement aménagement des constructions	- 1 001 093			- 4 825	- 142 563	58 891	- 11	4 542	- 1 085 059
Amortissement matériel et outillage	- 175 342			196	- 30 441	21 376	3	677	- 183 532
Amortissement matériel de production	- 93 882			314	- 19 735	5 501	- 107	- 2 146	- 110 054
Amortissement agencement	- 218 461			- 135	- 37 846	23 600		822	- 232 021
Amortissement mobilier de bureau et informatique	- 177 264			- 61	- 39 701	24 262	121	856	- 191 788
Amortissement matériel RFID	2 621			- 29 351	- 4 026	1 814		265	- 28 677
Amortissement matériel de transport et convoyeur	- 32 557			- 1 511	- 9 728	4 519	5	179	- 39 093
Provisions pour dépréciation des immobilisations	- 197 368				- 55 730	25 626	4	600	- 226 868
Amortissement immobilisations corporelles	- 2 625 793			- 29 727	- 409 543	194 996	8	8 852	- 2 861 208
Total valeur nette	3 206 436	533 571	- 261 872	- 31 833	- 409 543	194 996	276	- 7 943	3 204 066

K€	01-Janv-21	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètre	Effet de la variation des taux de change	31-déc-21
Terrains	1 024 594	756	- 77 775	6 069				4 869	958 513
Constructions	1 742 196	24 277	- 110 622	86 859				36 607	1 779 317
Aménagement des constructions	1 830 943	95 608	- 108 983	46 322				39 615	1 903 505
Matériel et outillage	238 980	26 811	- 14 957	5 902				2 249	258 985
Matériel de production	106 638	7 976	- 10 970	12 613				5 365	121 622
Agencement	309 992	31 352	- 31 394	4 530				4 741	319 221
Mobilier de bureau et informatique	243 124	35 667	- 35 492	4 228				3 274	250 802
Matériel RFID	34 389	3 245	- 4 585	595				736	34 379
Matériel de transport et convoyeur	115 382	10 227	- 9 611	- 7 195				150	108 953
Immobilisations corporelles en cours	91 989	162 138	- 1 593	- 157 541				1 940	96 933
Immobilisations corporelles (valeur brute)	5 738 227	398 058	- 405 983	2 380				99 546	5 832 229
Amortissement terrains									
Amortissement des constructions	- 707 674		- 11 263		- 65 522	60 205		- 8 193	- 732 447
Amortissement aménagement des constructions	- 920 131		918		- 136 894	72 419		- 17 406	- 1 001 093
Amortissement matériel et outillage	- 158 994		902		- 29 864	13 973		- 1 360	- 175 342
Amortissement matériel de production	- 83 810		- 25		- 16 572	10 840		- 4 314	- 93 882
Amortissement agencement	- 206 662		2		- 35 917	26 986		- 2 869	- 218 461
Amortissement mobilier de bureau et informatique	- 173 851		179		- 34 949	33 671		- 2 314	- 177 264
Amortissement matériel RFID	- 2 763		- 6		1 522	4 392		- 524	2 621
Amortissement matériel de transport et convoyeur	- 40 830		8 530		- 8 649	8 424		- 32	- 32 557
Provisions pour dépréciation des immobilisations	- 167 470				- 47 037	26 648		- 9 508	- 197 368
Amortissement immobilisations corporelles	- 2 462 186		- 764		- 373 880	257 558		- 46 521	- 2 625 793
Total valeur nette	3 276 041	398 058	- 405 983	1 617	- 373 880	257 558		53 025	3 286 436

10.3. Contrats de location

Champ d'application IFRS 16

A la signature d'un contrat, le Groupe détermine si celui-ci constitue, ou contient, un contrat de location.

Le Groupe applique les principes de comptabilisation de la norme IFRS 16 pour l'ensemble de ses contrats de location, à l'exception des :

- baux à court terme, avec une durée de bail de 12 mois ou moins ;
- contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur (<5 000 USD), sur la valeur du bien à l'état neuf.

Pour ces exceptions, les loyers associés sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Si un contrat de location comprend des éléments non locatifs, explicitement identifiables relatifs aux services, ces éléments sont comptabilisés dans la rubrique appropriée sous les charges d'exploitation récurrentes.

Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Comptabilisation des contrats de location sous IFRS 16

Comptabilisation du droit d'utilisation

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative ajustée des paiements de location effectués à la date d'effet ou avant, plus les coûts directs initiaux encourus pour conclure le contrat, et une estimation des coûts éventuels de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat. Il est ensuite amorti conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » selon le mode linéaire à compter de la date effective de début sur la durée du contrat, correspondant à la durée d'utilisation contractuelle non résiliable de l'actif après prise en compte les options de renouvellement ou de résiliation, si leur exercice est raisonnablement certain par la direction du Groupe. Par ailleurs, le droit d'utilisation peut faire l'objet d'une dépréciation conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » dans le cadre du test de valorisation annuel, voir note 10.4.

Comptabilisation de la dette locative

La dette locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers futurs. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt implicite du contrat ou, s'il n'est pas facilement déterminable, au taux d'emprunt marginal. En l'absence de taux d'intérêt implicite dans les contrats, le Groupe applique le taux d'emprunt marginal pour le taux d'actualisation appliqué aux contrats.

Le taux d'actualisation IFRS 16 utilisé dans le calcul de la dette locative est déterminé en central et mis à jour trimestriellement par le Groupe.

La dette locative est ensuite augmentée des charges d'intérêts et diminuée des montants des loyers payés, conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif. Il est réévalué en cas de modification des loyers futurs suite à un changement d'indice ou de taux, ou, le cas échéant, en cas de réévaluation par le Groupe de l'exercice d'une option d'achat ou d'une option de résiliation.

Les paiements relatifs aux contrats de location entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 « Contrats de location » sont comptabilisés dans les flux nets de trésorerie liés aux activités de financement, dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, ventilés entre le remboursement du principal de la dette locative et le paiement des intérêts implicites (inclus dans « Intérêts financiers payés »).

Impôts différés sur les contrats de location

L'impôt différé a été comptabilisé sur les filiales conformément à l'application de la norme IAS 12 par le Groupe.

Estimation des durées de location

La norme IFRS 16 définit la durée du bail comme la période non résiliable du bail augmentée des périodes couvertes par une option de prolongation ou une option de résiliation si le preneur est raisonnablement certain d'exercer l'option de prolongation ou de ne pas exercer l'option de résiliation.

Le Groupe distingue deux catégories d'actifs sous-jacents :

- Les baux dits « immobiliers » : ils regroupent principalement les terrains et bâtiments de magasins, entrepôts, usines et bureaux. La durée d'utilisation raisonnablement certaine des actifs loués est déterminée en fonction des caractéristiques propres aux différents types d'actifs (magasins, entrepôts logistiques, bâtiments administratifs). Dans le cas de magasins loués, les caractéristiques prises en compte dans l'estimation de la durée sont la création de valeur du magasin, telle que calculée sous IAS 36, ainsi que les éventuels investissements dans le magasin.
- Les contrats de location « Autres » regroupent les véhicules et du matériel informatique. Ces contrats ont des loyers fixes, dont les options de résiliation anticipée ne sont pas raisonnablement certaines.

Droit d'utilisation

K€	Real Estate	Non Building	TOTAL
Solde au 1er janvier 2021	2 698 612	16 005	2 714 617
Droit d'utilisation	3 349 543	21 189	3 370 732
Amortissements cumulés	- 541 637	- 5 771	- 547 408
Imp ROU	- 16 434	-	- 16 434
Solde au 31 Décembre 2021	2 791 472	15 418	2 806 890
Droit d'utilisation	3 691 381	25 434	3 716 815
Amortissements cumulés	- 994 355	- 9 291	- 1 003 647
Imp ROU	- 34 682	-	- 34 682
Solde au 31 Décembre 2022	2 662 343	16 143	2 678 487

Valeur Brute

K€	Real Estate	Non Building	TOTAL
Solde au 1^{er} Janvier 2021	2 789 850	16 726	2 806 576
Augmentation	646 673	5 119	651 792
Diminution	- 158 558	- 1 003	- 159 561
Effet de change	71 577	347	71 924
Solde au 31 Décembre 2021	3 349 543	21 189	3 370 732
Augmentation	569 411	6 037	575 448
Diminution	- 210 831	- 1 453	- 212 284
Effet de change	- 16 742	- 339	- 17 081
Solde au 31 Décembre 2022	3 691 381	25 434	3 716 815

Amortissements cumulés

K€	Real Estate	Non Building	TOTAL
Solde au 1^{er} Janvier 2021	- 91 238	- 721	- 91 959
Dotations aux amortissements	- 467 369	5 687	- 473 056
Reprise	14 301	703	15 003
Impairment	- 2 839	-	- 2 839
Effet de change	- 10 927	- 63	- 10 990
Solde au 31 Décembre 2021	- 558 072	- 5 769	- 563 841
Dotations aux amortissements	- 508 514	5 868	- 514 382
Reprise	61 810	2 366	64 176
Impairment	- 19 870	-	- 19 870
Effet de change	- 4 388	- 22	- 4 410
Solde au 31 Décembre 2022	- 1 029 036	- 9 293	- 1 038 328

Dettes de loyers

K€	Real Estate	Non Building	TOTAL
Solde au 1^{er} Janvier 2021	2 716 030	16 014	2 732 044
Dettes non courantes	2 395 325	10 502	2 405 827
Dettes courantes	465 046	4 904	469 950
Solde au 31 Décembre 2021	2 860 371	15 406	2 875 777
Dettes non courantes	2 329 011	11 646	2 340 657
Dettes courantes	437 336	4 558	441 894
Solde au 31 Décembre 2022	2 766 347	16 204	2 782 551

Par ailleurs, les impacts afférents sur le compte de résultat se présentent comme suit :

K€	2022	2021
Charges d'intérêts sur dettes de loyers Real Estate	- 53 244	- 46 357
Charges d'intérêts sur dettes de loyers Non Building	- 251	- 152
Total	- 53 496	- 46 509

10.4. Tests de dépréciation

À chaque date de clôture, les valeurs comptables des immobilisations et droits d'utilisation sont examinées afin d'apprécier s'il existe une quelconque indication qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Le goodwill et les immobilisations incorporelles non inclus dans des UGT sont testées individuellement chaque année.

Pour être testés, les actifs sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie résultant de leur utilisation continue, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou UGT. Les UGT du Groupe correspondent principalement à des magasins ou d'autres sites immobiliers (terrain, entrepôt, usine).

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre valeur d'utilité et juste valeur diminuée des coûts de cession. La valeur d'utilité est évaluée par rapport aux flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de l'UGT est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net. Elles sont affectées d'abord à la réduction de la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles affectées à l'UGT, puis à la réduction des valeurs comptables des droits d'utilisation IFRS 16 de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT.

La valeur comptable, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

1. Description des UGT pour le groupe

La norme s'applique aux différentes activités du Groupe :

- Formes de vente : magasins de plus de 24 mois ;
- Sites de production : usines ;
- Immobilier : constructions et terrains.

L'UGT qui a été retenue par le Groupe correspond principalement à des magasins.

2. Détermination des indices de pertes de valeur

La valeur recouvrable des immobilisations est testée dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. L'indice de perte de valeur interne est une création de valeur négative sur les deux derniers exercices.

3. Pertes (reprises) de valeur comptabilisées

La valeur recouvrable d'un actif se définit comme étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et sa valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la cession d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts de sortie. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

Les flux de trésorerie après impôts sont généralement projetés sur une période de 5 ans avec prise en compte d'une valeur terminale dont les montants sont actualisés à l'infini. Les projections sont limitées à une durée finie lorsque la date de fin probable est connue, par exemple, la prochaine possibilité de sortie d'un bail pour un magasin non rentable.

4. Variation de l'année

La variation d'impairment (hors IFRS 16) du Groupe correspond à une charge nette de 30 101 K€. L'impairment de toutes les UGT du Groupe au 31 décembre 2022 est de 226 868 K€. La variation de l'impairment IFRS 16 est présentée dans le paragraphe 10.3.

11. Actifs financiers non courants

Les titres de participation non consolidés sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les prêts et cautionnement sont comptabilisés initialement à leur juste valeur puis au coût amorti.

Les actifs financiers non courants se décomposent comme suit :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Titres de participation non consolidés	36 590	40 271	38 227
Autres actifs financiers	62 783	65 399	58 340
Total actifs financiers non courants	99 373	105 670	96 567

La diminution de 3.7 M€ des titres de participation non consolidés entre 2021 et 2022 s'explique notamment par la sortie des titres de SPICAV détenus par une société immobilière française pour -11.3 M€, la dépréciation de ces mêmes titres pour -7.3 M€, la mise à la juste valeur du portefeuille pour 0.4 M€ et l'acquisition de nouveaux titres pour 14.6 M€.

Les autres actifs financiers concernent principalement les dépôts (61 M€), notamment liés aux locations de magasins et entrepôts.

12. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût inclut les frais accessoires et coûts de transit jusqu'aux magasins. Les ristournes sont déduites.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

Concernant les stocks de composants, ceux-ci sont dépréciés à la fois de façon automatique (notamment en fonction de l'ancienneté des composants, du rythme de consommation connu,

et de la localisation des stock) et de façon manuelle afin de prendre en compte d'autres facteurs de dépréciation.

Concernant la dépréciation des stocks de produits finis, 2 types de dépréciations sont appliquées par le Groupe :

- Dépréciation de type 1 : la dépréciation est calculée par rapport au prix de cession ou prix de vente connu à l'avance. Si Decathlon a connaissance d'un prix de cession ou prix de vente inférieur à la valorisation du stock, une dépréciation de la différence sera appliquée.
- Dépréciation de type 2 : en plus de la dépréciation de type 1, cette dépréciation est appliquée en fonction de "l'étape de vie" du produit. Selon la typologie du produit (permanent, éphémère ou de collection limitée), un taux de décote différent sera appliqué (taux de décote propres à chaque pays après une application standard à l'ouverture).

La valeur nette des stocks est principalement constituée de :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Valeurs brutes			
Matières premières et consommables	689 000	489 595	360 406
Encours	13 621	11 843	- 26 958
Produits finis	3 079 422	2 527 355	2 137 102
Droit de récupérer des biens retournés	34 792	28 195	22 314
Total valeur brute des stocks	3 816 835	3 056 989	2 492 864
Dépréciations			
Matières premières et consommables	8 966	23 146	23 874
Encours	-	-	-
Produits finis	29 533	18 611	15 784
Droit de récupérer des biens retournés	-	-	-
Total des dépréciations	38 499	41 756	39 658
Valeur nette des stocks	3 778 336	3 015 232	2 453 206

13. Créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres créances opérationnelles sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis au coût amorti, qui correspondent généralement à leur valeur nominale.

Conformément à IFRS 9, le Groupe applique la méthode simplifiée dans l'évaluation des créances commerciales et reconnaît les pertes de valeur attendues sur la durée de vie de celles-ci.

Les créances sont passées en revue régulièrement afin d'identifier les éventuels risques de litiges et risques de crédit des clients.

Les créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants se décomposent comme suit :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Créances clients	297 523	300 425	182 410
Dépréciation des créances au titre des pertes attendues	- 13 367	10 129	- 6 797
Total créances clients	284 157	290 295	175 612
RFA et avances fournisseurs	61 906	96 908	80 167
TVA	254 911	253 067	159 821
Autres créances fiscales (hors impôt sur le résultat)	-	-	-
Autres actifs courants	207 571	207 911	210 369
Total autres créances courantes	524 388	557 886	450 358

Des informations sur les dépréciations des créances clients et l'exposition du Groupe au risque de crédit figurent en note 19.

14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie inscrit à l'actif du bilan comprend les disponibilités et les dépôts à termes de 3 mois ou plus ainsi que les autres instruments liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie dont le risque de changement de valeur est négligeable et dont la maturité est de trois mois au plus au moment de leur date d'acquisition.

Ces derniers sont placés auprès de contreparties bancaires disposant d'un risque de crédit minimum noté BBB pour un montant cumulé de maximum 35% de nos encours et d'un risque minimum noté A- pour les 65% d'encours restants.

Les placements à plus de trois mois, de même que les comptes bancaires bloqués ou nantis sont exclus de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les découverts bancaires figurent en emprunts et dettes financières au passif du bilan.

La trésorerie et équivalent de trésorerie se présente ainsi :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Comptes bancaires et caisse	931 500	1 271 535	1 254 598
Dépôts à terme	516 478	301 586	221 308
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 447 979	1 573 121	1 475 907

15. Capitaux propres

15.1. Capital social

Le capital social est composé d'actions ordinaires et d'actions de préférence.

Les frais d'augmentation de capital sont comptabilisés en capitaux propres.

Le capital social de Decathlon SE est constitué de :

	2022	Dont actions ordinaires	Dont actions de préférence	2021
Nombre d'actions :				
En circulation au 1er janvier	6 362 594	5 514 247	848 347	6 345 110
Diminution de capital	-	-	-	-
Augmentation de capital	37 871	-	37 871	17 484
En circulation au 31 décembre – actions entièrement libérées	6 400 465	5 514 247	886 218	6 362 594

Au cours de l'exercice 2021, une augmentation de capital d'un montant de 50 000 € a été réalisée. Soit, 28 795 € via l'émission de 17 484 actions de préférence et 21 205 € par incorporation d'une partie de la prime d'émission.

Au cours de l'exercice 2022, une augmentation de capital d'un montant de 100 000 € a été réalisée. Soit, 62 497 € via l'émission de 37 871 actions de préférence et 37 503 € par incorporation d'une partie de la prime d'émission.

15.2. Gestion du capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir les activités de développement.

Par ailleurs, le financement des activités de la Société se fait principalement via l'obtention d'emprunts, de subventions, d'avances remboursables et des augmentations de capital.

16. Provision et passifs éventuels

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite, à la date de clôture qui résulte d'un événement passé, qui engendrera probablement une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants sur la base de données historiques des garanties et en pondérant les sorties possibles en fonction de leur probabilité.

La provision pour garantie correspond à la garantie légale que le client est obligé d'acheter (conformité du produit aux spécifications convenues).

De part leur nature, les provisions se débouclent généralement à plus d'un an et sont donc intégralement considérées comme non courantes.

K€	Provision pour garantie client	Provisions pour risques fiscaux	Provisions pour litiges et autres risques	TOTAL
Solde au 1 janvier 2021	20 613	14 854	48 953	84 420
Dotations	18 670	5 689	72 172	96 531
Reprises	17 186	10 287	24 164	- 51 637
Effet de la variation des taux de change	37	260	2 519	2 743
Solde au 31 décembre 2021	22 060	10 517	99 481	132 057
Dotations	18 794	3 528	85 167	107 490
Reprises	21 870	- 5 105	58 404	- 85 380
Effet de la variation des taux de change	- 11	- 620	654	22
Solde au 31 décembre 2022	18 973	8 939	126 244	154 156

17. Emprunts et dettes financières

17.1. Principaux termes et conditions des emprunts et dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées initialement à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction, qui sont ensuite évaluée au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les emprunts et dettes financières s'entendent hors dette IFRS 16 classée en dettes de loyers.

Les emprunts ne sont pas soumis à des covenants.

17.2 Emprunts et dettes financières

L'endettement financier net du Groupe est négatif et s'établit à -492 M€ au 31 décembre 2022 contre - 763 M€ au 31 décembre 2021. Il s'analyse comme suit :

K€	31/12/2022	31/12/2021	01/01/2021
Emprunts et dettes financières	955 508	810 085	1 362 562
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 1 447 979	- 1 573 121	- 1 475 907
Endettement Financier net	- 492 471	-763 037	-113 345

L'endettement financier net inclut les emprunts et des dettes liées aux crédits baux immobiliers qui s'élèvent à 212 M€ au 31 décembre 2022, contre 254 M€ au 31 décembre 2021. Et s'entend hors dettes sur loyers liées à IFRS 16 (2 783 M€ au 31 décembre 2022 contre 2 876 M€ au 31 décembre 2021) et hors instruments de trésorerie nets liés à IFRS 9 (actif de 61 M€ au 31 décembre 2022).

Au 31 décembre 2022, la part des prêts à taux fixes avant couverture est de 1% (même part qu'en 2021) et de 6% après couverture (7 % en 2021). Seule la logistique France dispose d'une couverture sur taux.

Notre stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements via une enveloppe de 1 000 MEUR de billets de trésorerie.

17.3 Détail des emprunts et dettes financières

L'endettement financier net par maturité se présente comme suit :

31-déc-22	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€		
		moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	955 508	742 684	119 456	93 367
Trésorerie et équivalent de trésorerie	- 1 447 979	- 1 447 979		
Endettement Financier net	-492 471	-705 294	119 456	93 367

31-déc-21	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€		
		moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	810 085	524 658	161 202	124 225
Trésorerie et équivalent de trésorerie	- 1 573 121	- 1 573 121		
Endettement Financier net	-763 037	-1 048 463	161 202	124 225

Les variations des emprunts et dettes financières se décomposent comme suit :

	01-janv-22	Encaissements liés aux nouvelles dettes	Remboursement des dettes	Autres variations	31-déc-22
Emprunts et dettes financières	810 085	3 264 775	3 109 981	-9 371	955 508

	01-janv-21	Encaissements liés aux nouvelles dettes	Remboursement des dettes	Autres variations	31-déc-21
Emprunts et dettes financières	1 362 562	2 072 383	2 635 070	10 210	810 085

18. Fournisseurs, passifs sur contrats clients, autres passifs courants

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis au coût amorti, qui correspondent généralement à leur valeur nominale.

Les dettes fournisseurs comprennent également les dettes fournisseurs ayant fait l'objet d'affacturage inversé (« reverse factoring »). Ces créances détenues par les fournisseurs du Groupe sont cédées à des établissements financiers dans le cadre de programmes d'affacturage inversé. Ces programmes permettent aux fournisseurs de recevoir le paiement de leurs créances en anticipation des délais de paiements normaux. Du point de vue du Groupe, les caractéristiques de ces dettes n'étant pas substantiellement modifiées (notamment les délais de paiement par le Groupe), ce dernier considère que celles-ci peuvent être maintenues en dettes fournisseurs. Les flux de trésorerie afférents sont donc comptabilisés en flux opérationnels.

Les dettes fournisseurs, passifs sur contrats clients et autres passifs se décomposent comme suit :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Total dettes fournisseurs	1 822 795	2 140 436	1 538 338
Dettes sociales	472 947	459 095	335 298
Dettes fiscales	368 328	318 392	267 850
Autres passifs courants ⁽¹⁾	343 254	295 331	246 656
Total autres passifs courants	1 184 528	1 072 818	849 804
Total	3 007 323	3 213 254	2 388 142

⁽¹⁾ Produits constatés d'avance et avances reçues principalement

19. Instruments financiers et gestion des risques

19.1. Classement et juste valeur des instruments financiers

Les niveaux dans la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- Niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

Catégorie comptable	Niveau dans la hiérarchie de la juste valeur	Axe	31 déc-22		31 déc-21		01 janv-21	
			Total de la valeur nette comptable	Juste valeur	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur
Titres de participation non consolidés	Juste valeur par résultat	Niveau 3	36 590	36 590	40 271	40 271	40 227	38 227
Instruments dérivés actifs non courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur instrument de couverture	Niveau 2	21 121	21 121	19 085	19 085	11 065	11 063
Autres actifs financiers non courants	Cout acquis	Niveau 2	62 783	62 783	65 394	65 394	50 140	50 340
Total actifs financiers non courants			120 494	120 494	124 750	124 750	101 432	100 630
Cout acquis	Cout acquis		784 157	784 157	280 295	280 295	175 812	175 812
Instruments dérivés actifs courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur instrument de couverture	Niveau 2	275 156	275 156	320 807	320 807	162 251	162 251
Autres actifs financiers courants	Cout acquis	Niveau 2	207 571	207 571	207 911	207 911	219 104	219 093
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Cout acquis		1 447 979	1 447 979	1 577 125	1 577 125	1 475 907	1 475 907
Total actifs financiers courants			2 411 863	2 411 863	2 392 136	2 392 136	2 024 139	2 024 139
Total actifs			2 532 357	2 532 357	2 516 886	2 516 886	2 125 571	2 125 571
Emprunts, obligations et autres dettes financières	Cout acquis	Niveau 2	226 221	226 221	375 154	375 154	490 111	490 111
Dettes de financement courantes	Juste valeur par résultat ou Juste valeur instrument de couverture	Niveau 2	2 340 857	2 340 857	2 405 827	2 405 827	2 694 893	2 694 893
Instruments dérivés passifs non courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur instrument de couverture	Niveau 2	6 940	6 940	1 385	1 385	21 195	21 195
Autres passifs financiers non courants	Cout acquis	Niveau 2	45 130	45 130	25 221	25 221	50 076	50 076
Total passifs financiers non courants			2 518 148	2 518 148	2 787 624	2 787 624	3 164 184	3 164 184
Emprunts, obligations et autres dettes financières	Cout acquis	Niveau 2	729 287	729 287	504 900	504 900	925 251	925 251
Dettes fournisseurs	Cout acquis		1 822 795	1 822 795	1 140 436	1 140 436	1 538 138	1 538 138
Dettes de financement courantes	Cout acquis		441 894	441 894	499 955	499 955	32 112	32 112
Instruments dérivés passifs courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur instrument de couverture	Niveau 2	215 098	215 098	22 045	22 045	115 098	115 098
Autres passifs financiers courants	Cout acquis	Niveau 2	343 254	343 254	251 331	251 331	246 456	246 456
Total passifs financiers courants			2 663 978	2 663 978	2 410 618	2 410 618	2 789 999	2 789 999
Total passifs			5 182 126	5 182 126	5 198 242	5 198 242	5 954 183	5 954 183

Note 1 - La valeur nette comptable des actifs et passifs financiers courants non dérivés est considérée comme une approximation de leur juste valeur.

Note 2 - La différence entre la valeur nette comptable et la juste valeur des prêts et cautionnement est jugée non significative.

Note 3 - La juste valeur des titres de participation non consolidés n'est pas significative.

Note 4 - Comme le permettent les IFRS, la juste valeur de la dette locative et son niveau dans la hiérarchie des justes valeurs ne sont pas fournis.

Note 5 - Les dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. La juste valeur est basée sur des données de marché et des modèles d'évaluation couramment utilisés. Elle peut être confirmée dans le cas d'instruments complexes par référence à des titres cotés par des institutions financières indépendantes.

19.2. Instruments dérivés

Les dérivés sont initialement évalués à la juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations en résultant sont généralement comptabilisées en résultat.

Le Groupe désigne certains dérivés comme étant des instruments de couverture afin de couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie associée à une transaction prévue hautement probable découlant de variations des taux de change et des taux d'intérêt.

Le Groupe dispose de trois stratégies de couverture de flux de trésorerie :

- Couverture du risque de change commercial ;
- Couverture du risque de change financier ;
- Couverture du risque de taux sur les contrats de crédit-bail ;

Le Groupe désigne comme instruments de couverture du risque de change des achats et ventes à terme et des instruments optionnels vanilles (cf. Note 19.3.2). Le Groupe désigne comme instruments de couverture du risque de taux des swaps de taux (cf. Note 19.3.1).

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture de flux de trésorerie, la part efficace de la variation de la juste valeur du dérivé au titre du risque couvert est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et accumulée dans la réserve de couverture.

La part inefficace de la variation de juste valeur est directement enregistrée au compte de résultat. Le montant cumulé dans la réserve de couverture est reclassé en résultat de la ou des périodes durant lesquelles les flux de trésorerie attendus couverts impactent le résultat.

La variation de valeur temps ou du report/déport des dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est enregistrée en capitaux propres en Autres résultats et est prise dans le résultat à l'échéance du sous-jacent, conformément aux principes retenus par le Groupe.

Lorsque la couverture de flux de trésorerie ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture ou que l'instrument de couverture est vendu, arrive à maturité, est résilié ou est exercé, le Groupe cesse de pratiquer la comptabilité de couverture à titre prospectif.

Le montant cumulé en réserve de couverture au niveau des capitaux propres est :

- recyclé immédiatement en résultat si le sous-jacent n'existe plus
- recyclé au résultat au titre de la ou des périodes durant lesquelles les flux de trésorerie initialement couverts impactent le résultat net.

Lorsque le Groupe cesse d'appliquer la comptabilité de couverture à une couverture de flux de trésorerie, le montant cumulé en réserve de couverture demeure en capitaux propres, pour la couverture d'une transaction entraînant la comptabilisation d'un actif non financier, jusqu'à être inclus dans le coût de l'élément non financier lors de sa comptabilisation initiale ou, pour les autres couvertures des flux de trésorerie, jusqu'à être reclassé en résultat de la ou des périodes auxquelles les flux de trésorerie attendus couverts impactent le résultat.

19.3. Gestion des risques

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, risque de change, risque de crédit et risque de liquidité.

19.3.1. Risques de taux d'intérêt

La dette du Groupe en zone Euro est essentiellement composée de financements à taux variable.

Notre politique actuelle de la gestion du risque de taux d'intérêt est de mettre en place une couverture pour fixer le taux de financement d'un projet (ex : mécanisation d'un entrepôt).

En fixant le taux, nous fixons les flux financiers futurs de ce projet, ce qui assure également le ROI global du projet.

Le Groupe détient un contrat de crédit-bail immobilier (taux variable) avec cinq tirages qu'il couvre par cinq swaps de taux (échange de taux d'intérêts variable contre fixe) pour un nominal cumulé de 44.7 M€.

Ces swaps sont qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie exposés au risque de taux.

Il n'y a pas d'inefficacité significative concernant la couverture des risques de taux.

Nous avons également des Cross Currency Swaps sur Decathlon SE et Iguasport qui couvrent des prêts intragroupe octroyés par Decathlon SE pour un montant total de 73.5 M€.

Analyse de sensibilité au taux d'intérêt des instruments à taux variables

Une variation raisonnablement possible de 50 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une augmentation (diminution) du résultat net à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

Impact en milliers d'euros

	SENSIBILITE	
	Baisse des taux de 0,5%	Hausse des taux de 0,5%
Emprunts et Dettes Financières à taux variables au 31/12/22	6 506	7 865
<i>Dont OCI</i>	6 646	7 993
<i>Dont P&L</i>	-140	-128

Impacts de la réforme IBOR

Les principaux taux d'intérêt de référence font actuellement l'objet d'une réforme en profondeur au niveau mondial, qui prévoit notamment de remplacer certains taux interbancaires offerts (les « IBOR ») par d'autres taux, sans risque (communément appelé « la réforme des IBOR »). Le Groupe est exposé aux IBOR par le biais de ses instruments financiers, amenés à être remplacés ou modifiés dans le cadre de cette réforme, qui concerne l'ensemble des marchés.

La principale exposition du Groupe, à travers ses instruments financiers, porte sur l'EURIBOR. La FSMA de Belgique a rendu en 2019 une décision favorable sur la conformité de l'EURIBOR avec le Règlement Benchmark à la suite du changement de la méthode de détermination de l'indice à partir d'octobre 2019. L'EURIBOR est à ce jour maintenu sine die. Ainsi, le Groupe considère

qu'à la date du 31 décembre 2022, la continuité de l'EURIBOR n'est pas menacée par la réforme des taux de référence.

Le Groupe a mis en place un groupe de travail spécifique pour l'application de la réforme. Ce groupe de travail a dans un premier temps identifié l'ensemble des opérations indexées sur les taux « IBOR ».

Le Groupe a discuté avec ses contreparties afin d'amender les contrats et programmes concernés par les changements d'indices.

Le Groupe considère que la réforme des taux de référence n'a pas d'effet significatif sur les états financiers du Groupe, sur sa gestion des risques et ne remet pas en cause sa comptabilité de couverture.

19.3.2. Risques de change

Le Groupe est exposé au risque de change dans la mesure où il existe une différence entre la monnaie dans laquelle sont libellés certaines ventes, achats et la monnaie fonctionnelle de chaque entité du Groupe. Les monnaies dans lesquelles ces transactions sont essentiellement libellées sont l'euro (EUR), le dollar (USD), le Yuan (RMB) et la livre sterling (GBP).

Les monnaies fonctionnelles des entités du Groupe sont les devises locales des entités sauf Desipro (USD), Decathlon Cambodge (USD) et ProxyTunisie (EUR).

Les monnaies dans lesquelles ces transactions sont essentiellement libellées sont l'euro (EUR), le dollar (USD), le Yuan (RMB), le zloty polonais (PLN) et la couronne tchèque (CZK).

Les achats et ventes à terme de devise sont qualifiés de couverture. Le Groupe désigne la composante au comptant d'un contrat de change à terme ainsi que le report/déport comme élément de couverture.

Nous distinguons deux types de risque de change :

- Le risque de change commercial lié aux achats / ventes de marchandises en devises
- Le risque de change financier lié aux prêts / emprunts intra groupe libellés en devises

La politique de gestion du risque de change commercial du Groupe est de couvrir son exposition exprimée sur la base de prévisions d'achats et de ventes. Le Groupe utilise des contrats à terme et options vanilles de change pour couvrir ses expositions au risque de change. Ces contrats sont désignés en tant qu'instruments de couverture de flux de trésorerie.

Couverture de change :

Nos couvertures commerciales et financières sont réalisées sur 60 paires de devises différentes dont les 4 principales représentent 86% du volume couvert en valeur absolue sur un total couvert de 12,7 Mds EUR équivalent :

en milliers d'euros

EURUSD	7 302 984
USDCNY	3 173 148
EURPLN	264 909
EURCZK	208 939

Notre exposition nette représente 7,4 Mds EUR équivalent dont les 4 principaux couples de devises sont les suivants :

en milliers d'EUR

USDEUR	3 236 248
CNYUSD	2 435 524
EURPLN	280 770
EURCZK	183 454

Le Groupe dispose de cross-currency swaps EUR/PLN contractés par Decathlon SE pour couvrir les financements intragroupes pour un montant de 26.6 MEUR.

Dans les comptes consolidés du Groupe, ces instruments sont comptabilisés en opérations détenues à des fins de transactions (« trading »).

Nous appliquons la comptabilité de couverture sur nos actifs / passifs monétaires. La part inefficace est non significative.

Analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité est à réaliser par rapport aux monnaies étrangères, i.e. aux monnaies autres que les monnaies fonctionnelles des différentes entités du Groupe. On exclut ainsi de l'analyse de sensibilité les impacts de la conversion des états financiers des filiales en devises étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe.

Un renforcement (affaiblissement) raisonnablement possible du dollar, du Yuan et de la livre sterling par rapport aux autres devises à la date de clôture affecterait l'évaluation des instruments financiers libellés en monnaie étrangère et le résultat net à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, sont supposées rester constantes et les impacts des ventes et achats prévisionnels ont été ignorés.

Exposition nette en devise :

Impact en milliers d'euros	OCI	
	Hausse	Baisse
31/12/2022		
USD (variation de 10%)	506 845	-268 300
CNY (variation de 10%)	225 362	-258 449
CZK (variation de 10%)	13 887	-16 135
PLN (variation de 10%)	4 690	-5 489

19.3.3. Risques de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Les valeurs comptables des actifs financiers représentent l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe sont détenus auprès de contreparties bancaires et d'institutions financières de premier rang.

Le Groupe considère que sa trésorerie et équivalents de trésorerie présentent un risque quasiment nul de risque de crédit au vu des notations de crédit externes de leurs contreparties.

Créances clients et actifs sur contrats

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Cependant, le Groupe prend aussi en considération les facteurs pouvant avoir une influence sur le risque de crédit de la clientèle, notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lesquels les clients exercent leur activité.

Au 31 décembre 2022, les dépréciations des créances concernent essentiellement l'activité de production de 46% (2021: 68%), dont 3.0M€ (2021: 5.5 M€) concernent Desipro.

Le risque est limité aux créances faisant l'objet de dépréciation.

19.3.4. Risques de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque auquel est exposé le Groupe lorsqu'il éprouve des difficultés à remplir ses obligations relatives aux passifs financiers qui seront réglés par remise de trésorerie ou d'autres actifs financiers. L'objectif du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Les ressources de financement disponibles sont gérées de façon à garantir sur un horizon de deux ans, la couverture de notre dette financière nette "stressée", à 100% par des financements stables (lignes de crédit moyen terme confirmées avec des maturités conformes aux échéances prévues).

Le stress test s'entend par une baisse de 30% de l'EBITDA sur les 24 mois à venir.

La trésorerie disponible des filiales du Groupe est remontée au niveau de la maison-mère via l'intégration à un cashpooling (quand la législation locale le permet).

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers à la date de clôture s'analysent comme suit. Les montants, exprimés en données brutes et non actualisées, comprennent les paiements d'intérêts contractuels.

La stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements :

- Une enveloppe de 1 000 MEUR de billets de trésorerie.

31-déc-22	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€			
		Total	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	955 508	955 508	742 684	119 456	93 367
Passifs liés aux avantages du personnel	605 299	605 299	472 672	5 216	127 411
Autres passifs financiers	617 962	617 962	574 864	43 098	
Dettes fournisseurs	1 822 795	1 822 795	1 822 795		
Total passifs financiers*	4 001 564	4 001 564	3 613 015	167 770	220 778
Instruments dérivés adossés à dette sur CBI	-44 662				-44 662

31-déc-21	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€			
		Total	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	810 085	810 085	524 658	161 202	124 225
Passifs liés aux avantages du personnel	594 052	594 052	466 829	53	127 170
Autres passifs financiers	569 657	569 657	542 135	27 522	
Dettes fournisseurs	2 140 436	2 140 436	2 140 436		
Total passifs financiers *	4 114 230	4 114 230	3 674 058	188 777	251 395
Instruments dérivés adossés à dette sur CBI	-38 162				-38 162

* Hors produits constatés d'avance et provisions retour clients.

Les autres passifs financiers sont notamment constitués de la TVA à payer (296 M€), de clients créditeurs liés aux ventes Ecommerce (170 M€) ainsi que des put sur minoritaires (45M€).

20. Transactions avec les parties liées

Transactions avec l'entité mère du groupe

En 2022, il n'y a pas eu de transaction significative avec l'entité mère du groupe, hormis le versement de dividendes.

Transactions avec les sociétés mises en équivalence.

En 2022, aucune transaction significative n'est intervenue entre Decathlon et les sociétés mises en équivalence.

21. Engagement hors bilan

Les engagements hors bilan significatifs sont présentés ci dessous :

Engagements reçus

M€	Décembre 2021	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Immobiliers" reçus				
Contrats de location (1)	26	6	10	10
Engagements "Financiers" reçus				
Options de change (2)	2 458	1 966	492	
Lignes de financement CT	84	80	4	
Lignes de financement MT	1 104	415	689	
Engagements "Autres" reçus				
Autres	1	1	0	
Total	3 673	2 467	1 195	10

Engagements donnés

M€	Décembre 2021	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Autres" donnés				
Autres	2	1	0	
Total	2	1	0	

Engagements réciproques

M€	Décembre 2021	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Production" / "Appro" réciproques				
Commandes fermes et engagements de capacités	51	30	21	
Engagements partenariats	60	17	43	
Stocks consignés	13	13		
Engagements "Financiers" réciproques				
Couverture de change (2)	4 999	4 168	830	
Swaps de taux (2)	140	40	43	57
Total	5 262	4 268	937	57

Engagements reçus

M€	Décembre 2022	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Immobiliers" reçus				
Contrats de location (1)	28	6	13	9
Engagements "Financiers" reçus				
Options de change (2)	2 006	914	1 093	
Lignes de financement CT	95	89	5	
Lignes de financement MT	1 057	200	857	
Lignes de garantie bancaire	20		13	7
Engagements "Autres" reçus				
Autres	1	0	0	
Total	3 208	1 209	1 981	16

Engagements donnés

M€	Décembre 2022	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Autres" donnés				
Autres	18	2	3	13
Total	18	2	3	13

Engagements réciproques

M€	Décembre 2022	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Production" / "Appro" réciproques				
Commandes fermes et engagements de capacités	61	45	16	
Engagements partenariats				
Stocks consignés	28	28	40	
Engagements "Financiers" réciproques				
Couverture de change (2)	4 577	4 333	244	
Swaps de taux (2)	109	38	18	53
Total	4 826	4 454	318	53

(1) Concerne essentiellement le périmètre immobilier France.

(2) Évalués à la juste valeur pour la partie gérée par la trésorerie groupe (reliquat non significatif).

Les engagements immobiliers reçus correspondent principalement aux loyers à recevoir jusqu'à la prochaine échéance de résiliation du bail de nos locataires externes. Ces engagements concernent principalement Decathlon en France.

Les engagements reçus financiers correspondent aux lignes de crédit court terme et moyen terme et lignes de garantie bancaire négociées auprès des organismes financiers ainsi qu'aux dérivés optionnels souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change.

Les engagements immobiliers donnés concernent principalement les contrats de location. Il s'agit des loyers à payer aux bailleurs externes à moins d'1 an.

Les autres engagements donnés concernent principalement la centrale d'achat (contrats consultants ainsi que des partenariats) et la promesse d'achat des titres E2Drives.

Les engagements réciproques de production concernent principalement les contrats de réservation des lignes de production, les engagements de capacité et les contrats d'outillage auprès de nos partenaires de production.

Les engagements réciproques financiers correspondent aux instruments dérivés de change souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change et des taux.

22. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires versés par le Groupe à ses commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes individuels et consolidés s'élèvent à 3.4 M€ (2021: 3.1 M€).

Le montant des honoraires d'audit de missions autres que la certification des comptes s'élève à 0.8 M€ (2021: 1 M€).

DECATHLON
Société Européenne
Au capital de 10 600 000€
Siège social : 4, Boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

DE LA REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

EN DATE DU 23 JUIN 2023

...../.....

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide d'affecter le bénéfice de l'exercice social clos le 31 décembre 2022, s'élevant à **913 554 949,22 euros** de la manière suivante :

- une somme de 10 000 €

Au poste "**Réserve légale**"

- une somme de 403.229.295,00 €

A titre de **Dividendes**

(soit un dividende unitaire de 6,30 € par action)

- le solde, au poste « Autres réserves », soit la somme de 510.315.654,22 €

Total = **913 554 949,22 euros**

Le montant du dividende ci-dessus tient compte de toutes les actions existantes.

Si à la date de mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses propres actions, le montant correspondant au dividende non versé au titre de ces actions serait porté au compte « Report à Nouveau ».

Le revenu global procuré par action s'élèvera à 6,30 € représentant le dividende distribué. Ce dividende ouvrira droit au profit des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France à un abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant, pour les personnes ayant opté pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Il sera mis en paiement le 4 juillet 2023.

...../.....

Cette décision est adoptée à l'unanimité.



Monsieur **Fabien DERVILLE**

DECATHLON

Société Européenne
Au Capital de 10 600 000 Euros
Siège Social : 4, boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900

ASSEMBLEE GENERALE DU 23 JUIN 2023

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2022

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront dans leur rapport toutes les informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes les précisions et tous les renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Nous reprenons ci-après les différentes informations, telle que la réglementation le prévoit.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX

I – SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE

L'année 2022 a vu tout d'abord la nomination d'une nouvelle directrice générale, Barbara Martin Coppola, et du renouvellement de l'équipe dirigeante. Un nouveau projet d'entreprise a été révélé aux collaborateurs de DECATHLON : une North Star (Move people through the wonders of sports), et cinq piliers stratégiques forts.

L'année 2022 a été marquée par la conclusion de nombreux partenariats entre Decathlon et ses partenaires techniques : ARTENGO et Gael Monfils, KIPRUN et Yoann Kowal, KUIKMA et Lucia Sainz et Maxi Sanchez, WEDZE et Ben Burrati... DECATHLON a également présenté son "Team Athletes" : 33 sportifs, dont 8 paralympiques, représentant 21 médailles olympiques et paralympiques, que DECATHLON soutiendra et accompagnera dans leur préparation pour les Jeux Olympiques de 2024.

L'année 2022 a été également marquée par le renforcement des objectifs du groupe dans le développement durable. Les ventes de produits ecodesign sont passés de 10,4% à 23%, et l'empreinte carbone absolue du groupe est restée stable, de 11,7 millions de tonnes en 2021 à 11,5 millions de tonnes en 2022 (équivalents tonnes CO2), malgré une croissance de chiffre d'affaires consolidé de 11,7%. Ces deux exemples témoignent de l'engagement de Decathlon dans une stratégie durable.

La situation et l'activité de la société à la clôture de l'exercice écoulé apparaît dans le bilan et le compte de résultat repris en annexe, qui résume le bilan et souligne les variations intervenues dans les comptes depuis l'exercice précédent.

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à **1 492 576 287 €**.

Le total des produits d'exploitation s'élève à **1 926 573 619 €**, le total des charges d'exploitation ressort à **1 486 347 775 €** après dotation aux provisions et amortissements.

Le résultat d'exploitation ressort à **440 225 843 €** contre **437 738 658 €** pour l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôt s'élève à **1 056 092 855 €**, contre **773 960 406 €**, au titre de l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'élève à **-11 334 461 €**, contre **-47 838 917 €**, pour l'exercice précédent.

La participation des salariés aux résultats de l'entreprise a été provisionnée pour un montant de **36 996 966 €**. L'impôt sur les sociétés de l'exercice s'élève à une somme de **94 206 479 €**.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat bénéficiaire de **913 554 949 €**. Ce résultat se trouve en progression par rapport à celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à **580 290 830 €**.

II- EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement important n'a eu lieu depuis la clôture de l'exercice.

III- ACTIVITÉ EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Chez DECATHLON, l'innovation est pragmatique : rendre le sport accessible à tous ; quel que soit le niveau ou la discipline. Les équipes mettent le sportif au centre de la démarche et se concentrent sur les innovations d'usage. Elles innoveront à travers des produits accessibles, astucieux, pratiques et singuliers.

Les produits innovants des marques de DECATHLON sont le fruit de réflexions approfondies de la part des équipes de conception. Le point de départ de ce travail est toujours le même : l'observation et l'écoute des sportifs sur leurs lieux de pratique. C'est de leurs besoins que naissent les idées, puis les prototypes et enfin le produit. La convergence des connaissances sur les besoins d'usage et les besoins physiologiques des sportifs, étudiés en interne par le centre de Recherche & Développement SportsLab, permet à DECATHLON de répondre à diverses problématiques, puis d'imaginer et proposer des produits adaptés au mieux à chaque discipline et à la majorité des pratiquants.

Nous vous rappelons que 40 nouveaux brevets ont été déposés en France en 2022, et 51 extensions de brevets ont été déposées à l'étranger soit une augmentation de l'ordre de 81 % par rapport à 2021.

IV – EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

V – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Les comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2022, tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration, font ressortir un bénéfice net comptable de **913 554 949,22 euros**, que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

- Une somme de	10 000 €
Au poste " Réserve légale "	
- une somme de	510.315.654,22 €
Au poste " Autres Réserves "	
- une somme de	403.229.295,00 €
A titre de Dividendes	
(Soit un dividende unitaire de 63 € par action)	
Total =	913 554 949,22 euros

VI – RAPPEL DES DIVIDENDES ANTÉRIEUREMENT DISTRIBUÉS

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois précédents exercices se sont élevés à :

Exercice	Versement	Dividende/action
2019	2020	47,57 €
2020	2021	63,40 €
2021	2022	71,29 €

VII – EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DE L'ENDETTEMENT AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITÉ DES AFFAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 3 du code du commerce, nous vous apportons les indications suivantes :

A la clôture de l'exercice 2022 :

- 870 millions d'euros de cash était disponible sur les comptes de Decathlon SE,
- 605 millions d'euros de dette sont tirés.
- 1940 millions d'euros de lignes sont disponibles et non utilisées (*dont 1 020 millions d'euros de lignes confirmées*).

L'année a été marquée par une position de trésorerie nette excédentaire moyenne.

Malgré cette position excédentaire nous conservons nos quatre objectifs principaux afin de sécuriser et d'optimiser la liquidité groupe, qui sont les suivants :

- augmenter la part de financement désintermédié,
- optimiser nos coûts de financement et de placement (en négociant les taux auprès de nos partenaires bancaires),
- sécuriser la liquidité dans un contexte de crise financière ou sanitaire,
- maintenir la maturité moyenne de notre dette.

VIII – INDICATION SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du code du commerce, nous vous rappelons également que notre société réalise une partie de ses achats hors zone euro, et, à ce titre, est exposée au risque de variation du cours des devises des pays dans lesquels nous réalisons ces opérations.

Aussi nous disposons d'une couverture de risque de change commercial destinée à protéger le Groupe des fluctuations des devises étrangères utilisées. Cette couverture est d'un montant de 11 800 millions d'euros.

IX – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 4 du code du commerce, nous vous indiquons que les principaux risques, auxquels pourrait être confrontée la société, sont notamment les suivants :

Risques relatifs au marché de la vente au détail d'articles de sport

- Risques relatifs à l'environnement macro-économique

Les facteurs macro-économiques généraux sur le marché de la vente au détail d'articles de sport, sur lequel opère DECATHLON SE, qui échappent à son contrôle, peuvent affecter défavorablement les prévisions et la performance réelle.

Ces facteurs sont les suivants :

- Les produits intérieurs bruts,
- Les taux d'intérêts,
- La conjoncture économique,
- Le niveau d'inflation et de déflation des produits de consommation,
- Le prix moyen du pétrole,
- Le crédit à la consommation et le niveau d'endettement,
- Les taux d'imposition,
- Les taux de chômage,
- Tout autre facteur ayant un impact sur le moral et les dépenses des consommateurs.

Ces facteurs peuvent affecter défavorablement le moral et les dépenses des consommateurs.

Le principal objet de DECATHLON SE est la vente d'articles de sport, qui ne correspondent pas à des besoins de première nécessité. Lors de périodes durant lesquelles le revenu disponible baisse ou l'économie est aléatoire, les achats de ces produits par les consommateurs peuvent varier à la baisse.

- Risques relatifs à la concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport

DECATHLON SE est en concurrence avec d'autres groupes spécialisés dans la vente au détail d'articles de sport, et avec les groupes de grande distribution, par le biais de magasins, d'hypermarchés, d'internet et d'enseignes de hard discount sur le marché mondial.

La concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport commence à s'accroître du fait des éléments suivants :

- Le développement des concurrents existants,
- L'implantation de nouvelles enseignes étrangères de grande distribution et de distribution spécialisée,
- Le nombre croissant de magasins de hard-discount qui augmentent significativement la pression sur les prix.
- Les principaux facteurs sur lesquels DECATHLON SE doit mettre l'accent pour rester compétitif :
- La sélection des marchandises et leur qualité,

- La politique des prix,
 - La localisation et l'accessibilité de ses magasins,
 - Les services aux clients,
 - La notoriété des marques.
- Risques relatifs aux phénomènes économiques, sociaux et institutionnels

Le marché de la vente au détail d'articles de sport peut être affecté par des phénomènes sociaux et institutionnels sur le court et long terme, qui sont :

- L'âge moyen de la population,
- Le taux de natalité,
- Le régime fiscal des activités commerciales.

X – RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Au cours de l'exercice 2022, la société a racheté 18 339 actions de préférences, ce qui porte, après prise en compte des cessions d'actions intervenues, à 28 318 actions ordinaires et 22 813 actions de préférences le nombre d'actions propres détenues par la société au 31 décembre 2022 afin de lui permettre de faire face à la levée des plans d'actions gratuites arrivant à échéance.

La société ne dépasse pas le seuil de 10% de détention d'actions propres.

XI – DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code, à hauteur de 372 538 €.

XII – ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALAIRES AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2022, la participation des salariés au capital social de la société est de 14,993 % du capital social.

La société n'étant pas cotée sur un marché réglementé, elle n'est pas soumise aux obligations concernant l'identité des personnes détenant une participation significative dans la société et les modifications de cette participation intervenue au cours de l'exercice.

XIII – OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS RÉSERVÉES AU PERSONNEL

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, aucune option d'achat d'actions n'a été consentie ou exercée.

XIV – ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, il a été attribué 17 264 droits à action attribuée gratuitement.

En outre, 8 236 droits à action attribués gratuitement en mai 2017 ont été acquis le 25 mai 2022 au prix unitaire de 1 631,88 €, et 9 567 droits à action attribués gratuitement en juin 2018 ont été acquis le 16 mai 2022 au prix unitaire de 1 631,88 €.

XV – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les informations à ce niveau vous sont données dans la partie du rapport relative aux comptes consolidés.

XVI – INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L 441-6-1, al. 1 du code de commerce, nous vous précisons, en annexe - I -, les informations sur les délais de paiement appliqués à nos fournisseurs et à nos clients.

XVII – IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Conformément aux dispositions légales, une déclaration de performance extra-financière, annexée au présent rapport de gestion, centralise l'information sociale et environnementale que nous vous devons, présentant les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société, incluant, notamment, les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit, ainsi que ses engagements dans le cadre de la lutte contre les discriminations et la promotion des diversités et en faveur de l'économie circulaire, ainsi que les accords collectifs conclus dans l'entreprise et impacts de ceux-ci sur sa performance économique ainsi que sur les conditions de travail des salariés.

Ces informations et notre déclaration de performance extra-financière ont fait l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant accrédité. Le rapport de cet organisme vous a été transmis en même temps que le rapport de gestion.

XVIII – PLAN DE VIGILANCE

En application des dispositions de l'article L. 225-102-4 du Code de commerce, les informations concernant le plan de vigilance de la Société reprenant les mesures raisonnables propres à identifier les risques, et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que son environnement, figurent dans un rapport dédié fourni en Annexe.

XIX – AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L 225-35 et R 225-28 du Code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 15 juin 2022, le Directeur Général à consentir, avec faculté de délégation, des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un montant maximum annuel de CENT CINQUANTE MILLIONS (150 000 000) d'euros, dont :

- QUINZE MILLIONS (15.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'établissements financiers,
- TROIS MILLIONS (3.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice de bailleurs,
- VINGT CINQ MILLIONS (25.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'administrations fiscales et douanières européennes. Ce montant étant ramené à 5.000.000 € maximum pour les administrations hors Europe.

Cette autorisation a été donnée pour une durée d'un an.

XX – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

La société n'exploite pas d'installations classées, susceptible de créer des risques très importants pour la santé et la sécurité des populations voisines et pour l'environnement.

XXI – INFORMATIONS DIVERSES

Conformément aux dispositions de l'article L. 464-2, I du code du commerce, nous vous informons que la société n'a fait l'objet d'aucune condamnation pour pratiques anticoncurrentielles.

Conformément aux dispositions de l'article L. 511-6, 3bis, al 2 du code du monétaire et financier, nous vous informons qu'aucun prêt interentreprises n'a été mis en place.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

XXII – SITUATION ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Situation économique et activités des sociétés du groupe

DECATHLON poursuit son évolution. Les chiffres et les résultats de l'entreprise attestent de cette dynamique malgré la crise sanitaire qui a continué à impacter le groupe en 2022. En 2022, le chiffre d'affaires (consolidé) s'élève à 15,4 Milliards d'euros contre 13,8 Milliards d'euros en 2021, soit une progression de 11,7 %.

Le résultat net consolidé de 2022 s'élève à 896 M€, en progression par rapport à l'exercice précédent (872 M€).

Vente au détail en ligne

Nos ventes digitales, 2,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires, ont atteint 17 % du total du Groupe (-11% par rapport à 2021). Toutefois, si cette performance est mise en relief sur une période plus longue (2019), nos ventes digitales augmentent de +160% avec une part qui a doublé (passant de 8% à 17% du total).

Faits marquants à l'international

En 2022, DECATHLON a continué à explorer de nouvelles opportunités.

Le développement en franchise a continué avec 10 magasins ouverts en 2022, comprenant notamment 6 nouveaux magasins au Moyen Orient dont certains sur des nouveaux territoires (Oman et Bahrein), 1 magasin en Indonésie et deux magasins au Ghana transformés en franchise. La stratégie de vente à d'autres ou via d'autres a continué à s'accélérer, ce qui a amené certains pays à se concentrer exclusivement sur ce business model.

Ces éléments témoignent de l'agilité des équipes de DECATHLON et de la transformation de notre business model.

Développement durable

Le développement durable est considéré comme essentiel pour l'avenir de DECATHLON. Le groupe ne mettra pas cela en attente. Au contraire, il accélère.

DECATHLON s'intéresse de plus en plus à l'identification des leviers de réduction d'impact CO2 scope 3 inhérents au développement de ses produits. Cela signifie une plus grande concentration sur l'écoconception, y compris en ce qui concerne l'utilisation et le développement de certains composants.

La performance économique est considérée comme vitale si DECATHLON veut tenir ses engagements sociétaux en matière de développement durable, mais il est largement admis

que les performances économiques futures de l'entreprise dépendront largement de sa capacité à relever ce défi unique.

Evolution de nos magasins

Au 31 décembre 2022 le groupe DECATHLON compte 1 751 magasins répartis dans 60 pays. Au cours de l'année 68 nouveaux magasins ont été ouverts et 70 ont été fermés, dont 26 en Chine.

Rétrospective France

L'année 2022 fut sportive à tous les niveaux.

Dans le prolongement de l'année 2021 et de la crise sanitaire, cette période particulière a poussé l'entreprise à repenser sa façon de faire du commerce, à développer plus rapidement certains savoir-faire. Ces années sont, pour DECATHLON France, des vecteurs d'accélération de transformations.

Perspectives d'avenir

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

XXIII – APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS 2022

Les comptes annuels consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration, font ressortir un bénéfice net consolidé de 896 Millions d'euros contre 872 Millions d'euros pour l'exercice précédent.

XXIV – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement important n'est survenu depuis la clôture de l'exercice.

XXV – PRÉSENTATION DES COMPTES

Les règles et méthodes retenues pour l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2022 sont différentes à ceux de l'exercice précédent. En effet, pour la première fois en 2022, les états financiers consolidés sont réalisés conformément aux normes IFRS alors que précédemment, les états financiers étaient réalisés selon les règles et principes comptables français (CRC 2020-01).

XXVI – PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE

L'annexe des comptes consolidés vous donne toutes les informations concernant les entrées et sorties du périmètre de consolidation du groupe.

XXVII – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant les principales filiales et participations de notre société.

XXVIII – PRISES DE CONTRÔLE ET PRISES DE PARTICIPATION AU COURS DE L'EXERCICE

S'agissant des filiales et participations, nous vous avons présenté leur activité lors de notre exposé sur l'activité de la Société, le détail des informations financières est précisé au sein de l'annexe des comptes annuels.

PRISES DE PARTICIPATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons acquis 5,15 % du capital de la société **ENSOKAS**, SAS immatriculée 910 738 749 R.C.S. LILLE METROPOLE.

PRISES DE CONTROLE

Au cours de l'exercice écoulé, notre société n'a effectué aucune prise de contrôle.

XXIX – PARTICIPATIONS RÉCIPROQUES

Aucune aliénation d'actions n'a été effectuée au cours de l'exercice écoulé en vue de mettre fin à des participations croisées illicites.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

XXX – OPTION CHOISIE POUR L'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le mode d'exercice de la Direction Générale n'a pas été modifié au cours de l'exercice 2022.

XXXI – SITUATION DES MANDATS

Madame Barbara MARTIN COPPOLA a remplacé Monsieur Michel ABALLEA, dont le mandat était arrivé à terme, dans ses fonctions de Directeur Général à effet du 21 mars 2022. Le mandat des cinq Directeurs Généraux Délégués sont arrivés à leur terme et quatre Directeurs Généraux Délégués ont été reconduits ou nommés simultanément à la nomination de Mme Barbara MARTIN COPPOLA : MM. Jean-Marc LEMIERE, Franck VIGO, Steve DYKES et Fabrice BESCHU.

Depuis, M. Fabrice BESCHU a démissionné de son mandat de Directeur Général Délégué et a été remplacé par MM. Fabien BROSSE et Javier LOPEZ à effet du 6 décembre 2022.

Par ailleurs, les mandats de la quasi-totalité des administrateurs sont arrivés à leur terme et ont été renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire. A noter également la nomination de M. Fabrice LISARDI comme administrateur représentant des salariés, à effet du 6 décembre 2022.

XXXII – LISTE DES FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS POUR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL

DIRECTEUR GÉNÉRAL / DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

Barbara MARTIN COPPOLA (Directrice Générale)	-	Pas d'autre mandat
--	---	--------------------

Jean Marc LEMIERE, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
--	---	--------------------

Fabien BROSSE, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
--	---	--------------------

Javier LOPEZ, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
---	---	--------------------

Steve DYKES, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
--	---	--------------------

Franck VIGO, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
--	---	--------------------

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fabien DERVILLE
(Président du Conseil)

Président :
- MELTING POINT SAS

Gérant :
- FADEREL SARL
- JABA 2006 SC
- LAVILLE SC
- SCI ARIFA SC
- MOBILITY CONSULTING SPRL (fin du mandat juin 2021)
- DELTAMIKE SC

Directeur general :
- HOFIDER SAS

Président-Directeur Général :
- MOBIVIA SA

Membre du Conseil de Surveillance :
- CHRISTOPHORUS HOLDING GmbH

AFIR Holding & Management (Administrateur)	-	Pas d'autre Mandat
--	---	--------------------

HOLYMPIADES (Administrateur)	-	Membre du conseil de surveillance SOPARTHLON B SCA
	-	Présidente de la Société COROT SAS

Caroline MULLIEZ (Administrateur)	-	Pas d'autre Mandat
---	---	--------------------

Julien LECLERCQ (Administrateur)	-	Président de la société E-liberty services, Société Anonyme de droit Suisse
	-	Gérant sur LTI International
	-	Administrateur ("Director") chez Intrepid Group PTY Ltd
	-	Président d'AFIR

- Administrateur de SOGEFIR SA

Fabrice LISARDI
(Administrateur)

- Président du Conseil de Surveillance du
FCPE DECAVAL
- Président de SEMAPHORE SAS

XXXIII – CONVENTIONS SIGNIFICATIVES CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE FILIALE

NEANT.

XXXIV – TABLEAU DES DELEGATIONS

Il n'y a pas, à la date de clôture, de délégations en cours données par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration pour procéder à des augmentations de capital.

XXXV – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons de bien vouloir approuver le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce.

XXXVI – JETONS DE PRÉSENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous proposons de bien vouloir statuer sur le montant des jetons de présence alloués au conseil d'Administration pour l'exercice en cours, et les exercices ultérieurs, que nous vous proposons de fixer à 300 000 euros.

*

* *

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Fait à Villeneuve d'Ascq,

Pour le Conseil d'Administration
Monsieur Fabien DERVILLE
Président du Conseil

Fabien Derville

mazars

Business Pôle Les Près
22, rue Denis Papin
59650 Villeneuve d'Ascq

pwc

Crystal Park
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-Sur-Seine

DECATHLON SE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mazars

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directeur
et conseil de surveillance

Siège social : 61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie

Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 624 153

PricewaterhouseCoopers Audit

Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes

Siège social : Crystal Park – 63 rue de Villiers – 92200 Neuilly-Sur-Seine Cedex

Capital de 2 510 460 euros - RCS Nanterre 672 006 483

DECATHLON SE

Société Européenne

RCS : Lille métropole 306 138 900

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de la société DECATHLON SE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société DECATHLON SE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 5 de l'annexe aux comptes consolidés concernant la transition aux normes IFRS du groupe Decathlon.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Principes comptables

La note 10.4 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux dépréciations d'actifs immobilisés.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 31 mai 2023



Signature
numérique de
Isabelle MASSA
Date : 2023.05.31
16:34:07 +02'00'

Isabelle Massa

Associée

PricewaterhouseCoopers Audit

Neuilly-sur-Seine, le 31 mai 2023



Alexandre Decrand

Associé

Etats financiers consolidés IFRS du Groupe Decathlon

31 décembre 2022

Table des matières

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	5
BILAN CONSOLIDE	6
TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	7
	7
TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	8
1. Description du Groupe et de l'activité	9
2. Base de préparation	9
2.1. Déclaration de conformité	9
2.2. Evolution du référentiel comptable	9
2.3. Recours à des estimations et aux jugements	10
2.4. Monnaie fonctionnelle et de présentation	10
2.5. Monnaies étrangères	10
2.6. Base d'évaluation	11
3. Faits significatifs de l'exercice	12
4. Evènements postérieurs à la clôture	12
5. Modalités de première application	12
5.1. Rapprochement du bilan au 1er janvier 2021 (date de transition aux normes IFRS) et 31 décembre 2021	14
5.2. Rapprochement du résultat global pour l'exercice clos au 31 décembre 2021	15
5.3. Explications des principaux retraitements	15
5.4. Tableau de flux de trésorerie	17
6. Périmètre de consolidation	18
6.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation	18
6.2. Périmètre de consolidation	19
6.3. Goodwill	21
6.4. Participations ne donnant pas le contrôle	22
6.5. Entités mises en équivalence	22
7. Données opérationnelles	23
7.1. Chiffre d'affaires	23
7.2. Charges opérationnelles	25
7.3. Personnel et effectifs	25
8. Résultat financier	30
9. Impôts sur le résultat	31
9.1. Charge d'impôt sur le résultat	32
9.2. Preuve d'impôt sur le résultat	32
9.3. Ventilation des actifs (passifs) nets d'impôts différés	32
9.4. Impôts différés actifs non reconnus	32
9.5. Incertitudes fiscales	33

10. Immobilisations et contrats de location	33
10.1. Immobilisations incorporelles	33
10.2. Immobilisations corporelles	35
10.3. Contrats de location	38
10.4. Tests de dépréciation	41
11. Actifs financiers non courants	42
12. Stocks	42
13. Créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants	43
14. Trésorerie et équivalents de trésorerie	44
15. Capitaux propres	44
15.1. Capital social	44
15.2. Gestion du capital	45
16. Provision et passifs éventuels	45
17. Emprunts et dettes financières	46
17.1. Principaux termes et conditions des emprunts et dettes financières	46
17.2 Emprunts et dettes financières	46
17.3 Détail des emprunts et dettes financières	47
18. Fournisseurs, passifs sur contrats clients, autres passifs courants	48
19. Instruments financiers et gestion des risques	49
19.1. Classement et juste valeur des instruments financiers	49
19.2. Instruments dérivés	50
19.3. Gestion des risques	51
20. Transactions avec les parties liées	55
21. Engagement hors bilan	56
22. Honoraires des commissaires aux comptes	58

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En K€	Note	2022	2021
Chiffre d'affaires	Note 7.1	15 428 140	13 820 198
Autres produits		-	-
Achats consommés	Note 7.2	- 8 329 584	- 7 541 416
Autres achats et charges externes	Note 7.2	- 1 669 098	- 1 436 481
Charges de personnel	Note 7.3	- 3 088 961	- 2 719 076
Amortissements des immobilisations corporelles & incorporelles et droits d'utilisation	Note 7.2 & 10	- 898 745	- 844 983
Taxes	Note 7.2	- 96 748	- 84 764
Autres charges	Note 7.2	- 61 166	- 52 647
Résultat opérationnel courant		1 283 858	1 140 832
Produits opérationnels non courants	Note 7.3.6	136 722	195 060
Charges opérationnelles non courantes	Note 7.3.6	- 143 269	- 184 335
Résultat opérationnel		1 277 311	1 151 557
Produits financiers		507 716	271 145
Charges financières		- 539 475	- 300 136
Résultat financier	Note 8	- 31 759	- 28 991
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)	Note 6.5	- 2 480	- 404
Résultat avant impôt		1 243 073	1 122 162
Charge d'impôt sur le résultat	Note 9.1	- 347 068	- 249 994
Résultat net de la période		896 005	872 168
Résultat de la période attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		898 127	868 580
Participations ne donnant pas le contrôle		- 2 122	3 588

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En K€	2022	2021
Résultat net	896 005	872 168
Réévaluations du passif net au titre des régimes à prestations définies (écarts actuariels)	30 237	14 037
Impôt lié	-7 407	-3 688
Total éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	22 831	10 348
Activités à l'étranger – écarts de conversion	41 740	81 211
Couvertures de flux de trésorerie – partie efficace de la variation de juste valeur	-58 364	204 133
Couvertures de flux de trésorerie – reclassées en résultat	-204 133	89 769
Impôt lié	31 353	-46 658
Total éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	-189 404	328 455
Autres éléments du résultat global de la période, nets d'impôt	-166 574	338 803
Résultat global de la période	729 431	1 210 971
Résultat global de la période attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	728 471	1 209 954
Participations ne donnant pas le contrôle	960	1 017

BILAN CONSOLIDE

En K€	Note	31/12/2022	31/12/2021	01/01/2021
Goodwill	Note 6.3	29 018	29 018	30 750
Immobilisations incorporelles	Note 10.1	256 237	290 714	333 270
Immobilisations corporelles	Note 10.2	3 224 086	3 206 436	3 276 041
Droits d'utilisation	Note 10.3	2 678 487	2 806 890	2 714 617
Entités mises en équivalence	Note 6.5	19 881	22 470	12 824
Instruments dérivés actifs non courants	Note 19.2	27 727	19 085	11 093
Actifs financiers non courants	Note 11	99 373	105 670	96 567
Actifs d'impôt différé	Note 9	170 920	200 894	124 141
Total actifs non courants		6 505 729	6 681 176	6 599 304
Stocks	Note 12	3 778 336	3 015 232	2 453 206
Créances clients	Note 13	284 157	290 295	175 612
Créance d'impôt courant	Note 9	69 996	48 372	45 689
Instruments dérivés actifs courants	Note 19.2	275 158	320 807	162 251
Autres créances courantes	Note 13	524 388	557 886	450 358
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 14	1 447 979	1 573 121	1 475 907
Total actifs courants		6 380 011	5 805 714	4 763 022
Total des actifs		12 885 740	12 486 890	11 362 326
Capital social		10 600	10 500	10 450
Primes d'émission		273 231	213 682	190 733
Réserves		4 263 028	4 004 374	3 546 575
Résultat net de l'exercice		898 127	868 580	545 890
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	Note 15	5 444 986	5 097 137	4 293 648
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 6.4	14 077	10 653	10 007
Total des capitaux propres		5 459 063	5 107 790	4 303 655
Emprunts et dettes financières non courants	Note 17	226 221	305 184	390 311
Dettes de loyers non courantes		2 340 657	2 405 827	2 699 393
Passifs non courants liés aux avantages du personnel		98 352	76 324	79 039
Provisions pour retraites	Note 7	34 000	58 633	65 821
Provisions	Note 16	154 158	132 057	84 420
Instruments dérivés passifs non courants	Note 19.2	6 949	1 389	24 389
Autres passifs financiers non courants		45 138	75 223	50 076
Autres passifs non courants		-	-	-
Passifs d'impôt différé	Note 9	36 178	62 869	19 974
Passifs non courants		2 941 651	3 117 507	3 413 423
Emprunts et dettes financières courants	Note 17	729 287	504 900	972 251
Instruments dérivés passifs courants	Note 19.2	235 098	22 666	215 058
Dettes de loyers courantes		441 894	489 950	32 652
Passifs courants liés aux avantages du personnel		472 947	459 095	335 298
Dettes fournisseurs	Note 18	1 822 795	2 140 436	1 538 338
Passifs d'impôt courant	Note 9	71 424	50 823	37 145
Autres passifs courants	Note 18	711 581	613 723	514 506
Passifs courants		4 485 026	4 261 593	3 645 247
Total des passifs		7 426 677	7 379 101	7 058 670
Total des capitaux propres et passifs		12 885 740	12 486 890	11 362 326

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En K€	Note	Capital	Primes d'émission	Réserve d'actions propres	Réserve de conversion	Réserve de couverture (net d'impôt)	Ecart actuariel des régimes à prestations définies (net d'impôt)	Report à nouveau	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Situation au 1er janvier 2021											
Résultat net de la période		10 450	190 733	42 380	213 080	87 602	-	4 416 128	4 253 648	10 007	4 363 655
Autres éléments du résultat global de la période								868 580	868 580	3 598	872 168
Résultat global de la période							10 450		341 374	2 571	336 603
Augmentation de capital											
Diminution de capital	Note 15.1	50	22 549					868 580	1 200 854	1 017	1 219 379
Actions propres vendues	Note 15.1								22 969		22 969
Actions propres achetées											
Dividendes	Note 20			19 930							19 930
Paiements fondés sur des actions reçus en instruments de capitaux propres	Note 7.3.4							400 260	400 260		400 260
Effet des variations de périmètre								18 463	18 463		18 463
Engagement d'achat de titres de minoritaires	Note 5.3 & 19.3.2							1 007	1 007		1 007
Autres								25 220	25 220		25 220
								1 511	1 511	371	3 364
Total des transactions avec les propriétaires de la Société		50	22 549	19 930				409 538	408 486	371	408 837
Situation au 31 décembre 2021		10 500	213 682	62 310	432 235	181 868	10 450	4 875 172	5 087 137	10 653	5 107 790
Résultat net de la période											
Autres éléments du résultat global de la période											
Résultat global de la période							22 831		888 127	2 172	899 005
Augmentation de capital	Note 15.1	100	59 001						180 650	3 082	199 574
Diminution de capital	Note 15.1										
Actions propres vendues				20 296							20 296
Actions propres achetées				28 619							19 885
Dividendes	Note 20							8 753	10 886		451 246
Paiements fondés sur des actions reçus en instruments de capitaux propres	Note 7.3.4							451 246	451 246		2 489
Effet des variations de périmètre								2 489	2 489		31 778
Engagement d'achat de titres de minoritaires	Note 19.3.4							34 791	34 243	2 464	20 954
Autres								29 954	29 954		17 849
		100	59 549	8 320				431 950	380 823	2 464	378 159
Total des transactions avec les propriétaires de la Société		10 600	273 231	70 630	91 100	51 753	33 290	5 341 348	5 444 898	14 077	5 468 963
Situation au 31 décembre 2022											

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

K€	2022	2021
Résultat net	896 005	872 168
<i>Ajustements pour :</i>		
- Amortissements des immobilisations et droits d'utilisation	935 599	861 259
- Pertes de valeur sur immobilisations	40 313	35 126
- Résultat financier net	31 759	28 991
- Résultat de cession d'immobilisations corporelles	- 45 084	- 25 907
- Provisions	13 448	35 665
- Impôts différés	20 988	- 78 496
- Charges d'impôt	324 325	327 184
Total des éliminations des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	1 321 348	1 183 822
Total marge brute d'autofinancement	2 217 353	2 055 990
<i>Variations des :</i>		
- Stocks	- 763 104	- 562 026
- Créances clients	6 138	- 114 683
- Dettes fournisseurs	- 333 841	613 430
- Provisions et avantages du personnel	13 852	123 798
- Autres actifs et passifs courants	153 522	- 12 518
Total des variations	- 923 433	48 000
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles	1 293 920	2 103 990
Impôts payés	- 325 281	- 309 750
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	968 638	1 794 240
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-	-
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	-	8 800
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 583 425	- 416 793
Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	134 177	248 271
Augmentation d'actifs financiers	- 288	- 18 749
Diminution d'actifs financiers	-	-
Variation de fournisseurs d'immos	16 200	- 11 332
Dividendes reçus	15 854	1 386
Intérêts reçus	22 688	11 191
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement	- 394 794	- 177 225
Augmentation de capital	59 649	22 899
Diminution de capital	-	-
Produits de vente d'actions propres	-	-
Rachat d'actions propres	- 8 320	- 19 930
Dividendes versés aux actionnaires	- 451 246	- 400 260
Acquisition de participation ne donnant pas le contrôle	-	-
Cession de participation ne donnant pas le contrôle	-	-
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	1 849 788	1 053 283
Remboursement d'emprunts et dettes financières	- 1 732 212	- 1 590 056
Intérêts payés sur emprunts et dettes financières	- 14 995	- 9 995
Paieement de dettes de loyers	- 477 672	- 442 285
Intérêts payés sur dettes de loyers	- 60 130	- 48 329
Produits issus du règlement de dérivés	-	-
Augmentations de comptes courants externes	-	-
Diminutions de comptes courants externes	- 122	- 50
Trésorerie nette liée aux activités de financement	- 835 261	- 1 434 722
Diminution nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	- 261 417	182 292
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	1 573 121	1 475 907
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie détenue	136 275	- 85 078
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre	1 447 979	1 573 121

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Description du Groupe et de l'activité

Decathlon SE (« la Société ») est une société domiciliée en France. Le siège social de la Société est situé à Villeneuve d'Ascq. Les états financiers consolidés de la Société comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») ainsi que ses participations dans des entreprises associées.

Le Groupe Decathlon a pour activité le commerce de détail d'articles de sport et de loisirs. Au 31 décembre 2022, Decathlon était présent dans 63 pays.

Les états financiers IFRS du Groupe Decathlon pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été approuvés par le conseil d'administration du 7 mars 2023, et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 23 juin 2023.

2. Base de préparation

2.1. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2022 sont les premiers états financiers présentés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne. Il s'agit en effet des premiers états financiers consolidés du Groupe établis conformément aux IFRS, la norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » ayant été appliquée. S'agissant de normes appliquées mais non obligatoires au 31 décembre 2022, le groupe applique seulement celles d'application obligatoire à cette date.

La note 5 explique les options retenues pour cette première application et fournit une réconciliation entre les comptes consolidés de Decathlon SE établis selon les règles et méthodes françaises et les présents états financiers IFRS au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021 ainsi qu'à la date de transition aux IFRS au 1er janvier 2021.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en#endorsement

2.2. Evolution du référentiel comptable

Les états financiers du Groupe sont réalisés en appliquant les IFRS telles qu'adoptées au 31 décembre 2022. Les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants n'ont pas été appliquées 31 décembre 2022:

Normes non appliquées par anticipation :

- Modifications d'IAS 8 – Définition des estimations (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023) ;
- Amendements IFRS10 et IAS 28 ;

- Modifications d'IAS 1 et du Practice Statement 2 – Informations sur les politiques comptables (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023).

Normes non encore adoptées par l'UE :

- IAS 1 Classification des dettes non courantes avec covenants
- Modifications d'IAS 1 – Présentation des états financiers : classement des passifs en courant / non-courant (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023) ;
- Modifications d'IAS 12 – Impôts sur le résultat : impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023) ;
- IFRS 17 - Contrats d'assurance (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023) ;
- IAS 1 Classification des passifs en courant et non courant ;
- Amendement IFRS 16.

2.3. Recours à des estimations et aux jugements

En préparant ces états financiers consolidés, la Direction a exercé des jugements et émis des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables du Groupe et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de manière prospective.

Sont notamment concernés :

- la valorisation des actifs incorporels ;
- la valorisation des contrats de location ;
- les provisions et passifs éventuels ;
- les dérivés : évaluation de leur juste valeur ;
- les rémunérations à base d'actions ;
- la valorisation des régimes à prestations définies ;
- la valorisation des engagements d'achat de titres de minoritaires ;
- les actifs d'impôts différés.

L'intégration de la lutte contre le réchauffement climatique dans les hypothèses d'arrêté des comptes n'a pas eu d'impact significatifs.

Ces jugements et hypothèses sont détaillés dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique.

2.4. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Les montants sont arrondis au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

2.5. Monnaies étrangères

2.5.1. Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans les monnaies fonctionnelles respectives des sociétés du Groupe en appliquant le cours de change en vigueur à la date des transactions. La devise fonctionnelle des entités correspond en principe à leur devise locale.

Cependant, Desipro, filiale basée à Singapour a pour devise fonctionnelle l'USD. En effet, cette entreprise a un rôle de centrale d'achat pour le groupe et l'USD reste la devise la plus utilisée pour le commerce international.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les éléments non monétaires évalués sur la base du coût historique, libellés en monnaie étrangère, sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction.

Les gains et pertes de change en résultant sont comptabilisés en résultat financier.

2.5.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers dont la monnaie fonctionnelle est autre que l'euro sont convertis selon les modalités suivantes :

- les actifs et passifs sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture ;
- les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant un cours moyen basé sur la moyenne des cours du jour.

Les écarts de change sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés en réserve de conversion, sauf dans la mesure où l'écart de change est affecté aux participations ne donnant pas le contrôle.

2.5.3. Information financière dans les économies hyperinflationnistes

Ayant un taux d'inflation cumulé sur 3 ans supérieur à 100%, la Turquie est considérée comme pays hyperinflationniste depuis mars 2022. Les états financiers des groupes dont une entité a pour monnaie fonctionnelle la livre turque doivent appliquer la norme IAS 29 "Information financière dans les économies inflationnistes" à compter du 1^{er} janvier 2022 sans retraitement des comparatifs. Les actifs et passifs de ces entités sont retraités par l'application d'un indice général des prix et le compte de résultat est converti au taux de clôture.

Le Groupe a réalisé une estimation des impacts liés à l'application de la norme IAS 29 pour la Turquie en utilisant l'indice de TUIK (l'Institut de la Statistique de la Turquie). L'impact est non matériel pour le Groupe et la réévaluation de la contribution de la Turquie n'a en conséquence pas été effectuée.

2.6. Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments dérivés, des actifs de régime, des titres de participation non consolidés et des équivalents de trésorerie évalués à la juste valeur.

3. Faits significatifs de l'exercice

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- Compte tenu de la situation géopolitique entre la Russie et l'Ukraine, depuis juin 2022, l'activité de Decathlon en Russie a été suspendue et les magasins fermés. Le Groupe a procédé à l'ensemble des dépréciations nécessaires.
- En juin 2022, Decathlon Suisse a acquis les intérêts minoritaires (49,99%) détenus par Maus Frères. Le groupe Decathlon détient désormais 100% de Decathlon Suisse.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- En raison de l'épidémie de Covid 19, le Groupe a fermé plusieurs de ses magasins à travers le monde durant plusieurs semaines ;
- L'évolution de la stratégie du Groupe a conduit à comptabiliser des provisions pour restructuration sur les périmètres États-Unis, Chine et Japon pour environ 55 M€ ;
- Le Groupe a acquis des participations dans 1 société consolidée par mise en équivalence (Jagger & Lewis) et 4 sociétés non consolidées et considérées comme des titres externes (Unmade, Magene, Valiuz et Treddy's).

4. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la période de clôture n'a été enregistré pour l'année 2022.

5. Modalités de première application

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2022 sont les premiers états financiers présentés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne, et notamment en application d'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ». Jusqu'au 31 décembre 2021, le Groupe préparait les états financiers consolidés conformément au Règlement ANC n°2020-01. Le Groupe a préparé les états financiers IFRS au titre des exercices clos au 31 décembre 2022 et 2021 ainsi qu'à la date de transition aux IFRS au 1^{er} janvier 2021.

Les principes et méthodes comptables IFRS exposés ci-après ont été appliqués aux fins de l'établissement des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2022, des informations comparatives figurant aux présents états financiers au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et du bilan d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2021, soit la date de transition aux IFRS. Cette note explique les ajustements principaux entre les états financiers présentés conformément au règlement ANC n°2020-01 et les normes IFRS qui incluent les bilans au 1^{er} janvier 2021 et au 31 décembre 2021.

Estimations

Les estimations au 1^{er} janvier 2021, 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2022 sont cohérentes avec les estimations établies à la même date conformément au règlement ANC n°2020-01, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables.

Le Groupe, à la date de transition aux IFRS, a dû effectuer des estimations selon les IFRS, qui n'étaient pas imposées à cette même date par le référentiel comptable antérieur, tenant en compte des conditions qui existaient à la date de transition aux IFRS, le 1^{er} janvier 2021.

Exemptions

Pour l'établissement de son bilan d'ouverture, la Société s'est conformée aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ».

Cette norme repose sur le principe général d'une application rétrospective de l'ensemble des normes, mais prévoit toutefois certaines exceptions obligatoires et exemptions optionnelles.

Dans le cadre de la comptabilisation de ses contrats de location selon IFRS 16, le Groupe a choisi d'appliquer les exemptions suivantes prévues par IFRS 1 :

- Application de la définition des contrats de location selon IFRS 16 aux contrats existants à la date de transition ;
- Evaluation de i) la dette de loyers en date de transition à hauteur de la valeur actualisée des paiements restant sur la base du taux marginal d'endettement du preneur à la date de transition et ii) le droit d'utilisation à hauteur de la dette de loyers (ajusté des montants de loyers prépayés ou avantages reçus) ;
- Application d'un taux d'actualisation par pays, à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires ;
- Non retraitement des contrats d'une durée résiduelle inférieure à 12 mois à la date de transition ;
- Non retraitement des locations de biens de faible valeur, inférieure à 5 000 USD, et des contrats dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois ;
- Utilisation des connaissances acquises a posteriori (« hindsight »), pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

Le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption d'IFRS 1 permettant l'application prospective des dispositions d'IAS 23 relatives aux coûts d'emprunts:

- Non capitalisation du retraitement de la composante coûts d'emprunt incorporée dans le coût d'un actif selon le référentiel comptable français et comprise dans la valeur comptable de l'actif en date de transition ;
- Comptabilisation selon IAS 23 des coûts d'emprunt engagés à compter de la date de transition, y compris ceux qui sont engagés à compter de cette date pour des actifs qualifiés en cours de construction.

5.1. Rapprochement du bilan au 1^{er} janvier 2021 (date de transition aux normes IFRS) et 31 décembre 2021

En K€	Note	31-déc.-21			1-janv.-21		
		Normes comptables françaises	Effets de la transition aux normes IFRS	IFRS	Normes comptables françaises	Effets de la transition aux normes IFRS	IFRS
Goodwill	Note G	48 109	- 19 091	29 018	41 280	- 10 510	30 750
Immeubles de placement		-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles		291 750	- 1 036	290 714	333 898	- 628	333 270
Immobilisations corporelles		3 206 519	- 83	3 206 436	3 276 049	- 9	3 276 041
Droits d'utilisation	Note A	0	2 806 890	2 806 890	- 0	2 714 617	2 714 617
Entités mises en équivalence	Note G	1 662	20 808	22 470	1 080	11 744	12 824
Instruments dérivés actifs non courants	Note B	-	19 085	19 085	-	11 093	11 093
Actifs financiers non courants		103 620	2 050	105 670	96 572	- 5	96 567
Actifs d'impôt différé	Note A	198 114	2 780	200 894	120 898	3 443	124 341
Total actifs non courants		3 849 775	2 831 401	6 681 176	3 869 558	2 729 748	6 599 306
Stocks		3 015 232	-	3 015 232	2 453 206	-	2 453 206
Créances clients		290 296	- 0	290 296	175 612	-	175 612
Créance d'impôt courant		48 372	-	48 372	45 689	-	45 689
Instruments dérivés actifs courants	Note B	117 507	203 300	320 807	83 427	78 824	162 251
Autres créances courantes	Note A	589 086	- 11 200	577 886	457 412	- 7 054	450 358
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note C	1 636 299	- 63 178	1 573 121	1 518 438	- 42 532	1 475 907
Total actifs courants		5 676 792	128 922	5 805 714	4 733 784	29 238	4 763 022
Total des actifs		9 526 567	2 960 323	12 486 890	8 603 342	2 758 984	11 362 326
Capital social		10 500	-	10 500	10 450	-	10 450
Primes d'émission		213 682	-	213 682	190 733	-	190 733
Reserves	Notes A, B, C, D, F & H	4 017 220	- 12 845	4 004 374	3 792 661	248 086	3 540 745
Résultat net de l'exercice	Notes A, B, C & F	880 461	- 11 881	868 580	545 722	168	545 890
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		5 121 863	- 24 726	5 097 137	4 539 566	- 245 918	4 293 648
Participations ne donnant pas le contrôle		11 688	- 1 035	10 653	10 480	- 473	10 007
Total des capitaux propres		5 133 551	- 25 761	5 107 790	4 550 046	- 246 391	4 303 655
Emprunts et dettes financières non courants		305 806	- 622	305 184	391 221	- 910	390 311
Dettes de loyers non courantes	Note A	0	2 405 827	2 405 827	0	2 699 393	2 699 393
Passifs non courants liés aux avantages du personnel	Note C	48 745	27 578	76 324	30 690	48 349	79 039
Provisions pour retraites	Note E	58 633	-	58 633	65 821	-	65 821
Provisions	Note F	134 657	- 2 600	132 057	86 020	- 1 600	84 420
Instruments dérivés passifs non courants	Note B	-	1 389	1 389	-	24 389	24 389
Autres passifs financiers non courants	Note H	213	75 010	75 223	286	49 790	50 076
Autres passifs non courants		-	-	-	-	-	-
Passifs d'impôt différé	Notes B & C	50 044	12 826	62 869	40 572	- 20 597	19 974
Passifs non courants		598 098	2 519 408	3 117 507	614 610	2 798 813	3 413 423
Emprunts et dettes financières courants		504 900	-	504 900	972 251	-	972 251
Instruments dérivés passifs courants	Note B	27 827	- 5 160	22 666	43 360	171 698	215 058
Dettes de loyers courantes	Note A	- 0	489 950	489 950	- 0	32 652	32 652
Passifs courants liés aux avantages du personnel		459 116	- 21	458 895	335 320	- 23	335 298
Dettes fournisseurs		2 141 984	- 1 548	2 140 436	1 539 375	- 1 037	1 538 338
Passifs d'impôt courant	Note F	47 331	3 492	50 823	33 824	3 321	37 145
Autres passifs courants		613 760	- 37	613 723	514 556	- 50	514 506
Passifs courants		3 794 918	486 675	4 281 593	3 438 685	206 562	3 645 247
Total des passifs		4 383 016	2 986 084	7 379 101	4 953 295	3 005 375	7 958 670
Total des capitaux propres et passifs		9 526 567	2 960 323	12 486 890	8 603 342	2 758 984	11 362 326

5.2. Rapprochement du résultat global pour l'exercice clos au 31 décembre 2021

En K€	Note	Normes comptables françaises	Effets de la transition aux normes IFRS	IFRS
Chiffre d'affaires		13 820 233	-35	13 820 198
Autres produits		0	0	0
Achats consommés		-7 541 416	0	-7 541 416
Autres achats et charges externes	Note A	-1 927 406	490 926	-1 436 481
Charges de personnel	Note C	-2 726 274	7 198	-2 719 076
Amortissements des immobilisations corporelles & incorporelles et droits d'utilisation	Note A	-372 902	-472 080	-844 983
Taxes		-84 764	0	-84 764
Autres charges		-52 647	0	-52 647
Résultat opérationnel courant		1 114 824	26 008	1 140 832
Produits opérationnels non courants	Note A	219 495	-24 435	195 060
Charges opérationnelles non courantes	Note A	-184 335	0	-184 335
Résultat opérationnel		1 149 984	1 573	1 151 557
Produits financiers	Notes A & B	2 817 265	-2 546 120	271 145
Charges financières	Notes A, B & C	-2 820 109	2 519 973	-300 136
Résultat financier net		-2 843	-26 147	-28 991
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)		33	-437	-404
Résultat avant impôt		1 147 173	-25 011	1 122 162
Charge d'impôt sur le résultat	Notes A & F	-263 450	13 456	-249 994
Résultat net de la période		883 723	-11 555	872 168
Réévaluations du passif net au titre des régimes à prestations définies (écarts actuariels)		14 037	0	14 037
Impôt lié		-3 688	0	-3 688
Total éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		10 348	0	10 348
Activités à l'étranger – écarts de conversion		0	81 211	81 211
Couvertures de flux de trésorerie – partie efficace de la variation de juste valeur		0	204 133	204 133
Couvertures de flux de trésorerie – reclassées en résultat		0	89 769	89 769
Impôt lié		0	-46 658	-46 658
Total éléments susceptibles d'être reclassés en résultat		0	328 455	328 455
Autres éléments du résultat global de la période, nets d'impôt		10 348	328 455	338 803
Résultat global de la période		894 072	316 899	1 210 971

5.3. Explications des principaux retraitements

Les principaux retraitements opérés à la date de transition au 1^{er} janvier 2021 ainsi que sur les trois exercices présentés comprennent :

- **A. Contrats de locations** : à la date de transition, les contrats de location sont reconnus au bilan, à travers la comptabilisation d'un droit d'utilisation à l'actif et d'une dette de loyers au passif. La méthode de transition retenue est la méthode rétrospective simplifiée, qui détermine donc un droit d'utilisation à l'actif égal à la dette de loyer au passif, à l'exception des pays qui appliquaient déjà IFRS 16 par le passé.

Au 1^{er} Janvier 2021, le droit d'utilisation s'élève à 2 714.6 M€ et une dette de loyers de 2 732.0 M€. En contrepartie de cet impact bilantiel, la charge locative a été annulée au compte de résultat au profit d'une charge d'amortissement et d'une charge financière. Le montant des impôts différés associés comptabilisés à l'actif du bilan s'élève à 3.4 M€.

Au 31 Décembre 2021, le droit d'utilisation s'élève à 2 806.9 M€ et une dette de loyer de 2 875.8 M€. Les charges d'amortissements s'élèvent à 473 056 K€ et les charges d'intérêts de 46 509 K€. Le montant des impôts différés associés comptabilisés à l'actif du bilan s'élève à 16 946 K€, pour un produit d'impôts différés de 13.2 M€.

- **B. La gestion du risque de change** est centralisée et les opérations de couverture sont effectuées par la Trésorerie Groupe. Hors impôts différés, l'impact sur la position bilantielle des instruments dérivés au 31 décembre 2021 est un actif de 340 M€ et un passif de 24 M€. Un impact OCI est comptabilisé pour 204 M€ avec un résultat financier net de 23 M€ : 18 M€ de Cash-flow Hedge et 4 M€ Fair Value Hedge.

La manière dont les impacts sont comptabilisés est la suivante :

Couverture d'un élément monétaire (fair value hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est utilisé pour couvrir économiquement une exposition au risque de change sur un actif ou passif monétaire comptabilisé, la comptabilité de couverture s'applique et les profits ou pertes sur l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Lorsque l'instrument de couverture vise à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel.

Couverture de flux de trésorerie (cash-flow hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est qualifié comme instrument de couverture des variations de flux de trésorerie d'une transaction prévue hautement probable, la comptabilité de couverture est appliquée.

La part efficace du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture est comptabilisée directement en « autres éléments du résultat global », jusqu'à ce que l'élément couvert soit lui-même reconnu en résultat. La part efficace est alors transférée au compte de résultat.

La part inefficace du profit ou de la perte est comptabilisée immédiatement en résultat financier.

Jusqu'à ce que l'élément couvert soit lui-même reconnu en résultat, nous comptabilisons 100% du Mark to Market en OCI.

Lorsque l'instrument de couverture visait à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel.

Lorsque l'instrument visait à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

Couverture de transaction (Trading)

On identifie au sein du Groupe un risque de change financier lié au financement par prêt intragroupe et compte courant.

C'est une décision de l'équipe financement interne que de couvrir cette position ou non.

Les comptes courants sont couverts soit par fx forward soit par fx swap que l'on ajuste mensuellement en fonction des positions des comptes courants.

L'équipe financement interne décide de la couverture du nominal et / ou des intérêts de chaque prêt. Les instruments utilisés sont des fx forward, fx swap et Cross Currency Swap.

Le choix de couvrir ou non peut être lié à différents paramètres : volatilité de la devise, coût de couverture, volume à financer, période à couvrir.

Lorsque l'instrument vise à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

- **C. Paiements fondés sur des actions** : les actions gratuites correspondent à des transactions dont le paiement est fondé sur des actions entrant dans le champ d'application d'IFRS 2. Ces instruments sont des plans réglés en trésorerie à évaluer à la juste valeur à la date d'attribution des droits et à chaque clôture. Ils sont comptabilisés en charge de rémunération en contrepartie d'un passif lié aux avantages du personnel au bilan, de manière étalée sur la période d'acquisition des droits, selon la méthode du « graded vesting ». En normes françaises, une provision sur ces plans d'attribution d'actions gratuites est comptabilisée. Elle correspond à la moins-value qui sera réalisée par Decathlon SE lors de la distribution aux bénéficiaires des actions lors de l'exercice des AGA. La provision est étalée sur la durée du plan, car l'exercice des AGA est soumis à des conditions de présence et de performance des bénéficiaires à l'issue de la période d'indisponibilité. En normes françaises, la dette sur des paiements fondés sur des actions est de 47 336 K€ au 31 décembre 2021. En normes IFRS, la dette IFRS 2 est de 73 685 K€ y compris 56 425 K€ au titre des engagements de rachat des actions qui n'existent pas en normes françaises. En IFRS, une charge de rémunération de 13 710 K€ ainsi qu'une charge financière de 3 597 K€ sont comptabilisées en compte de résultat en 2021. En normes françaises, la charge de rémunération comptabilisée au résultat est de 20 775 K€.
- **D. Actions propres** : en normes françaises, les actions propres sont classées en valeurs mobilières de placement, dans la rubrique « Trésorerie et équivalent de trésorerie ». En IFRS, elles sont présentées en déduction des capitaux propres. L'impact de ce reclassement au 1^{er} janvier 2021 est de - 42 380 K€ en « Trésorerie et équivalents de trésorerie » avec comme contrepartie les « Réserves » il est de - 62 310 K€ au 31 décembre 2021.
- **E. Indemnités de départ à la retraite** : comme en normes françaises, un passif est comptabilisé en IFRS au titre des indemnités de départ à la retraite et le coût des services est comptabilisé en charges de personnel. En revanche, les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global en IFRS. De plus, le coût financier est comptabilisé en résultat financier. L'impact est de 10 348 K€ en autres éléments du résultat global en 2021. L'impact en charges de personnel est de 8 915 K€ et 565 K€ en charges financières en 2021. L'impact du changement de méthode suite à la mise à jour de la recommandation ANC n°2013-02 est de -23 391 K€ sur le passif en 2021 et a déjà été pris en compte en normes françaises.
- **F. Passif d'impôts liés à l'incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat (IFRIC 23)**. L'application d'IFRIC 23 demande la comptabilisation des risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat, non pas en provision pour risque fiscal, mais en dette ou créance d'impôt sur les sociétés. Cela impacte le passif d'impôt courant pour 3 321 K€ au 1^{er} janvier 2021 et 3 492 K€ au 31 décembre 2021.

- **G. Goodwill** : si le coût de la participation est supérieur à la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise, un goodwill lié à l'entreprise associée ou à la joint-venture est inclus dans la valeur comptable de la participation.
 - o L'écart d'acquisition des entités mises en équivalence est, en normes françaises, comptabilisé sur une ligne distincte alors qu'en IFRS il est inclus dans la valeur des titres mis en équivalence. L'impact au 31 décembre 2021 est un reclassement bilantiel de 20 410 K€ de « Entités mises en équivalence » à « Goodwill ».
 - o Lors de l'acquisition d'Avanis en 2019, les plans de BSPCE 2015 et 2017 de l'entité ont été considérés comme des plans cash settled, c'est-à-dire, comme une dette de put sur other NCI dans le champ d'application d'IFRS 2. Cette dette a été prise en compte dans l'équation de détermination du goodwill. Ce qui n'est pas le cas en normes françaises. Cela entraîne au 1^{er} janvier 2021 un retraitement de 1 230 K€ de "Goodwill" à "Passifs non courants liés aux avantages du personnel".

Le Groupe a appliqué rétrospectivement IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition.

- **H. Engagements de rachat d'intérêts minoritaires** : l'obligation contractuelle pour une entité de racheter ses instruments de capitaux propres (telle que constitue la vente d'un put sur intérêts minoritaires) en contrepartie de trésorerie ou d'un autre actif financier, donne lieu à la comptabilisation d'une dette pour la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option selon la norme IAS 32. Cette obligation n'existe pas en normes Françaises. Les variations ultérieures de ces passifs sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Au 1^{er} janvier 2021, cela impacte de 49 790 K€ les autres passifs financiers non courants avec en contrepartie les réserves et de 75 010 K€ au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 25 220 K€ en 2021.
- **I. Classement des actifs/passifs** : les actifs et passifs ont été classés entre éléments courants et non courants en IFRS contrairement à la présentation en normes françaises.
- **J. Présentation des charges opérationnelles** : le résultat exceptionnel présenté en normes françaises est principalement reclassé en résultat opérationnel en IFRS dans les rubriques « Produits opérationnels non courants » et « Charges opérationnelles non courantes ».

5.4. Tableau de flux de trésorerie

En termes de présentation, le format de tableau de flux de trésorerie défini par la norme IAS 7 est relativement proche de celui déjà utilisé par le Groupe dans le référentiel français. Les différences majeures proviennent de la nécessité de présenter distinctement les flux de trésorerie relatifs à l'impôt, le résultat financier net de la période et les impacts de la norme IFRS 16.

L'application de la norme IFRS 16 a des impacts sur la marge brute d'autofinancement, 538 M€ en 2022, et la trésorerie nette liée aux activités de financement, principalement 478 M€ de paiement de dettes de loyer et 60 M€ d'intérêts sur dettes de loyers.

La plupart des retraitements IFRS sont sans impact sur la variation de la trésorerie nette.

A noter que les comptes d'instruments de trésorerie ne font plus partie du total trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau de flux de trésorerie en IFRS. Cela impacte la trésorerie de clôture de 78 M€ au 1^{er} janvier 2021 et 125 M€ au 31 décembre 2022.

6. Périmètre de consolidation

6.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Principes de consolidation

1/ Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes bilantiels, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés (sauf pour les pertes ou profits liés à des transactions en devises étrangères).

2/ Entreprises associées et co-entreprises

Sont comptabilisées par mise en équivalence les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) et les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint et répondant à la définition d'une co-entreprise. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financière et opérationnelle de l'entité, sans toutefois contrôler ou contrôler conjointement ces politiques. Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans les cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

3/ Autres participations

Lorsque le Groupe n'exerce pas de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable sur les décisions opérationnelles ou financières de sociétés dont il détient les titres, ceux-ci sont comptabilisés conformément aux dispositions applicables soit aux actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global, soit aux actifs financiers à la juste valeur par résultat net et présentés en « Actifs financiers non courants ».

6.2. Périmètre de consolidation

Les sociétés consolidées au sein du périmètre de consolidation sont les suivantes :

Dénomination sociale	Pays	Activité principale	31-déc-22		31-déc-21		01-janv-21	
			Taux d'intérêt	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Méthode de conso.
Decathlon South Africa Sports (PTY) Ltd	Afrique du Sud	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon El Ouzar Sarl	Algérie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DD Logistik Immobilien GmbH	Allemagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DD Unternehmens Entwicklung GmbH	Allemagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DECATHLON Deutschland SE & Co. KG	Allemagne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DECATHLON Verwaltung SE	Allemagne	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Logistik Vertriebs GmbH	Allemagne	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon UK Ltd	Angleterre	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Javen Ltd	Angleterre	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sportstock Ltd	Angleterre	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Australia Pty Ltd	Australie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Austria GmbH	Autriche	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Bangladesh Ltd	Bangladesh	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Operational Booster	Belgique	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Ansammo Sa	Belgique	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Belgium Sa	Belgique	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Weddel Sa	Belgique	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Green Real Estate Empreendimentos imobiliarios Ltda	Bresil	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Igusport Ltda	Bresil	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Bulgane Food	Bulgarie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sports Immo Food	Bulgarie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Cambo Sporting Goods Ltd	Cambodge	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Canada Inc	Canada	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Ok! Technologies Inc	Canada	Autre	0.0%	Non consolidé	0.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Chile SPA	Chili	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Coros	Chine	Autre	13.9%	MEE	14.9%	MEE	0.0%	Non consolidé
Decathlon (Chengdu) Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon (Shenyang) Real Estate Co Ltd	Chine	Immobilier	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon (Wenfang) Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Beijing Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Changchun Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Changsha sports consulting	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Changzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Chengdu Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Dalian Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Dongguan chasha warehousing	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Guangzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Haerbin Sports Consulting Co., Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Hangzhou sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Investments China	Chine	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Jiangyin Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Jiaxing Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Kunshan Warehousing Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Luoyang Co	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Nanjing Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ningbo Commercial Drapl Co Ltd	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ningbo Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Qingdao Sports Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shanghai Sport Internet sales Company Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shanghai sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shenyang Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shenzhen Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Suzhou Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Suzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Tianjin Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Wuxi Commercial consulting	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Wuxi Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Xian Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Xuzhou Co	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Zhongshan Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Zhuhai consulting co lto	Chine	Autre	0.0%	Non consolidé	0.0%	IG	100.0%	IG
Decnoro Shanghai Mgt Consulting Co Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
DeMa (Shanghai) Trading Co., Ltd	Chine	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Dixi Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Dap Shanghai Consulting Co Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Embsupline Asia	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Guangzhou Xunk Technology Co., Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Koodze Shanghai Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Nanjing Comport Import & Export Trading Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Semaphore Shanghai Company Consulting Co. Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Shanghai Sport Trading Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Shanghai Xiwier Sports Co lto	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Tianjin New North Star Sports Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Colombia SAS	Colombie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decom	Colombie	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon RDC Congo Sasu	Congo	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Korea Co Ltd	Corée du Sud	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Zagreb Doo	Croatie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Red estate	Croatie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Egypt	Egypte	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Tracing Egypt	Egypte	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Chaita Ltd	Egypte	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Espana Sa	Espagne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Tonclade SI	Espagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Anybody SAS	France	Autre	43.2%	MEE	43.2%	MEE	43.2%	MEE
Animilis Inc	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Altamir 32	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Avanis SAS	France	Retail	70.8%	IG	70.8%	IG	70.8%	IG
Barega Sas	France	Immobilier	0.0%	Non consolidé	0.0%	IG	100.0%	IG
Bexperience	France	Autre	70.8%	IG	70.8%	IG	70.8%	IG
Bokismo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Cylofix	France	Autre	22.8%	MEE	22.8%	MEE	22.8%	MEE
Covex Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Dagat Production Shc	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Deaicommo 1 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Deaicommo 3 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Deaicommo 4 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Experience	France	Autre	88.0%	IG	88.0%	IG	88.0%	IG
Decathlon France Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sib Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Pass Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé
Decathlon Regenal Support SARL	Maroc	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon SE	France	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon SSI	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé
Deonsud Sarl	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Diogmo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Dranoce Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Easy Mountains (thrive)	France	Autre	91.3%	IG	90.7%	IG	90.7%	IG
Elvismo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Els Smord Sas	France	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Enrico 1 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Exterco Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Eddrive	France	Production	51.0%	MEE	51.0%	MEE	51.0%	MEE

Dénomination sociale	Pays	Activité principale	Taux d'activité	Méthode de conso.	Taux d'activité	Méthode de conso.	Taux d'activité	Méthode de conso.
Halticycle Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Immobilier Snc	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Jagger & Lewis Sas	France	Autre	42.0%	MEE	35.0%	MEE	0.0%	Non consolidé
Jettlane Sas	France	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Kinomap	France	Autre	29.0%	MEE	29.0%	MEE	0.0%	Non consolidé
Le Blanc Couton Sarl	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Les Pins de Cestas Soc	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Logistique France SAS	France	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Makak Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Newmag Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Nokly La Sec Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Oprea Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Park Norwest Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Pins de BBA Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Pins de Peilus Eurl	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Projetclub Sa	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Chlorobla SAS	France	Autre	36.3%	IG	36.1%	IG	36.0%	IG
SCI Pierre de Queigny	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Semaphore Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Semond Factory SC	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Srenimo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Soldacox Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sporeka SAS	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Trianne	France	Autre	87.7%	IG	87.7%	IG	87.7%	IG
Vakothion Sarl	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Villager Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Web2C Logistique	France	Logistique	70.0%	IG	70.0%	IG	70.0%	IG
Weddis Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Wedlog Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Wedoffice Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ghana Ltd	Ghana	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Greece Sporting Goods Ltd	Greece	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Hong Kong Co Ltd	Hong Kong	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sportfit Hong Kong	Hong Kong	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Burathion Kft	Hongrie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Delogist Kft	Hongrie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Harlogwest Kft	Hongrie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Tqproba Kft	Hongrie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon sports India Private Ltd	India	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Indeca Sporting Goods Private Ltd	India	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Prodin Sporting Pvt Ltd	India	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Indonesia	Indonesia	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Paris LLC	Iran	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Ireland Ltd	Ireland	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Israel Ltd	Israel	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Andromeda Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Beep Srl	Italie	Production	24.0%	MEE	24.0%	MEE	0.0%	Non consolidé
Decathlon Italia Branch Malta	Italie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Italia Srl	Italie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Produzione Italia srl	Italie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
SBM2 Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sidi Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Japan Co Ltd	Japon	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Kt Ltd	Kazakhstan	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Kenya Ltd	Kenya	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Lietuva Uba	Lithuanie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Belgium Branch	Luxembourg	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Finter	Luxembourg	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Lerli Sa	Luxembourg	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Logistics Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decapro Maroc Eurl	Maroc	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Maroc SAS	Maroc	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Immodis sas	Maroc	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Newco Bie Maurice	Maurice	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
STO Sports and Technics Overseas Ltd	Maurice	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Articulos Deportivos Decathlon Sa	Mexique	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon et Cie Snc (Monaco)	Monaco	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon New Zealand Ltd	Nouvelle Zelande	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Netherlands Bv	Pays-Bas	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Orange Estate BV	Pays-Bas	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Philippines Inc	Philippines	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Blue Estate Sp Zoo	Pologne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sp Zoo	Pologne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Hebieski Dom Sp Zoo	Pologne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Immodora Lda	Portugal	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Lamavermis Lda	Portugal	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Rays Unipessoal Lda	Portugal	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sodid Unipessoal Lda	Portugal	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decasport Sro	Republique Tch	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Neardouasasauri Sro	Republique Tch	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Immormo Imobiliare Srl	Roumanie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Madrom Prod Srl	Roumanie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Roumesport Srl	Roumanie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Blue House Iz	Russie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Blue Logistics Ltd	Russie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Octobloir Ltd	Russie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Senegal Sarl	Senegal	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Beograd Doo	Serbe	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Singapore Pte Ltd	Singapour	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Singapore Branch	Singapour	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Desapro Pte Ltd	Singapour	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Omwest Pte Ltd	Singapour	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon SK Sro	Slovaquie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
White House Sro	Slovaquie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ljubljana trgovina s sportno opremo d o o	Slovenie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Lanka Sports Access	Sri Lanka	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Lanka Sporting Goods	Sri Lanka	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sverige ab	Suede	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Switzerland SA	Suisse	Retail	100.0%	IG	50.0%	IG	50.0%	IG
Decathlon Taiwan Co Ltd	Taiwan	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Thailand Co. Ltd	Thailande	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Inthanon Sporting Goods Co Ltd	Thailande	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Sport and Leisure (Thailand) Co Ltd	Thailande	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Tunisie Lt	Tunisie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Proxy Tunisie Sarl	Tunisie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Proxylane Sarl	Tunisie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Turissport Spor Unitesi Sanayi Vth	Turquie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ukraine Ltd	Ukraine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon America	USA	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé
Decathlon USA LLC	USA	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Vietnam Co Ltd	Vietnam	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Estonia	Estonie	Retail	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	0.0%	Non consolidé

Note 1: Au cours de l'exercice 2022 :

- Création d'une succursale de Decathlon Lituanie en Estonie;
- Cession d'Anybuddy SAS et de Decathlon Ghana Ltd ;
- Liquidation de Decathlon Tianjin Sports Co Ltd, Disp Shanghai Consulting Co Ltd et Makiak Sci ;
- Fusion en Russie de Blue Logistik llc avec Blue House llc.

Note 2: Au cours de l'exercice 2021 :

- Acquisition de Kinomap, Coros et Jagger & Lewis ;
- Création de Decathlon SSII, Beep Srl, Decathlon Pass Sas et Decathlon America LlC ;
- Cession de Oki Technology et Shenyang Real estate Co Ltd ;
- Liquidation de Decathlon Zhuhai Consulting Co Ltd ;
- Fusion de Barega avec Le Blanc Coulon.

6.3. Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Ainsi, les actifs et passifs identifiables de la société acquise sont, en général, comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise) augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, moins le montant net comptabilisé (en général à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris. Les participations ne conférant pas le contrôle sont évaluées, sur option à chaque prise de contrôle, soit au prorata des actifs nets identifiables, soit à la juste valeur.

Lorsque l'écart déterminé ainsi est négatif (« badwill »), et après réappréciation des différents éléments de l'équation, il est comptabilisé immédiatement en résultat.

Le goodwill est réévalué par réalisation de tests de perte de valeur annuels ou lorsque des indices de perte de valeur surviennent. Les dépréciations sont comptabilisées immédiatement en résultat et sont irréversibles conformément à la norme IAS 36.

Le Groupe dispose d'un délai d'un an après l'acquisition pour finaliser l'allocation du prix d'achat.

Le Groupe a appliqué rétrospectivement IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition

Les goodwill se décomposent comme suit :

K€	2022	2021
Valeur brute à l'ouverture	29 216	31 061
Valeur nette à l'ouverture	29 018	30 750
Regroupement d'entreprises		- 1 732
Cessions d'entreprises		- 112
Pertes de valeur		112
Effet de la variation des taux de change		
Valeur brute à la clôture	29 216	29 216
Valeur nette à la clôture	29 018	29 018

Le Groupe n'a pris le contrôle d'aucune société lors des exercices 2021 et 2022.

La diminution de la valeur nette du goodwill au cours de l'exercice 2021 correspond à une mise à jour du montant du goodwill d'Easy Mountains (-1 732 K€) sur la base de la répartition finale du prix d'achat et à la sortie de la valeur brute du goodwill d'Oki Technology (112 K€) qui était intégralement déprécié.

6.4. Participations ne donnant pas le contrôle

Les modifications du pourcentage de détention du Groupe dans une filiale n'entraînant pas de changement du contrôle (perte ou gain) sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Au 31 décembre 2022, les participations ne donnant pas le contrôle s'élèvent à 14 077 K€ et comprennent principalement les participations suivantes :

- Avanis SAS (12 354 K€), leader français du e-commerce du sport, détenu à hauteur de 70.9% par le Groupe ;
- Athleticum (1 068 K€), distributeur Suisse d'articles de sport, devenu Decathlon Suisse, détenu à hauteur de 50.0% jusqu'au 3 juin 2022, puis à 100.0% par la suite;
- Decathlon Travel (547 K€), accès sur le voyage sportif, détenu à hauteur de 66.0% par le Groupe.

La variation de 3 424 € par rapport au 31 décembre 2021 s'explique principalement par :

- Athleticum (6 594 K€) : acquisition en juin 2022 de l'intégralité des participations ne donnant pas le contrôle ;
- Avanis (-1 346 K€) et Decathlon Travel (-1 051 K€) : suite aux pertes réalisées au cours de l'exercice 2022.

Les participations ne donnant pas le contrôle, prises individuellement, ne sont pas significatives aux bornes du Groupe.

6.5. Entités mises en équivalence

Les participations dans les entreprises associées sont de 19 881 K€ au 31 décembre 2022, 22 470 K€ au 31 décembre 2021 et de 12 824 K€ au 1^{er} janvier 2021. Elles correspondent aux entreprises ci-dessous :

Année d'entrée dans le périmètre	Nom de la société	Lieu	Activité	% d'intérêt acquis	
2021	Beep Srl	Italie	Production	24.9%	
2021	Coros Ltd	Chine	Production	13.2%	(1)
2021	Jagger & Lewis SAS	France	Production	42.6%	
2021	Kinomap SAS	France	Service	29.6%	
2020	Anybuddy SAS	France	Service	43.2%	(2)
2020	E2Drives	Belgique	Recherche	51.0%	(3)
2020	Cyclofix SAS	France	Service	22.6%	

(1) Bien que la participation du Groupe dans Coros soit inférieure à 20%, le Groupe exerce une influence notable sur Coros du fait de sa représentation au sein du conseil d'administration ou de

l'organe de direction équivalent de Coros et de sa participation au processus d'élaboration des politiques.

(2) La participation dans l'entreprise Anybuddy SAS a été cédée en septembre 2022.

(3) Bien que la participation du Groupe dans E2Drives soit de 51%, le Groupe n'exerce pas un contrôle exclusif sur cette entité car il ne dispose pas seul de la capacité à agir sur les rendements variables de cette entité.

Les intérêts détenus par le Groupe dans ces entreprises associées ne sont pas significatifs pris individuellement.

Le tableau suivant analyse globalement la valeur comptable ainsi que la quote-part dans le résultat net et les autres éléments du résultat global de ces entreprises associées.

K€	31.12.22	31.12.21	01.01.21
Valeur comptable des intérêts dans les entreprises associées	19 881	22 470	12 824
Quote-part :			
- du résultat net	- 2 480	- 404	- 506
- des autres éléments du résultat global	-	-	-
Total	- 2 480	- 404	- 506

La variation de 9 646 K€ entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021 s'explique principalement par l'acquisition de participations dans Coros (8 133 K€), Kinomap (2 160 K€) & Jagger & Lewis (680 K€).

La variation de -2 589 K€ entre le 31 décembre 2021 et 2022 s'explique principalement par la cession de la participation dans Anybuddy en septembre 2022 (-873 K€) et la dépréciation de la participation dans Cyclofix (-1 860 K€) suite à la procédure de redressement judiciaire en cours.

7. Données opérationnelles

7.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que le contrôle des biens a été transféré au client.

Le chiffre d'affaires correspond principalement aux ventes dans les magasins, les sites e-commerce et les redevances de franchises.

Les ventes de l'activité e-commerce sont constituées, d'une part, du chiffre d'affaires relatif aux ventes réalisées sur les sites e-commerce du Groupe (ventes directes) et d'autre part, des commissions perçues au titre des ventes e-commerce que le Groupe réalise pour le compte de tiers (Marketplaces). Le chiffre d'affaires relatif aux ventes directes est comptabilisé lorsque la livraison est intervenue (date de transfert de contrôle des biens vendus). S'agissant des ventes en Marketplaces, les revenus comptabilisés correspondent aux commissions facturées aux fournisseurs sur les ventes réalisées.

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes aux franchisés est comptabilisé lorsque la livraison est intervenue (date de transfert de contrôle des biens vendus).

Les retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires. Ils sont estimés de façon raisonnablement fiable, en se basant notamment sur les données statistiques issues de l'expérience passée et sur les conditions contractuelles.

La vente d'un bien ou service assortie de la remise de points de fidélité constitue un contrat comprenant deux « obligations de performance » séparées :

- un bien ou service livré immédiatement
- un droit à recevoir ultérieurement des biens ou services à prix réduit ou gratuit.

Le montant reçu au titre de la vente est réparti entre les deux « obligations de performance » en proportion de leurs prix de vente spécifiques respectifs.

Le chiffre d'affaires se décompose selon les natures suivantes :

K€	2022	2021
Ventes réalisées par l'enseigne	15 446 910	13 838 631
Programmes de fidélisation	- 56 772	- 46 731
Redevances de franchises et autres revenus	38 002	28 298
Total chiffre d'affaires	15 428 140	13 820 198

Le chiffre d'affaires par pays se décompose comme suit :

K€	2022	2021
France	4 090 779	3 685 053
Espagne	1 761 331	1 698 922
Italie	1 515 044	1 413 620
Chine	1 194 210	1 134 125
Allemagne	893 761	700 707
Belgique	550 855	518 222
Pologne	447 409	417 031
Angleterre	353 459	329 441
Russie	208 250	324 258
Autres	4 413 043	3 598 820
Total chiffre d'affaires	15 428 140	13 820 198

7.2. Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles se décomposent comme suit :

K€	2022	2021
Achats de matières premières	- 108 960	13 356
Achats de marchandises	9 153 119	8 097 509
Variations de stocks	- 764 739	- 580 073
Dépréciation de stocks	50 144	10 625
Total achats consommés	8 329 564	7 541 416
Energie	106 234	88 451
Nettoyage et maintenance	135 385	127 310
Charges de locations	153 411	140 799
Publicité et communication	415 960	373 820
Systèmes d'information	279 383	213 507
Autres charges	578 726	492 594
Total achats et charges externes	1 669 098	1 436 481
Total charges de personnel	3 088 961	2 719 076
Total amortissements des immobilisations et droits d'utilisation	898 745	844 983
Taxes	96 748	84 764
Autres charges	61 166	52 647
Total des charges opérationnelles	14 144 282	12 679 366

7.3. Personnel et effectifs

7.3.1. Effectif

Les effectifs correspondent aux effectifs en équivalent temps plein comprenant les CDD, CDI et équivalents locaux dans les différents pays étrangers.

	2022	2021
Contrats à durée indéterminée	85 701	82 598
Contrats à durée déterminée	15 414	15 127
Effectif moyen sur l'exercice au 31 décembre	101 115	97 725

7.3.2. Charges de personnel

Les charges de personnel sont comptabilisées au fur et à mesure des services rendus.

Les charges de personnel s'analysent de la manière suivante :

K€	2022	2021
Salaires et traitements	2 263 137	2 026 811
Charges au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	5 388	8 915
Autres cotisations sociales	604 583	532 333
Paiements fondés sur des actions	41 945	13 710
Autres charges de personnel	173 909	137 307
Total	3 088 961	2 719 076

7.3.3. Avantages au personnel

Avantages du personnel à court terme

Les avantages à court terme du personnel sont comptabilisés en charges lorsque le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant que le Groupe s'attend à payer s'il a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies du Groupe correspondent aux indemnités de départ à la retraite versées aux salariés en France, en Suisse, en Italie et en Thaïlande.

L'obligation du Groupe au titre de ces régimes est comptabilisée au passif et évaluée selon une méthode actuarielle qui tient compte du taux de rotation des salariés, de leur espérance de vie, du taux de progression des salaires et d'un taux d'actualisation. Le calcul est réalisé selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière.

La juste valeur des actifs de régime est déduite du passif.

Le coût des services est comptabilisé en charges de personnel. Il comprend le coût des services rendus au cours de la période, le coût des services passés résultant de la modification ou de la réduction d'un régime, intégralement comptabilisé en résultat de la période au cours de laquelle il est intervenu, et les pertes et gains résultant des liquidations.

Le Groupe détermine la charge d'intérêts net sur le passif net au titre des prestations définies de la période, en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des prestations définies, au passif net, tous deux déterminés au début de l'exercice.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies, qui comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif net) et, le cas échéant, la variation de l'effet du plafonnement de l'actif (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif net), sont comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les passifs pour régimes à prestations définies sont composés de :

K€	31/12/2022	31/12/2021	01/01/2021
- France	28 822	50 913	59 735
- Suisse	3 608	6 266	3 879
- Espagne			1 000
- Italie	635	661	687
- Thaïlande	661	704	520
- Autres	274	89	
Total des passifs pour régimes à prestations définies	34 000	58 633	65 821

Le tableau suivant réconcilie les soldes d'ouverture et de clôture du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies et de ses composantes :

France	Obligations au titre des prestations définies		Juste valeur des actifs du régime		Solde Net	
K€	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Solde au 1er janvier	67 108	76 326	-16 196	-16 658	50 913	59 669
Comptabilisés en résultat net						
Coût des services rendus au cours de la période	6 836	5 375			6 836	5 375
Coût des services passés					0	0
Coût (produit) financier	725	370	-175	-116	550	254
Total	7 561	5 745	-175	-116	7 385	5 629
Compris dans les autres éléments du résultat global						
Perte (gain) liés à la réévaluation					0	0
- Ecart actuariel liés à			-490	76	-490	76
des hypothèses démographiques	606	6 026			606	6 026
des hypothèses financières	-20 702	3 369			-20 702	3 369
des ajustements liés à l'expérience	-6 200	6 274			-6 200	6 274
- Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêt					0	0
- Effet de la variation des taux de change					0	0
Total	-26 296	8 930	-490	76	-26 786	9 006
Autres						
Impact du changement de méthode	-2 691	23 391			-2 691	23 391
Cotisations versées par l'employeur					0	0
Prestations payées	-1 138	-502	1 138	502	0	0
Total	-3 828	23 893	1 138	502	-2 691	23 391
Solde au 31 décembre	44 545	67 108	-15 723	-16 196	28 822	50 913

Suisse	Obligations au titre des prestations définies		Juste valeur des actifs du régime		Solde Net	
K€	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Solde au 1er janvier	21 977	17 883	-15 602	-13 827	6 375	4 056
Comptabilisés en résultat net						
Coût des services rendus au cours de la période	1 834	1 743	-1 428		407	1 743
Coût des services passés	148	1 514			148	1 514
Coût (produit) financier	64	196	113	179	177	375
Total	2 046	3 452	-1 315	179	732	3 631
Compris dans les autres éléments du résultat global						
Perte (gain) liés à la réévaluation					0	0
- Ecart actuariel liés à			2 027	13	2 027	-13
des hypothèses démographiques	-3 727	504			-3 727	504
des hypothèses financières	1 362	-4 299			1 362	-4 299
des ajustements liés à l'expérience	-3 076	5 852			-3 076	5 852
- Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêt		179	-45	-746	-45	924
- Effet de la variation des taux de change					0	0
Total	-5 441	769	1 981	-758	-3 460	12
Autres						
Impact du changement de méthode						
Cotisations versées par l'employeur	1 389	1 389	-1 428	1 389	-38	0
Prestations payées	-1 060	1 893	1 060	460	0	-1 433
Total	330	-504	-368	-929	38	-1 433
Solde au 31 décembre	18 911	21 601	-15 303	-15 335	3 608	6 266

Hypothèses actuarielles et analyses de sensibilité

Les principales hypothèses actuarielles retenues à la date de clôture sont les suivantes :

	31 déc 22		31 déc 21		01 janv 21	
	France	Suisse	France	Suisse	France	Suisse
Taux d'actualisation	3,00%	2,24%	3,10%	0,30%	0,70%	0,10%
Taux d'augmentation des salaires	3,00%	2,24%	3,00%	0,70%	3,00%	0,71%
Formule	Taux de sorties réel Départition 1,34 LPP2020		Taux de sorties réel Départition 1,75 LPP2020		Taux de sorties réel Départition 1,75 LPP2015	
Âge de départ en retraite	Cadres 64	Homme 65	Cadres 64	Homme 65	Cadres 65	Homme 64
	Non cadres 62	Femme 64	Non cadres 62	Femme 64	Non cadres 62	Femme 64
Table de mortalité	100-105 0-0,05 LPP2020gen		100-105 0-0,05 LPP2020gen		100-105 00-0,05 LPP2015gen	

Le taux d'actualisation est déterminé par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première qualité de maturité équivalente à la durée des engagements évalués.

À la date de clôture, des modifications raisonnablement possibles de l'une des hypothèses actuarielles pertinentes auraient affecté l'obligation au titre des indemnités de départ à la retraite des montants suivants (autres hypothèses constantes) :

Analyse de sensibilité France

France	31 déc 22		31-déc-21	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,25 %)	-1 406	1 468	-2 525	2 652

Analyse de sensibilité Suisse

Suisse	31-déc-22		31-déc-21	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 1 %)	-278	286	-334	343

7.3.4. Rémunérations à base d'actions

Les plans d'attribution d'actions gratuites destinés aux dirigeants et certains salariés du Groupe sont des plans à base d'actions réglés en trésorerie compte tenu de l'engagement de rachat des actions par le Groupe.

Le passif au titre de ces plans est évalué, initialement et à chaque clôture jusqu'au règlement, à la juste valeur des plans évaluée à la juste valeur des actions ordinaires diminuée de la valeur actualisée des dividendes estimés sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition.

Les charges et les passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions se décomposent en :

Charge au titre des plans de rémunération à base d'actions

	2022	2021
Actions gratuites	41 945	13 710
Total charges au titre des plans de rémunération à base d'actions	41 945	13 710

Passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions

	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Provision AGA	26 966	17 260	7 644
Engagements de rachats AGA	66 026	56 425	70 131
BSPCE (Avanis)	5 361	2 639	1 228
Total passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions	98 352	76 324	79 003

Les principales caractéristiques et conditions relatives aux attributions dans le cadre de ces programmes sont les suivantes :

Récapitulatif des plans

	Nombre d'actions gratuites / options attribuées	Date du Conseil d'Administration autorisant l'attribution	Conditions d'acquisition des droits	Date limite d'exercice
Plan AGA 2018 / 2022	7 021	28/06/2018	TSR 7-10-15%	16/05/2023
Plan AGA 2019 / 2023 + 4	9 471	10/09/2019	TSR 7-10-13%	16/05/2023
Plan AGA 2019 / 2023 + 2	411	10/09/2019	TSR 7-10-13%	16/05/2023
Plan AGA 2019 / 2023 + 2	274	10/09/2019	Sans condition	16/05/2023
Plan AGA 2021 / 2024 + 2	13 648	16/06/2021	100% TSR 7-10-13%	16/05/2024
Plan AGA 2021 / 2025 + 2	13 578	16/06/2021	80% TSR 5-10-15% 25% ESG	16/05/2025
Plan AGA 2021 / 2025 + 4	1 995	16/06/2021	80% TSR 5-10-15% 25% ESG	16/05/2025
Plan AGA 2022/2025 + 2	339	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2025
Plan AGA 2022/2024 + 4	449	15/06/2022	Présence	16/05/2024
Plan AGA 2022/2023 + 4	257	15/06/2022	Présence	17/06/2024
Plan AGA 2022/2026 + 4	787	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2026
Plan AGA 2022/2026 + 2	15 237	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2026
Total	63 381			

*TSR: Total Shareholder Return. Il s'agit d'un critère de performance économique relatif à l'augmentation de la valeur de part.

*ESG: Environnement Social Gouvernance. Il s'agit d'un critère de performance environnemental et social.

La variation du nombre d'actions gratuites est la suivante :

	Total Nombre d'actions
En circulation au 1er janvier 2021	39 692
Déchues pendant la période	- 927
Exercées pendant la période	- 1 794
Attribuées pendant la période	32 369
En circulation au 31 décembre 2021	69 340
Exercables au 31 décembre 2021	8 270
Déchues pendant la période	- 5 191
Exercées pendant la période	- 17 837
Attribuées pendant la période	17 069
En circulation au 31 décembre 2022	63 381
Exercables au 31 décembre 2022	7 021

7.3.5. Rémunération des principaux dirigeants (parties liées)

Compte tenu du caractère confidentiel de cette information, celle-ci n'est pas communiquée.

7.3.6. Résultat opérationnel non courant

Le résultat opérationnel non courant se décompose comme suit :

K€	2022	2021
Produits opérationnels non courants	136 722	195 060
Charges opérationnelles non courantes	- 143 269	- 184 335
Total résultat opérationnel non courant	- 6 546	10 725

Les charges opérationnelles non courantes se composent essentiellement des valeur nettes comptables d'actifs cédés. Les produits opérationnels courants se composent essentiellement de produits de cession d'immobilisations.

8. Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

L'endettement financier net est un des principaux indicateurs financiers suivis par le Groupe. Il comprend les emprunts et dettes financières diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie. En conséquence, le coût de l'endettement financier net correspond à l'ensemble des charges et produits financiers attachés à ces éléments, y compris l'effet des instruments dérivés utilisés à des fins de couverture de juste valeur des emprunts et dettes financières.

Pertes et gains de change

Les écarts de change sur l'ensemble des transactions en devises étrangères du Groupe sont comptabilisés en résultat financier, à l'exception des écarts de change sur créances et dettes commerciales comptabilisés en résultat opérationnel.

Charges d'intérêts

Les produits et les charges provenant des intérêts sur emprunts, dettes financières et dettes de loyers sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés

Le résultat financier inclut les variations de juste valeur des instruments dérivés tel qu'expliqué en Note 19.2.

Le résultat financier du groupe se présente ainsi :

K€	2022	2021
Coût de l'endettement financier net	- 16 868	- 11 739
Autres produits et charges financières	38 605	29 257
Total résultat financiers hors contrats de location	21 737	17 518
Charges d'intérêts sur contrats de locations	- 53 496	- 46 509
Résultat financier*	- 31 759	28 991

*Dont résultat financier lié à l'application d'IFRS 9 (- 10 M€ au 31 décembre 2022, contre 23 M€ au 31 décembre 2021) sur la ligne « résultat financier ».

Les charges d'intérêts sur contrats de locations correspondent aux charges financières liées à l'application d'IFRS 16 (voir note 10.3, contrats de locations).

9. Impôts sur le résultat

Impôt sur le résultat

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables. Ils sont comptabilisés dans le compte de résultat, sauf s'ils portent sur des éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global, directement en capitaux propres ou dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Decathlon a choisi l'option de comptabiliser la CVAE en résultat opérationnel et non pas en impôts sur les sociétés.

Impôt exigible

L'impôt exigible comprend le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Le montant de l'impôt exigible dû (ou à recevoir) est déterminé sur la base de la meilleure estimation du montant d'impôt que le Groupe s'attend à payer (ou à recevoir) reflétant, le cas échéant, les incertitudes qui s'y rattachent. Il est calculé sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible inclut également tout impôt qui provient de la déclaration de dividendes.

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont compensés à condition qu'ils remplissent certains critères.

Impôts différés

L'impôt différé est comptabilisé sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporelles déductibles et des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés. Les bénéfices futurs imposables sont évalués par rapport au renversement des différences temporelles imposables. Si le montant des différences temporelles ne suffit pas à comptabiliser l'intégralité d'un actif d'impôt différé, les bénéfices futurs imposables, ajustés du renversement des différences temporelles, sont évalués par rapport au plan d'activité de chacune des filiales du Groupe. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est désormais plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Ces réductions sont reprises lorsque la probabilité de bénéfices futurs imposables augmente.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et rend compte, le cas échéant, de l'incertitude relative aux impôts sur le résultat.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés à condition qu'ils remplissent certains critères.

9.1. Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt s'élève à 347 068 K€ et se décompose ainsi :

K€	2022		2021
Charge d'impôt exigible	- 326 080	-	328 490
Charge d'impôt différé	- 20 988		78 496
TOTAL	- 347 068	-	249 994

9.2. Preuve d'impôt sur le résultat

Le rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique se présente comme suit :

K€	2022		2021
Résultat avant impôts	1 243 073		1 122 162
Taux d'imposition normatif	25.83%		28.41%
Charge d'impôt théorique	- 321 086	-	318 806
Eléments de rapprochement avec le taux effectif			
- Différence de taux d'impôt	46 801		49 144
- Incidence des crédits et autres réductions d'impôts	251		6 565
- Incidence des déficits fiscaux reportables	- 38 884	-	15 318
- Correction sur exercices antérieurs	4 019		458
- Autres impôts sans base	- 6 115		9 951
- Différences permanentes fiscales	- 32 054		18 014
Charge/Produit d'impôt effectivement constaté	- 347 068	-	249 994

9.3. Ventilation des actifs (passifs) nets d'impôts différés

Les variations des soldes d'impôts différés se présente comme suit :

	31/12/2021	Variations en compte de résultat	Variations en autres éléments du résultat global	Autres variations	31/12/2022 Net
Actifs d'impôt différé liés aux déficits reportables	27 658	2 091	-	745	30 493
Impôts différés sur prestations définies	14 253	1 385	- 7 407	54	8 286
Impôts différés sur marge interne	60 578	2 152		- 14	62 717
Autres retraitements	35 535	- 26 617	31 353	- 7 025	33 246
Total Impôts différés	138 025	- 20 988	23 946	- 6 240	134 742

9.4. Impôts différés actifs non reconnus

Au 31 décembre 2022, les reports déficitaires et crédits d'impôt non encore utilisés et n'ayant pas donné lieu à comptabilisation de montants à l'actif du bilan représentent une économie potentielle d'impôt de 162 M€ (139 M€ au 31 décembre 2021).

9.5. Incertitudes fiscales

Les entités du Groupe peuvent faire l'objet de contrôles fiscaux et, le cas échéant, de demandes de rectification de la part des administrations locales concernant l'impôt sur les sociétés. Ces demandes de rectification, ainsi que les positions fiscales incertaines identifiées non encore notifiées, donnent lieu à l'enregistrement d'un passif d'impôts à payer dont le montant est revu régulièrement conformément aux critères de l'interprétation IFRIC 23: "Incertitude relative aux traitements fiscaux".

Au 31 décembre 2022, le Groupe a comptabilisé 3.5 M€ de passif d'impôts, dont 2.6 M€ sur Decathlon Espagne et 0.9 M€ sur Decathlon SE.

Il n'y a pas fin 2022 d'autre position fiscale incertaine rentrant dans le cadre de l'application de l'interprétation d'IFRIC 23.

10. Immobilisations et contrats de location

10.1. Immobilisations incorporelles

Recherche et Développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisations incorporelles si et seulement si les dépenses peuvent être mesurées de façon fiable et le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif. Autrement, elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Après la comptabilisation initiale, les dépenses de développement sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement à des droits d'utilisation de terrains notamment en Chine, des droits au bail non inclus dans les droits d'utilisation IFRS 16 et des logiciels. Elles ont une durée d'utilité déterminée et sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations.

Les durées d'utilité estimées pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

- Frais de développement : 10 ans maximum
- Logiciels de type bureautique ou gros système : 4 ans maximum
- Logiciels nécessitant des frais de développement : 5 ans pour la plupart et sur 10 ans pour les logiciels les plus structurants (type ERP).

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque date de clôture et ajustés si nécessaire.

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

K€	01-janv-22	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc-22
Frais de développement	238 398	8 751	- 453	1 109				966	248 770
Logiciels	58 419	2 916	- 9 865	1 088				- 299	52 258
Autres immobilisations incorporelles	172 846	13 451	- 10 100	145				- 3 420	172 922
Immobilisations incorporelles en cours	14 480	- 531	- 19	- 238				182	13 874
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	484 143	24 586	- 20 438	2 105				- 2 572	487 824
Amortissement frais de développement	- 118 732			49	- 39 205	449		- 554	- 155 993
Amortissement logiciels	- 41 151			- 37	- 6 330	9 328		181	- 38 009
Amortissement autres immobilisations incorporelles	- 35 546			2	- 3 012	194		777	- 37 584
Amortissement immobilisations incorporelles	- 193 429			14	- 48 547	9 972		404	- 231 587
Total valeur nette	290 714	24 586	- 20 438	2 118	- 48 547	9 972		- 2 168	256 237
K€	01-janv-21	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc-21
Frais de développement	244 020	2 096	- 12 861	5 047				96	238 398
Logiciels	59 776	5 029	- 6 271	- 498				383	58 419
Autres immobilisations incorporelles	162 524	2 804	- 9 458	4 308				12 667	172 846
Immobilisations incorporelles en cours	13 740	8 956	- 7	- 9 394				1 186	14 480
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	480 060	18 884	- 28 597	- 536				14 332	484 143
Amortissement frais de développement	- 78 579			738	- 46 947	8 121		- 65	- 118 732
Amortissement logiciels	- 40 918			18	- 5 737	5 690		- 204	- 41 151
Amortissement autres immobilisations incorporelles	- 27 293			7	- 7 115	1 256		- 2 402	- 35 546
Amortissement immobilisations incorporelles	- 146 790			764	- 59 799	15 067		- 2 670	- 183 429
Total valeur nette	333 270	18 884	- 28 597	227	- 59 799	15 067		11 662	290 714

10.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le profit ou la perte sur cession d'immobilisations corporelles est comptabilisé en résultat net.

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée.

Les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

- Terrains : non applicable
- Constructions : 15 à 30 ans
- Aménagements des constructions : 2 à 30 ans
- Matériel et outillage : 2 à 10 ans
- Matériel de production : 1 à 10 ans
- Agencements : 2 à 10 ans
- Mobilier de bureau et informatique : 2 à 12 ans
- Matériel RFID : 3 à 5 ans
- Matériel de transport et convoyeur : 5 à 15 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque date de clôture et ajustés si nécessaire.

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

K€	01.janv-22	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc-22
Terrains	958 513	7 008	- 13 028	209				- 4 056	948 646
Constructions	1 779 317	28 811	- 60 821	16 333			76	- 6 976	1 754 739
Aménagement des constructions	1 903 505	94 194	- 82 657	74 867			238	- 4 819	1 985 327
Matériel et outillage	258 985	27 199	- 23 372	10 591			- 7	- 204	273 191
Matériel de production	121 622	16 186	- 6 023	7 648			226	2 334	141 994
Agencement	319 221	49 456	- 27 551	10 574				- 1 226	350 474
Mobilier de bureau et informatique	250 802	43 005	- 25 848	10 725			- 288	- 1 370	277 027
Matériel RFID	34 379	3 061	- 1 883	907				- 379	36 084
Matériel de transport et convoyeur	108 953	4 727	- 6 098	17 093			- 38	- 496	124 141
Immobilisations corporelles en cours	96 933	261 924	- 14 591	- 151 053			51	396	193 671
Immobilisations corporelles (valeur brute)	5 832 229	533 571	- 261 872	- 2 106			268	- 16 795	6 085 294
Amortissement terrains									
Amortissement des constructions	- 732 447			5 645	- 69 773	29 410	- 7	3 056	- 764 116
Amortissement aménagement des constructions	- 1 001 093			- 4 825	- 142 563	58 891	- 11	4 542	- 1 085 059
Amortissement matériel et outillage	- 175 342			196	- 30 441	21 376	3	677	- 183 532
Amortissement matériel de production	- 93 882			314	- 19 735	5 501	- 107	- 2 146	- 110 054
Amortissement agencement	- 218 461			- 136	- 37 846	23 600		822	- 232 021
Amortissement mobilier de bureau et informatique	- 177 264			- 61	- 39 701	24 262	121	856	- 191 788
Amortissement matériel RFID	2 621			- 29 351	- 4 026	1 814		265	- 28 677
Amortissement matériel de transport et convoyeur	- 32 557			- 1 511	- 9 728	4 519	5	179	- 39 093
Provisions pour dépréciation des immobilisations	- 197 368				- 55 730	25 626	4	600	- 226 868
Amortissement immobilisations corporelles	- 2 625 793			- 29 727	- 409 543	194 996	8	8 852	- 2 861 208
Total valeur nette	3 206 436	533 571	- 261 872	- 31 833	- 409 543	194 996	276	- 7 943	3 224 086

K€	01-Janv-21	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètre	Effet de la variation des taux de change	31-déc-21
Terrains	1 024 594	756	- 77 775	6 069				4 869	958 513
Constructions	1 742 196	24 277	- 110 622	86 859				36 607	1 779 317
Aménagement des constructions	1 830 943	95 608	- 108 983	46 322				39 615	1 903 505
Matériel et outillage	238 980	26 811	- 14 957	5 902				2 249	258 985
Matériel de production	106 638	7 976	- 10 970	12 613				5 365	121 622
Agencement	309 992	31 352	- 31 394	4 530				4 741	319 221
Mobilier de bureau et informatique	243 124	35 667	- 35 492	4 228				3 274	250 802
Matériel RFID	34 389	3 245	- 4 585	595				736	34 379
Matériel de transport et convoyeur	115 382	10 227	- 9 611	- 7 195				150	108 953
Immobilisations corporelles en cours	91 989	162 138	- 1 593	- 157 541				1 940	96 933
Immobilisations corporelles (valeur brute)	5 738 227	398 058	- 405 983	2 380				99 546	5 832 229
Amortissement terrains									
Amortissement des constructions	- 707 674			- 11 263	- 65 522	60 205		- 8 193	- 732 447
Amortissement aménagement des constructions	- 920 131			918	- 136 894	72 419		- 17 406	- 1 001 093
Amortissement matériel et outillage	- 158 994			902	- 29 864	13 973		- 1 360	- 175 342
Amortissement matériel de production	- 83 810			- 25	- 16 572	10 840		- 4 314	- 93 882
Amortissement agencement	- 206 562			2	- 35 917	26 986		- 2 869	- 218 461
Amortissement mobilier de bureau et informatique	- 173 851			179	- 34 949	33 671		- 2 314	- 177 264
Amortissement matériel RFID	- 2 763			- 6	1 522	4 392		- 524	2 621
Amortissement matériel de transport et convoyeur	- 40 830			8 530	- 8 649	8 424		- 32	- 32 557
Provisions pour dépréciation des immobilisations	- 167 470				- 47 037	26 648		- 9 508	- 197 368
Amortissement immobilisations corporelles	- 2 462 186			- 764	- 373 880	257 558		- 46 521	- 2 625 793
Total valeur nette	3 276 041	398 058	- 405 983	1 617	- 373 880	257 558		53 025	3 266 436

10.3. Contrats de location

Champ d'application IFRS 16

A la signature d'un contrat, le Groupe détermine si celui-ci constitue, ou contient, un contrat de location.

Le Groupe applique les principes de comptabilisation de la norme IFRS 16 pour l'ensemble de ses contrats de location, à l'exception des :

- baux à court terme, avec une durée de bail de 12 mois ou moins ;
- contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur (<5 000 USD), sur la valeur du bien à l'état neuf.

Pour ces exceptions, les loyers associés sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Si un contrat de location comprend des éléments non locatifs, explicitement identifiables relatifs aux services, ces éléments sont comptabilisés dans la rubrique appropriée sous les charges d'exploitation récurrentes.

Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Comptabilisation des contrats de location sous IFRS 16

Comptabilisation du droit d'utilisation

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative ajustée des paiements de location effectués à la date d'effet ou avant, plus les coûts directs initiaux encourus pour conclure le contrat, et une estimation des coûts éventuels de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat. Il est ensuite amorti conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » selon le mode linéaire à compter de la date effective de début sur la durée du contrat, correspondant à la durée d'utilisation contractuelle non résiliable de l'actif après prise en compte les options de renouvellement ou de résiliation, si leur exercice est raisonnablement certain par la direction du Groupe. Par ailleurs, le droit d'utilisation peut faire l'objet d'une dépréciation conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » dans le cadre du test de valorisation annuel, voir note 10.4.

Comptabilisation de la dette locative

La dette locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers futurs. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt implicite du contrat ou, s'il n'est pas facilement déterminable, au taux d'emprunt marginal. En l'absence de taux d'intérêt implicite dans les contrats, le Groupe applique le taux d'emprunt marginal pour le taux d'actualisation appliqué aux contrats.

Le taux d'actualisation IFRS 16 utilisé dans le calcul de la dette locative est déterminé en central et mis à jour trimestriellement par le Groupe.

La dette locative est ensuite augmentée des charges d'intérêts et diminuée des montants des loyers payés, conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif. Il est réévalué en cas de modification des loyers futurs suite à un changement d'indice ou de taux, ou, le cas échéant, en cas de réévaluation par le Groupe de l'exercice d'une option d'achat ou d'une option de résiliation.

Les paiements relatifs aux contrats de location entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 « Contrats de location » sont comptabilisés dans les flux nets de trésorerie liés aux activités de financement, dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, ventilés entre le remboursement du principal de la dette locative et le paiement des intérêts implicites (inclus dans « Intérêts financiers payés »).

Impôts différés sur les contrats de location

L'impôt différé a été comptabilisé sur les filiales conformément à l'application de la norme IAS 12 par le Groupe.

Estimation des durées de location

La norme IFRS 16 définit la durée du bail comme la période non résiliable du bail augmentée des périodes couvertes par une option de prolongation ou une option de résiliation si le preneur est raisonnablement certain d'exercer l'option de prolongation ou de ne pas exercer l'option de résiliation.

Le Groupe distingue deux catégories d'actifs sous-jacents :

- Les baux dits « immobiliers » : ils regroupent principalement les terrains et bâtiments de magasins, entrepôts, usines et bureaux. La durée d'utilisation raisonnablement certaine des actifs loués est déterminée en fonction des caractéristiques propres aux différents types d'actifs (magasins, entrepôts logistiques, bâtiments administratifs). Dans le cas de magasins loués, les caractéristiques prises en compte dans l'estimation de la durée sont la création de valeur du magasin, telle que calculée sous IAS 36, ainsi que les éventuels investissements dans le magasin.
- Les contrats de location « Autres » regroupent les véhicules et du matériel informatique. Ces contrats ont des loyers fixes, dont les options de résiliation anticipée ne sont pas raisonnablement certaines.

Droit d'utilisation

K€	Real Estate	Non Building	TOTAL
Solde au 1er janvier 2021	2 698 612	16 005	2 714 617
Droit d'utilisation	3 349 543	21 189	3 370 732
Amortissements cumulés	- 541 637	- 5 771	- 547 408
Imp ROU	- 16 434	-	- 16 434
Solde au 31 Décembre 2021	2 791 472	15 418	2 806 890
Droit d'utilisation	3 691 381	25 434	3 716 815
Amortissements cumulés	- 994 355	- 9 291	- 1 003 647
Imp ROU	- 34 682	-	- 34 682
Solde au 31 Décembre 2022	2 662 343	16 143	2 678 487

Valeur Brute

K€	Real Estate	Non Building	TOTAL
Solde au 1^{er} Janvier 2021	2 789 850	16 726	2 806 576
Augmentation	646 673	5 119	651 792
Diminution	- 158 558	- 1 003	- 159 561
Effet de change	71 577	347	71 924
Solde au 31 Décembre 2021	3 349 543	21 189	3 370 732
Augmentation	569 411	6 037	575 448
Diminution	- 210 831	1 453	- 212 284
Effet de change	- 16 742	- 339	- 17 081
Solde au 31 Décembre 2022	3 691 381	25 434	3 716 815

Amortissements cumulés

K€	Real Estate	Non Building	TOTAL
Solde au 1^{er} Janvier 2021	- 91 238	- 721	- 91 959
Dotations aux amortissements	- 467 369	- 5 687	- 473 056
Reprise	14 301	703	15 003
Impairment	- 2 839	-	- 2 839
Effet de change	- 10 927	- 63	- 10 990
Solde au 31 Décembre 2021	- 558 072	- 5 769	- 563 841
Dotations aux amortissements	- 508 514	5 868	- 514 382
Reprise	61 810	2 366	64 176
Impairment	- 19 870	-	- 19 870
Effet de change	- 4 388	- 22	- 4 410
Solde au 31 Décembre 2022	- 1 029 036	- 9 293	- 1 038 328

Dettes de loyers

K€	Real Estate	Non Building	TOTAL
Solde au 1^{er} Janvier 2021	2 716 030	16 014	2 732 044
Dettes non courantes	2 395 325	10 502	2 405 827
Dettes courantes	465 046	4 904	469 950
Solde au 31 Décembre 2021	2 860 371	15 406	2 875 777
Dettes non courantes	2 329 011	11 646	2 340 657
Dettes courantes	437 336	4 558	441 894
Solde au 31 Décembre 2022	2 766 347	16 204	2 782 551

Par ailleurs, les impacts afférents sur le compte de résultat se présentent comme suit :

K€	2022	2021
Charges d'intérêts sur dettes de loyers Real Estate	- 53 244	- 46 357
Charges d'intérêts sur dettes de loyers Non Building	- 251	- 152
Total	- 53 496	- 46 509

10.4. Tests de dépréciation

À chaque date de clôture, les valeurs comptables des immobilisations et droits d'utilisation sont examinées afin d'apprécier s'il existe une quelconque indication qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Le goodwill et les immobilisations incorporelles non inclus dans des UGT sont testées individuellement chaque année.

Pour être testés, les actifs sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie résultant de leur utilisation continue, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou UGT. Les UGT du Groupe correspondent principalement à des magasins ou d'autres sites immobiliers (terrain, entrepôt, usine).

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre valeur d'utilité et juste valeur diminuée des coûts de cession. La valeur d'utilité est évaluée par rapport aux flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de l'UGT est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net. Elles sont affectées d'abord à la réduction de la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles affectées à l'UGT, puis à la réduction des valeurs comptables des droits d'utilisation IFRS 16 de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT.

La valeur comptable, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

1. Description des UGT pour le groupe

La norme s'applique aux différentes activités du Groupe :

- Formes de vente : magasins de plus de 24 mois ;
- Sites de production : usines ;
- Immobilier : constructions et terrains.

L'UGT qui a été retenue par le Groupe correspond principalement à des magasins.

2. Détermination des indices de pertes de valeur

La valeur recouvrable des immobilisations est testée dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. L'indice de perte de valeur interne est une création de valeur négative sur les deux derniers exercices.

3. Pertes (reprises) de valeur comptabilisées

La valeur recouvrable d'un actif se définit comme étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et sa valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la cession d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts de sortie. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

Les flux de trésorerie après impôts sont généralement projetés sur une période de 5 ans avec prise en compte d'une valeur terminale dont les montants sont actualisés à l'infini. Les projections sont limitées à une durée finie lorsque la date de fin probable est connue, par exemple, la prochaine possibilité de sortie d'un bail pour un magasin non rentable.

4. Variation de l'année

La variation d'impairment (hors IFRS 16) du Groupe correspond à une charge nette de 30 101 K€. L'impairment de toutes les UGT du Groupe au 31 décembre 2022 est de 226 868 K€. La variation de l'impairment IFRS 16 est présentée dans le paragraphe 10.3.

11. Actifs financiers non courants

Les titres de participation non consolidés sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les prêts et cautionnement sont comptabilisés initialement à leur juste valeur puis au coût amorti.

Les actifs financiers non courants se décomposent comme suit :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Titres de participation non consolidés	36 590	40 271	38 227
Autres actifs financiers	62 783	65 399	58 340
Total actifs financiers non courants	99 373	105 670	96 567

La diminution de 3.7 M€ des titres de participation non consolidés entre 2021 et 2022 s'explique notamment par la sortie des titres de SPPICAV détenus par une société immobilière française pour -11.3 M€, la dépréciation de ces mêmes titres pour -7.3 M€, la mise à la juste valeur du portefeuille pour 0.4 M€ et l'acquisition de nouveaux titres pour 14.6 M€.

Les autres actifs financiers concernent principalement les dépôts (61 M€), notamment liés aux locations de magasins et entrepôts.

12. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût inclut les frais accessoires et coûts de transit jusqu'aux magasins. Les ristournes sont déduites.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

Concernant les stocks de composants, ceux-ci sont dépréciés à la fois de façon automatique (notamment en fonction de l'ancienneté des composants, du rythme de consommation connu,

et de la localisation des stock) et de façon manuelle afin de prendre en compte d'autres facteurs de dépréciation.

Concernant la dépréciation des stocks de produits finis, 2 types de dépréciations sont appliquées par le Groupe :

- Dépréciation de type 1 : la dépréciation est calculée par rapport au prix de cession ou prix de vente connu à l'avance. Si Decathlon a connaissance d'un prix de cession ou prix de vente inférieur à la valorisation du stock, une dépréciation de la différence sera appliquée.
- Dépréciation de type 2 : en plus de la dépréciation de type 1, cette dépréciation est appliquée en fonction de "l'étape de vie" du produit. Selon la typologie du produit (permanent, éphémère ou de collection limitée), un taux de décote différent sera appliqué (taux de décote propres à chaque pays après une application standard à l'ouverture).

La valeur nette des stocks est principalement constituée de :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Valeurs brutes			
Matières premières et consommables	689 000	489 595	360 406
Encours	13 621	11 843	- 26 958
Produits finis	3 079 422	2 527 355	2 137 102
Droit de récupérer des biens retournés	34 792	28 195	22 314
Total valeur brute des stocks	3 816 835	3 056 989	2 492 864
Dépréciations			
Matières premières et consommables	8 966	23 146	23 874
Encours	-	-	-
Produits finis	29 533	18 611	15 784
Droit de récupérer des biens retournés	-	-	-
Total des dépréciations	38 499	41 756	39 658
Valeur nette des stocks	3 778 336	3 015 232	2 453 206

13. Créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres créances opérationnelles sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis au coût amorti, qui correspondent généralement à leur valeur nominale.

Conformément à IFRS 9, le Groupe applique la méthode simplifiée dans l'évaluation des créances commerciales et reconnaît les pertes de valeur attendues sur la durée de vie de celles-ci.

Les créances sont passées en revue régulièrement afin d'identifier les éventuels risques de litiges et risques de crédit des clients.

Les créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants se décomposent comme suit :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Créances clients	297 523	300 425	182 410
Dépréciation des créances au titre des pertes attendues	- 13 367	10 129	6 797
Total créances clients	284 157	290 295	175 612
RFA et avances fournisseurs	61 906	96 908	80 167
TVA	254 911	253 067	159 821
Autres créances fiscales (hors impôt sur le résultat)	-	-	-
Autres actifs courants	207 571	207 911	210 369
Total autres créances courantes	524 388	557 886	450 358

Des informations sur les dépréciations des créances clients et l'exposition du Groupe au risque de crédit figurent en note 19.

14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie inscrit à l'actif du bilan comprend les disponibilités et les dépôts à termes de 3 mois ou plus ainsi que les autres instruments liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie dont le risque de changement de valeur est négligeable et dont la maturité est de trois mois au plus au moment de leur date d'acquisition.

Ces derniers sont placés auprès de contreparties bancaires disposant d'un risque de crédit minimum noté BBB pour un montant cumulé de maximum 35% de nos encours et d'un risque minimum noté A- pour les 65% d'encours restants.

Les placements à plus de trois mois, de même que les comptes bancaires bloqués ou nantis sont exclus de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les découverts bancaires figurent en emprunts et dettes financières au passif du bilan.

La trésorerie et équivalent de trésorerie se présente ainsi :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Comptes bancaires et caisse	931 500	1 271 535	1 254 598
Dépôts à terme	516 478	301 586	221 308
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 447 979	1 573 121	1 475 907

15. Capitaux propres

15.1. Capital social

Le capital social est composé d'actions ordinaires et d'actions de préférence.

Les frais d'augmentation de capital sont comptabilisés en capitaux propres.

Le capital social de Decathlon SE est constitué de :

	2022	Dont actions ordinaires	Dont actions de préférence	2021
Nombre d'actions :				
En circulation au 1er janvier	6 362 594	5 514 247	848 347	6 345 110
Diminution de capital	-	-	-	-
Augmentation de capital	37 871	-	37 871	17 484
En circulation au 31 décembre – actions entièrement libérées	6 400 465	5 514 247	886 218	6 362 594

Au cours de l'exercice 2021, une augmentation de capital d'un montant de 50 000 € a été réalisée. Soit, 28 795 € via l'émission de 17 484 actions de préférence et 21 205 € par incorporation d'une partie de la prime d'émission.

Au cours de l'exercice 2022, une augmentation de capital d'un montant de 100 000 € a été réalisée. Soit, 62 497 € via l'émission de 37 871 actions de préférence et 37 503 € par incorporation d'une partie de la prime d'émission.

15.2. Gestion du capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir les activités de développement.

Par ailleurs, le financement des activités de la Société se fait principalement via l'obtention d'emprunts, de subventions, d'avances remboursables et des augmentations de capital.

16. Provision et passifs éventuels

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite, à la date de clôture qui résulte d'un événement passé, qui engendrera probablement une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants sur la base de données historiques des garanties et en pondérant les sorties possibles en fonction de leur probabilité.

La provision pour garantie correspond à la garantie légale que le client est obligé d'acheter (conformité du produit aux spécifications convenues).

De part leur nature, les provisions se débouclent généralement à plus d'un an et sont donc intégralement considérées comme non courantes.

K€	Provision pour garantie client	Provisions pour risques fiscaux	Provisions pour litiges et autres risques	TOTAL
Solde au 1 janvier 2021	20 613	14 854	48 953	84 420
Dotations	18 670	5 689	72 172	96 531
Reprises	17 186	10 287	24 164	51 637
Effet de la variation des taux de change	37	260	2 519	2 743
Solde au 31 décembre 2021	22 060	10 517	99 481	132 057
Dotations	18 794	3 528	85 167	107 490
Reprises	21 870	5 105	58 404	85 380
Effet de la variation des taux de change	- 11	- 620	654	22
Solde au 31 décembre 2022	18 973	8 939	126 244	154 156

17. Emprunts et dettes financières

17.1. Principaux termes et conditions des emprunts et dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées initialement à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction, qui sont ensuite évaluée au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les emprunts et dettes financières s'entendent hors dette IFRS 16 classée en dettes de loyers.

Les emprunts ne sont pas soumis à des covenants.

17.2 Emprunts et dettes financières

L'endettement financier net du Groupe est négatif et s'établit à -492 M€ au 31 décembre 2022 contre - 763 M€ au 31 décembre 2021. Il s'analyse comme suit :

K€	31/12/2022	31/12/2021	01/01/2021
Emprunts et dettes financières	955 508	810 085	1 362 562
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 1 447 979	- 1 573 121	- 1 475 907
Endettement Financier net	- 492 471	-763 037	-113 345

L'endettement financier net inclut les emprunts et des dettes liées aux crédits baux immobiliers qui s'élèvent à 212 M€ au 31 décembre 2022, contre 254 M€ au 31 décembre 2021. Et s'entend hors dettes sur loyers liées à IFRS 16 (2 783 M€ au 31 décembre 2022 contre 2 876 M€ au 31 décembre 2021) et hors instruments de trésorerie nets liés à IFRS 9 (actif de 61 M€ au 31 décembre 2022).

Au 31 décembre 2022, la part des prêts à taux fixes avant couverture est de 1% (même part qu'en 2021) et de 6% après couverture (7 % en 2021). Seule la logistique France dispose d'une couverture sur taux.

Notre stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements via une enveloppe de 1 000 MEUR de billets de trésorerie.

17.3 Détail des emprunts et dettes financières

L'endettement financier net par maturité se présente comme suit :

31-déc-22	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€		
		moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	955 508	742 684	119 456	93 367
Trésorerie et équivalent de trésorerie	- 1 447 979	- 1 447 979		
Endettement Financier net	-492 471	-705 294	119 456	93 367

31-déc-21	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€		
		moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	810 085	524 658	161 202	124 225
Trésorerie et équivalent de trésorerie	- 1 573 121	- 1 573 121		
Endettement Financier net	-763 037	-1 048 463	161 202	124 225

Les variations des emprunts et dettes financières se décomposent comme suit :

	01-janv-22	Encaissements liés aux nouvelles dettes	Remboursement des dettes	Autres variations	31-déc-22
Emprunts et dettes financières	810 085	3 264 775	3 109 981	-9 371	955 508

	01-janv-21	Encaissements liés aux nouvelles dettes	Remboursement des dettes	Autres variations	31-déc-21
Emprunts et dettes financières	1 362 562	2 072 383	2 635 070	10 210	810 085

18. Fournisseurs, passifs sur contrats clients, autres passifs courants

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis au coût amorti, qui correspondent généralement à leur valeur nominale.

Les dettes fournisseurs comprennent également les dettes fournisseurs ayant fait l'objet d'affacturage inversé (« reverse factoring »). Ces créances détenues par les fournisseurs du Groupe sont cédées à des établissements financiers dans le cadre de programmes d'affacturage inversé. Ces programmes permettent aux fournisseurs de recevoir le paiement de leurs créances en anticipation des délais de paiements normaux. Du point de vue du Groupe, les caractéristiques de ces dettes n'étant pas substantiellement modifiées (notamment les délais de paiement par le Groupe), ce dernier considère que celles-ci peuvent être maintenues en dettes fournisseurs. Les flux de trésorerie afférents sont donc comptabilisés en flux opérationnels.

Les dettes fournisseurs, passifs sur contrats clients et autres passifs se décomposent comme suit :

K€	31-déc-22	31-déc-21	01-janv-21
Total dettes fournisseurs	1 822 795	2 140 436	1 538 338
Dettes sociales	472 947	459 095	335 298
Dettes fiscales	368 328	318 392	267 850
Autres passifs courants	343 254	295 331	246 656
Total autres passifs courants	1 184 528	1 072 818	849 804
Total	3 007 323	3 213 254	2 388 142

⁽¹⁾ Produits constatés d'avance et avances reçues principalement

19. Instruments financiers et gestion des risques

19.1. Classement et juste valeur des instruments financiers

Les niveaux dans la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- Niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

Catégorie comptable	Niveau dans la hiérarchie de la juste valeur	Notes	31-déc-22		31-déc-21		01 janv-21		
			Total de la valeur nette comptable	Juste valeur	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur	
Matière de participation non consolidée	Juste valeur par résultat	Niveau 1	7	90 590	90 590	40 271	40 271	40 271	40 271
Instruments dérivés actifs non courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur instrument de couverture	Niveau 2	8	21 121	21 121	19 085	19 085	11 091	11 091
Autres actifs financiers non courants	Coût amorti	Niveau 2	1	82 783	82 783	10 399	10 399	16 340	16 340
Total actifs financiers non courants				127 100	127 100	124 754	124 754	107 660	107 660
Créances courantes	Coût amorti		1	284 157	284 157	240 228	240 228	145 610	145 610
Instruments dérivés actifs courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur instrument de couverture	Niveau 2	6	275 196	275 196	309 867	309 867	163 251	163 251
Autres actifs financiers courants	Coût amorti	Niveau 1	1	207 571	207 571	267 431	267 431	210 869	210 869
Provisions et équivalents de trésorerie	Coût amorti		1	1 447 979	1 447 979	1 161 121	1 161 121	1 475 067	1 475 067
Total actifs financiers courants				2 214 862	2 214 862	2 392 135	2 392 135	2 024 139	2 024 139
Total actifs				2 341 962	2 341 962	2 516 889	2 516 889	2 131 799	2 131 799
Emprunts à court et autres dettes financières	Coût amorti	Niveau 2	1	226 221	226 221	160 134	160 134	140 511	140 511
Dettes de financement et autres	Coût amorti		4	2 340 657	2 340 657	2 401 867	2 401 867	2 099 789	2 099 789
Instruments dérivés passifs non courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur instrument de couverture	Niveau 2	6	1 145	1 145	1 149	1 149	21 349	21 349
Autres passifs financiers non courants	Coût amorti	Niveau 2	1	45 138	45 138	15 224	15 224	14 076	14 076
Total passifs financiers non courants				2 568 078	2 568 078	2 787 624	2 787 624	3 164 168	3 164 168
Emprunts à court et moyen terme	Coût amorti	Niveau 2	1	729 287	729 287	544 955	544 955	542 251	542 251
Dettes financières	Coût amorti		1	1 827 795	1 827 795	2 140 436	2 140 436	1 119 348	1 119 348
Dettes de couverture	Coût amorti		4	441 664	441 664	4 545	4 545	16 452	16 452
Instruments dérivés passifs courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur instrument de couverture	Niveau 2	6	275 096	275 096	22 088	22 088	211 094	211 094
Autres passifs financiers courants	Coût amorti	Niveau 1	1	343 254	343 254	240 351	240 351	246 856	246 856
Total passifs financiers courants				2 893 079	2 893 079	3 410 610	3 410 610	2 789 496	2 789 496
Total passifs				5 461 157	5 461 157	6 198 234	6 198 234	5 953 664	5 953 664

Note 1 - La valeur nette comptable des actifs et passifs financiers courants non dérivés est considérée comme une approximation de leur juste valeur.

Note 2 - La différence entre la valeur nette comptable et la juste valeur des prêts et cautionnement est jugée non significative.

Note 3 - La juste valeur des titres de participation non consolidés n'est pas significative.

Note 4 - Comme le permettent les IFRS, la juste valeur de la dette locative et son niveau dans la hiérarchie des justes valeurs ne sont pas fournis.

Note 5 - Les dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. La juste valeur est basée sur des données de marché et des modèles d'évaluation couramment utilisés. Elle peut être confirmée dans le cas d'instruments complexes par référence à des titres cotés par des institutions financières indépendantes.

19.2. Instruments dérivés

Les dérivés sont initialement évalués à la juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations en résultant sont généralement comptabilisées en résultat.

Le Groupe désigne certains dérivés comme étant des instruments de couverture afin de couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie associée à une transaction prévue hautement probable découlant de variations des taux de change et des taux d'intérêt.

Le Groupe dispose de trois stratégies de couverture de flux de trésorerie :

- Couverture du risque de change commercial ;
- Couverture du risque de change financier ;
- Couverture du risque de taux sur les contrats de crédit-bail ;

Le Groupe désigne comme instruments de couverture du risque de change des achats et ventes à terme et des instruments optionnels vanilles (cf. Note 19.3.2). Le Groupe désigne comme instruments de couverture du risque de taux des swaps de taux (cf. Note 19.3.1).

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture de flux de trésorerie, la part efficace de la variation de la juste valeur du dérivé au titre du risque couvert est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et accumulée dans la réserve de couverture.

La part inefficace de la variation de juste valeur est directement enregistrée au compte de résultat. Le montant cumulé dans la réserve de couverture est reclassé en résultat de la ou des périodes durant lesquelles les flux de trésorerie attendus couverts impactent le résultat.

La variation de valeur temps ou du report/déport des dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est enregistrée en capitaux propres en Autres résultats et est prise dans le résultat à l'échéance du sous-jacent, conformément aux principes retenus par le Groupe.

Lorsque la couverture de flux de trésorerie ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture ou que l'instrument de couverture est vendu, arrive à maturité, est résilié ou est exercé, le Groupe cesse de pratiquer la comptabilité de couverture à titre prospectif.

Le montant cumulé en réserve de couverture au niveau des capitaux propres est :

- recyclé immédiatement en résultat si le sous-jacent n'existe plus
- recyclé au résultat au titre de la ou des périodes durant lesquelles les flux de trésorerie initialement couverts impactent le résultat net.

Lorsque le Groupe cesse d'appliquer la comptabilité de couverture à une couverture de flux de trésorerie, le montant cumulé en réserve de couverture demeure en capitaux propres, pour la couverture d'une transaction entraînant la comptabilisation d'un actif non financier, jusqu'à être inclus dans le coût de l'élément non financier lors de sa comptabilisation initiale ou, pour les autres couvertures des flux de trésorerie, jusqu'à être reclassé en résultat de la ou des périodes auxquelles les flux de trésorerie attendus couverts impactent le résultat.

19.3. Gestion des risques

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, risque de change, risque de crédit et risque de liquidité.

19.3.1. Risques de taux d'intérêt

La dette du Groupe en zone Euro est essentiellement composée de financements à taux variable.

Notre politique actuelle de la gestion du risque de taux d'intérêt est de mettre en place une couverture pour fixer le taux de financement d'un projet (ex : mécanisation d'un entrepôt).

En fixant le taux, nous fixons les flux financiers futurs de ce projet, ce qui assure également le ROI global du projet.

Le Groupe détient un contrat de crédit-bail immobilier (taux variable) avec cinq tirages qu'il couvre par cinq swaps de taux (échange de taux d'intérêts variable contre fixe) pour un nominal cumulé de 44.7 M€.

Ces swaps sont qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie exposés au risque de taux.

Il n'y a pas d'inefficacité significative concernant la couverture des risques de taux.

Nous avons également des Cross Currency Swaps sur Decathlon SE et Iguasport qui couvrent des prêts intragroupe octroyés par Decathlon SE pour un montant total de 73.5 M€.

Analyse de sensibilité au taux d'intérêt des instruments à taux variables

Une variation raisonnablement possible de 50 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une augmentation (diminution) du résultat net à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

Impact en milliers d'euros

	SENSIBILITE	
	Baisse des taux de 0,5%	Hausse des taux de 0,5%
Emprunts et Dettes Financières à taux variables au 31/12/22	6 506	7 865
<i>Dont OCI</i>	6 646	7 993
<i>Dont P&L</i>	-140	-128

Impacts de la réforme IBOR

Les principaux taux d'intérêt de référence font actuellement l'objet d'une réforme en profondeur au niveau mondial, qui prévoit notamment de remplacer certains taux interbancaires offerts (les « IBOR ») par d'autres taux, sans risque (communément appelé « la réforme des IBOR »). Le Groupe est exposé aux IBOR par le biais de ses instruments financiers, amenés à être remplacés ou modifiés dans le cadre de cette réforme, qui concerne l'ensemble des marchés.

La principale exposition du Groupe, à travers ses instruments financiers, porte sur l'EURIBOR. La FSMA de Belgique a rendu en 2019 une décision favorable sur la conformité de l'EURIBOR avec le Règlement Benchmark à la suite du changement de la méthode de détermination de l'indice à partir d'octobre 2019. L'EURIBOR est à ce jour maintenu sine die. Ainsi, le Groupe considère

qu'à la date du 31 décembre 2022, la continuité de l'EURIBOR n'est pas menacée par la réforme des taux de référence.

Le Groupe a mis en place un groupe de travail spécifique pour l'application de la réforme. Ce groupe de travail a dans un premier temps identifié l'ensemble des opérations indexées sur les taux « IBOR ».

Le Groupe a discuté avec ses contreparties afin d'amender les contrats et programmes concernés par les changements d'indices.

Le Groupe considère que la réforme des taux de référence n'a pas d'effet significatif sur les états financiers du Groupe, sur sa gestion des risques et ne remet pas en cause sa comptabilité de couverture.

19.3.2. Risques de change

Le Groupe est exposé au risque de change dans la mesure où il existe une différence entre la monnaie dans laquelle sont libellés certaines ventes, achats et la monnaie fonctionnelle de chaque entité du Groupe. Les monnaies dans lesquelles ces transactions sont essentiellement libellées sont l'euro (EUR), le dollar (USD), le Yuan (RMB) et la livre sterling (GBP).

Les monnaies fonctionnelles des entités du Groupe sont les devises locales des entités sauf Desipro (USD), Decathlon Cambodge (USD) et ProxyTunisie (EUR).

Les monnaies dans lesquelles ces transactions sont essentiellement libellées sont l'euro (EUR), le dollar (USD), le Yuan (RMB), le zloty polonais (PLN) et la couronne tchèque (CZK).

Les achats et ventes à terme de devise sont qualifiés de couverture. Le Groupe désigne la composante au comptant d'un contrat de change à terme ainsi que le report/déport comme élément de couverture.

Nous distinguons deux types de risque de change :

- Le risque de change commercial lié aux achats / ventes de marchandises en devises
- Le risque de change financier lié aux prêts / emprunts intra groupe libellés en devises

La politique de gestion du risque de change commercial du Groupe est de couvrir son exposition exprimée sur la base de prévisions d'achats et de ventes. Le Groupe utilise des contrats à terme et options vanilles de change pour couvrir ses expositions au risque de change. Ces contrats sont désignés en tant qu'instruments de couverture de flux de trésorerie.

Couverture de change :

Nos couvertures commerciales et financières sont réalisées sur 60 paires de devises différentes dont les 4 principales représentent 86% du volume couvert en valeur absolue sur un total couvert de 12,7 Mds EUR équivalent :

en milliers d'euros

EURUSD	7 302 984
USDCNY	3 173 148
EURPLN	264 909
EURCZK	208 939

Notre exposition nette représente 7,4 Mds EUR équivalent dont les 4 principaux couples de devises sont les suivants :

en milliers d'EUR

USDEUR	3 236 248
CNYUSD	2 435 524
EURPLN	280 770
EURCZK	183 454

Le Groupe dispose de cross-currency swaps EUR/PLN contractés par Decathlon SE pour couvrir les financements intragroupes pour un montant de 26.6 MEUR.

Dans les comptes consolidés du Groupe, ces instruments sont comptabilisés en opérations détenues à des fins de transactions (« trading »).

Nous appliquons la comptabilité de couverture sur nos actifs / passifs monétaires. La part inefficace est non significative.

Analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité est à réaliser par rapport aux monnaies étrangères, i.e. aux monnaies autres que les monnaies fonctionnelles des différentes entités du Groupe. On exclut ainsi de l'analyse de sensibilité les impacts de la conversion des états financiers des filiales en devises étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe.

Un renforcement (affaiblissement) raisonnablement possible du dollar, du Yuan et de la livre sterling par rapport aux autres devises à la date de clôture affecterait l'évaluation des instruments financiers libellés en monnaie étrangère et le résultat net à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, sont supposées rester constantes et les impacts des ventes et achats prévisionnels ont été ignorés.

Exposition nette en devise :

Impact en milliers d'euros	OCI	
	Hausse	Baisse
31/12/2022		
USD (variation de 10%)	506 845	-268 300
CNY (variation de 10%)	225 362	-258 449
CZK (variation de 10%)	13 887	-16 135
PLN (variation de 10%)	4 690	-5 489

19.3.3. Risques de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Les valeurs comptables des actifs financiers représentent l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe sont détenus auprès de contreparties bancaires et d'institutions financières de premier rang.

Le Groupe considère que sa trésorerie et équivalents de trésorerie présentent un risque quasiment nul de risque de crédit au vu des notations de crédit externes de leurs contreparties.

Créances clients et actifs sur contrats

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Cependant, le Groupe prend aussi en considération les facteurs pouvant avoir une influence sur le risque de crédit de la clientèle, notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lesquels les clients exercent leur activité.

Au 31 décembre 2022, les dépréciations des créances concernent essentiellement l'activité de production de 46% (2021: 68%), dont 3.0M€ (2021: 5.5 M€) concernent Desipro.

Le risque est limité aux créances faisant l'objet de dépréciation.

19.3.4. Risques de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque auquel est exposé le Groupe lorsqu'il éprouve des difficultés à remplir ses obligations relatives aux passifs financiers qui seront réglés par remise de trésorerie ou d'autres actifs financiers. L'objectif du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Les ressources de financement disponibles sont gérées de façon à garantir sur un horizon de deux ans, la couverture de notre dette financière nette "stressée", à 100% par des financements stables (lignes de crédit moyen terme confirmées avec des maturités conformes aux échéances prévues).

Le stress test s'entend par une baisse de 30% de l'EBITDA sur les 24 mois à venir.

La trésorerie disponible des filiales du Groupe est remontée au niveau de la maison-mère via l'intégration à un cashpooling (quand la législation locale le permet).

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers à la date de clôture s'analysent comme suit. Les montants, exprimés en données brutes et non actualisées, comprennent les paiements d'intérêts contractuels.

La stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements :

- Une enveloppe de 1 000 MEUR de billets de trésorerie.

31-déc-22	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€			
		Total	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	955 508	955 508	742 684	119 456	93 367
Passifs liés aux avantages du personnel	605 299	605 299	472 672	5 216	127 411
Autres passifs financiers	617 962	617 962	574 864	43 098	
Dettes fournisseurs	1 822 795	1 822 795	1 822 795		
Total passifs financiers*	4 001 564	4 001 564	3 613 015	167 770	220 778
Instruments dérivés adossés à dette sur CBI	-44 662				-44 662

31-déc-21	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€			
		Total	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	810 085	810 085	524 658	161 202	124 225
Passifs liés aux avantages du personnel	594 052	594 052	466 829	53	127 170
Autres passifs financiers	569 657	569 657	542 135	27 522	
Dettes fournisseurs	2 140 436	2 140 436	2 140 436		
Total passifs financiers *	4 114 230	4 114 230	3 674 058	188 777	251 395
Instruments dérivés adossés à dette sur CBI	-38 162				-38 162

* Hors produits constatés d'avance et provisions retour clients.

Les autres passifs financiers sont notamment constitués de la TVA à payer (296 M€), de clients créditeurs liés aux ventes Ecommerce (170 M€) ainsi que des put sur minoritaires (45M€).

20. Transactions avec les parties liées

Transactions avec l'entité mère du groupe

En 2022, il n'y a pas eu de transaction significative avec l'entité mère du groupe, hormis le versement de dividendes.

Transactions avec les sociétés mises en équivalence.

En 2022, aucune transaction significative n'est intervenue entre Decathlon et les sociétés mises en équivalence.

21. Engagement hors bilan

Les engagements hors bilan significatifs sont présentés ci dessous :

Engagements reçus

M€	Décembre 2021	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Immobiliers" reçus				
Contrats de location (1)	26	6	10	10
Engagements "Financiers" reçus				
Options de change (2)	2 458	1 966	492	
Lignes de financement CT	84	80	4	
Lignes de financement MT	1 104	415	689	
Engagements "Autres" reçus				
Autres	1	1	0	
Total	3 673	2 467	1 195	10

Engagements donnés

M€	Décembre 2021	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Autres" donnés				
Autres	2	1	0	
Total	2	1	0	

Engagements réciproques

M€	Décembre 2021	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Production" / "Appro" réciproques				
Commandes fermes et engagements de capacités	51	30	21	
Engagements partenariats	60	17	43	
Stocks consignés	13	13		
Engagements "Financiers" réciproques				
Couverture de change (2)	4 999	4 168	830	
Swaps de taux (2)	140	40	43	57
Total	5 262	4 268	937	57

Engagements reçus

M€	Décembre 2022	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Immobiliers" reçus				
Contrats de location (1)	28	6	13	9
Engagements "Financiers" reçus				
Options de change (2)	2 006	914	1 093	
Lignes de financement CI	95	89	5	
Lignes de financement MT	1 057	200	857	
Lignes de garantie bancaire	20		13	7
Engagements "Autres" reçus				
Autres	1	0	0	
Total	3 208	1 209	1 981	16

Engagements donnés

M€	Décembre 2022	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Autres" donnés				
Autres	18	2	3	13
Total	18	2	3	13

Engagements réciproques

M€	Décembre 2022	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Production" / "Appro" réciproques				
Commandes fermes et engagements de capacités	61	45	16	
Engagements partenariats				
Stocks consignés	50	10	40	
	28	28		
Engagements "Financiers" réciproques				
Couverture de change (2)	4 577	4 333	244	
Swaps de taux (2)	109	38	18	53
Total	4 826	4 454	318	53

(1) Concerne essentiellement le périmètre immobilier France.

(2) Évalués à la juste valeur pour la partie gérée par la trésorerie groupe (reliquat non significatif).

Les engagements immobiliers reçus correspondent principalement aux loyers à recevoir jusqu'à la prochaine échéance de résiliation du bail de nos locataires externes. Ces engagements concernent principalement Decathlon en France.

Les engagements reçus financiers correspondent aux lignes de crédit court terme et moyen terme et lignes de garantie bancaire négociées auprès des organismes financiers ainsi qu'aux dérivés optionnels souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change.

Les engagements immobiliers donnés concernent principalement les contrats de location. Il s'agit des loyers à payer aux bailleurs externes à moins d'1 an.

Les autres engagements donnés concernent principalement la centrale d'achat (contrats consultants ainsi que des partenariats) et la promesse d'achat des titres E2Drives.

Les engagements réciproques de production concernent principalement les contrats de réservation des lignes de production, les engagements de capacité et les contrats d'outillage auprès de nos partenaires de production.

Les engagements réciproques financiers correspondent aux instruments dérivés de change souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change et des taux.

22. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires versés par le Groupe à ses commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes individuels et consolidés s'élèvent à 3.4 M€ (2021: 3.1 M€).

Le montant des honoraires d'audit de missions autres que la certification des comptes s'élève à 0.8 M€ (2021: 1 M€).